

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

2020 ACTIVITY REPORT



SICCFIN
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Service d'Information
et de Contrôle sur les Circuits Financiers
13 rue Émile de Loth
98000 MONACO
Téléphone : (+377) 98 98 42 22
Fax : (+377) 98 98 42 24

siccfm@gouv.mc
mhunault@gouv.mc
www.siccfm.mc

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

2020 ACTIVITY REPORT



SOMMAIRE

CONTENTS

LE MOT DU DIRECTEUR / MESSAGE FROM THE DIRECTOR	05
I. PRÉSENTATION DU SICCFIN / PRESENTATION OF SICCFIN	09
1. Organisation du SICCFIN / How SICCFIN is organised	10
2. Missions du SICCFIN / SICCFIN's missions	12
II. ÉVÉNEMENTS MARQUANTS / KEY EVENTS	19
1. Vote de la loi n° 1.503 du 23 décembre 2020 / Passing of Act 1,503 of 23 December 2020	19
2. Visite des homologues Luxembourgeois / Visit to SICCFIN's counterparts in Luxembourg	19
3. goAML et la sécurisation du SICCFIN / goAML and security at SICCFIN	20
III. ACTIVITÉ DE LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	
ACTIVITY OF THE FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT	23
1. L'activité de la CRF en chiffres en 2020 / Activity of the FIU in figures for 2020	24
2. Les déclarations de soupçons / Suspicious transaction reports	28
3. La coopération nationale / National cooperation	32
4. La coopération internationale / International cooperation	36
5. La lutte contre le financement du terrorisme / The fight against terrorist financing	40
6. Les déclarations de transport transfrontalier d'espèces et d'instruments au porteur Declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments	42
7. Les dossiers transmis aux Autorités Judiciaires / Cases referred to the Judicial Authorities	45
Typologies / Typology	
IV. ACTIVITÉ DE SUPERVISION DE LA LCB/FT-C	
AML/CFT SUPERVISORY ACTIVITY	59
1. Les contrôles sur pièces / Documentary checks	59
2. Le contrôle sur place / On-site inspections	76

V. ACTIVITÉ DU POLE TRANSVERSAL SUR LES CRYPTO-ACTIFS	
ACTIVITY OF THE INTERDEPARTMENTAL UNIT ON CRYPTO ASSETS	85
1. Des évolutions textuelles significatives / Significant legislation changes	85
2. Une sensibilisation des équipes du SICCFIN à l'écosystème « Crypto » Measures to educate SICCFIN staff about the "Crypto" ecosystem	88
VI. LES AFFAIRES JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES ET INTERNATIONALES	
LEGAL, ADMINISTRATIVE AND INTERNATIONAL AFFAIRS	91
1. Les relations internationales / International relations	91
2. Divers international / Other International affairs	100
VII. LES AUTRES MISSIONS DU SICCFIN / SICCFIN'S OTHER MISSIONS	105
1. La sensibilisation des professionnels / Raising awareness among professionals	105
2. Les réunions avec les organisations professionnelles Meetings with professional organisations	106
3. Le Comité de liaison / The Liaison Committee	107
4. Le Groupe de contact / The Contact Group	109
VIII. LES PRINCIPAUX TEXTES DE LOI LCB/FT-C	
PRINCIPAL STATUTORY INSTRUMENTS OF AML/CFT LAW	111
1. Création, organisation et pouvoirs du SICCFIN / Creation, organisation and powers of SICCFIN	111
2. Gels de fonds / Freezing of funds	112
3. Lutte contre le financement du terrorisme / Fight against terrorist financing	112
4. Coopération internationale / International cooperation	113



LE MOT DU DIRECTEUR

MESSAGE FROM THE DIRECTOR

Merci !

La publication du compte-rendu annuel d'activité du SICCFIN est l'occasion pour moi de remercier l'ensemble des équipes du service, en particulier du « Pôle Enquête », du « Pôle Supervision », du « Pôle Juridique » et du « Pôle Cryptoactifs ».

L'activité a été quasi semblable à celle de 2019, qui avait été une année de progression sensible des activités du service.

Et pourtant, Monaco, comme partout dans le reste du monde, a dû subir la pandémie de la COVID-19. La crise sanitaire aurait pu stopper notre activité ; il n'en a rien été.

Par une présence quotidienne, permanente et par une remarquable adaptation du service, la CRF Monégasque n'a jamais cessé de travailler.

Cette pandémie a aussi obligé les assujettis à la LCB/FT-C, plus particulièrement les banques, à s'adapter aux conditions sanitaires par le développement du « télétravail ». Je mesure combien d'efforts cela a nécessité à leurs équipes. Que chacune et chacun, à travers la lecture de ces quelques mots, en soient chaleureusement remerciés.

Cette pandémie mondiale a eu pour effet d'illustrer les valeurs de Solidarité et d'Humanité au service des obligations d'un service conscient que la criminalité financière internationale ne connaît ni les frontières, ni les contraintes sanitaires.

Le Pôle Juridique a pris toute sa part dans le processus de la transposition en droit Monégasque, par le Conseil National et sous l'impulsion de son Président M. Stéphane VALERI, de la 5^e Directive LCB/FT de l'U.E., faisant de Monaco une place conforme aux exigences du GAFI.



Michel HUNAUULT
Directeur du SICCFIN
Président de la délégation MONEYVAL
Director of SICCFIN
Head of the MONEYVAL delegation

Thank you!

The publication of SICCFIN's annual activity report is an opportunity for me to thank all of our staff, and in particular the "Investigations Team", the "Supervision Team", the "Legal Team", and the "Crypto-Assets Team".

Our organisation's activity was virtually identical to that seen in 2019, a year which saw a significant expansion in the work performed by SICCFIN.

But then, like the rest of the world, Monaco was hit by the Covid-19 pandemic. The health crisis could have brought our activity to a grinding halt. In fact, it did nothing of the sort.

By maintaining a permanent, daily presence and demonstrating a remarkable capacity to adapt, the Monegasque FIU continued working without interruption.

The pandemic also forced organisations subject to AML/CFT obligations, and banks in particular, to adjust to the new health restrictions by developing the practice of teleworking. I am aware of the great efforts that required of their staff. With these brief words, I would like to express my warm thanks to each and every person concerned.

The global pandemic served to highlight the values of Solidarity and Humanity. These values underpin the duties of an institution that knows international financial crime pays no heed to borders or health restrictions.

The Legal Team played its full part in the process of transposing the EU's 5th AML Directive into Monegasque law, a process carried out by the National Council at the behest of its President, Mr Stéphane VALERI, bringing the Principality into compliance with the requirements of the FATF.

Le SICCFIN s'est vu confier la mission de réaliser l'Évaluation Normale des Risques, l'ENR. Cet exercice est un préalable : en effet, comment se prémunir efficacement contre la criminalité financière, si on ne connaît pas ses vulnérabilités ?

Je voudrais saluer la mobilisation, la participation de l'ensemble des services et administrations de l'État Monégasque et des professionnels, que ce soit le secteur bancaire, le secteur de l'immobilier, des jeux, des professions concernées. Tous ont témoigné d'une prise de conscience des enjeux de cette ENR en vue de la prochaine évaluation MONEYVAL et d'une volonté partagée de contribuer à l'attractivité et à la crédibilité de la Principauté.

Que les services judiciaires, de la police, qui sont quotidiennement sollicités par le SICCFIN, soient remerciés, en particulier leurs directeurs Messieurs Robert Gelli et Richard Marangoni.

J'ai émis le souhait, auprès de S.E. le Ministre d'État, M. Pierre Dartout, que nous trouvions le moyen de pérenniser ces échanges, cette mobilisation de tous.

La digitalisation et la numérisation programmées du service rendra l'exercice des missions du Pôle enquête et du Pôle supervision, plus efficaces et plus pertinentes.

Mes collègues des CRF m'ont fait l'honneur de présider le cercle des CRF francophones.

Le SICCFIN ainsi, contribuera à faire partager et connaître le chemin parcouru par la Principauté de Monaco pour se conformer aux exigences internationales du GAFI, de l'OCDE, dont l'adhésion de Monaco au Conseil de l'Europe, soumet la Principauté à l'évaluation par le comité MONEYVAL, de son dispositif LCB/FT.

Le travail du SICCFIN, résumé dans ce compte rendu, est le résultat d'une exigence partagée par toute l'équipe du service.

Puisse-t-il efficacement contribuer à l'Honneur de la Principauté de Monaco, répondre à la confiance exigeante de S.A.S. le Prince Albert II et du Gouvernement Princier, de S.E. le Ministre Pierre Dartout et de Monsieur le Conseiller-Ministre des Finances Jean Castellini, qui assurent à notre cellule de renseignement financier les moyens de ses missions et de son indépendance.

SICCFIN was also handed the task of conducting the National Risk Assessment, the NRA. This exercise is in itself a vital prerequisite. For how can we prevent financial crime effectively, if we do not know exactly where it is vulnerable?

I would like to pay tribute to the commitment and participation of all of the departments and administrative authorities of the Monegasque State and of all the professionals concerned in every sector concerned, from banking to real estate and gaming. All have shown great awareness of the importance of this NRA in view of the upcoming MONEYVAL assessment, and a shared commitment to enhancing the Principality's attractiveness and credibility.

Thank you to the justice department and the police, whom SICCFIN regularly calls upon, and in particular their respective directors, Mr Robert Gelli and Mr Richard Marangoni.

As I mentioned to H.E. the Minister of State, Mr Pierre Dartout, I very much hope that we are able to sustain these exchanges and this general commitment over the long term.

The planned digitisation of SICCFIN's activities will enable the Investigations Team and the Supervision Team to carry out their duties more efficiently and effectively.

My colleagues at other FIUs have entrusted me with the honour of presiding the Circle of Francophone FIUs.

It is an opportunity for SICCFIN to share with others the experience of the Principality of Monaco, its efforts to comply with the international requirements of the FATF and the OECD, and its membership of the Council of Europe, under which its AML/CFT system is subject to assessment by the MONEYVAL Committee.

The work done by SICCFIN, summarised in this report, reflects the high standards shared by everyone who works at our organisation.

I hope that it contributes effectively to the Honour of the Principality of Monaco, and is worthy of the demands and the trust placed in us by H.S.H. Prince Albert II and the Prince's Government, H.E. the Minister of State Mr Pierre Dartout, and the Minister of Finance and Economy Mr Jean Castellini, all of whom ensure that our financial intelligence unit has the resources it needs to fulfil its duties independently.

Michel Hunault





PRÉSENTATION DU SICCFIN

PRESENTATION OF SICCFIN

Institué en 1994, le SICCFIN est un service administratif placé sous la tutelle du Département des Finances et de l'Economie. Il répond à La définition internationale des Cellules de Renseignements Financiers (CRF) retenue par le Groupe d'Action Financière (GAFI). Comme autorité administrative autonome, le SICCFIN exerce son activité en toute indépendance. Il ne reçoit d'instruction d'aucune autorité. Cette indépendance a valeur légale en vertu de l'article 46 de la Loi n 1.362, modifiée.

Established in 1994, SICCFIN is an administrative unit placed under the supervision of the Ministry of Finance and Economy. It meets the international definition of a Financial Intelligence Unit (FIU), as defined by the Financial Action Task Force (FATF). As an autonomous administrative body, SICCFIN operates entirely independently. It does not receive instructions from any authority. Its independence is legally enshrined in Article 46 of Act no. 1,362, as amended.

C'est L'autorité nationale chargée de La Lutte contre Le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et La corruption (LCB/FT-C).

Le SICCFIN se distingue de la majorité des autres CRF par sa double compétence :

- La réception, l'analyse et La transmission de déclarations de soupçon de blanchiment ou financement du terrorisme faites par les professionnels (qui est le « cœur de métier » de toutes les CRF) et de déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur ;
- La supervision de la bonne application des textes LCB/FT-C par les professions financières et non financières assujetties.

Le SICCFIN est également l'autorité nationale chargée par Le Gouvernement Princier de conduire un processus d'évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (ENR). Ce processus d'évaluation porte notamment sur :

- Les domaines d'activités financières et non-financières les plus exposés au risque ;
- Les risques associés à chaque secteur concerné et aux produits qu'ils proposent ;

It is the national authority responsible for the fight against money laundering, terrorist financing and corruption (AML/CFT).

SICCFIN differs from most other FIUs, in that it has two areas of competence:

- *Receiving, analysing and referring reports of suspected money laundering or terrorist financing submitted by professionals (this is the core activity of all FIUs) and declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments;*
- *Supervising the activity of financial and non-financial professionals to ensure they properly adhere to applicable AML/CFT legislation.*

SICCFIN is also the national authority tasked by the Prince's Government with coordinating a national process to assess the risks of money laundering and terrorist financing (the National Risk Assessment, or NRA). This assessment process notably concerns:

- *The most at-risk financial and non-financial activities;*
- *The risks associated with each sector concerned and the products marketed;*

1. Organisation du SICCFIN

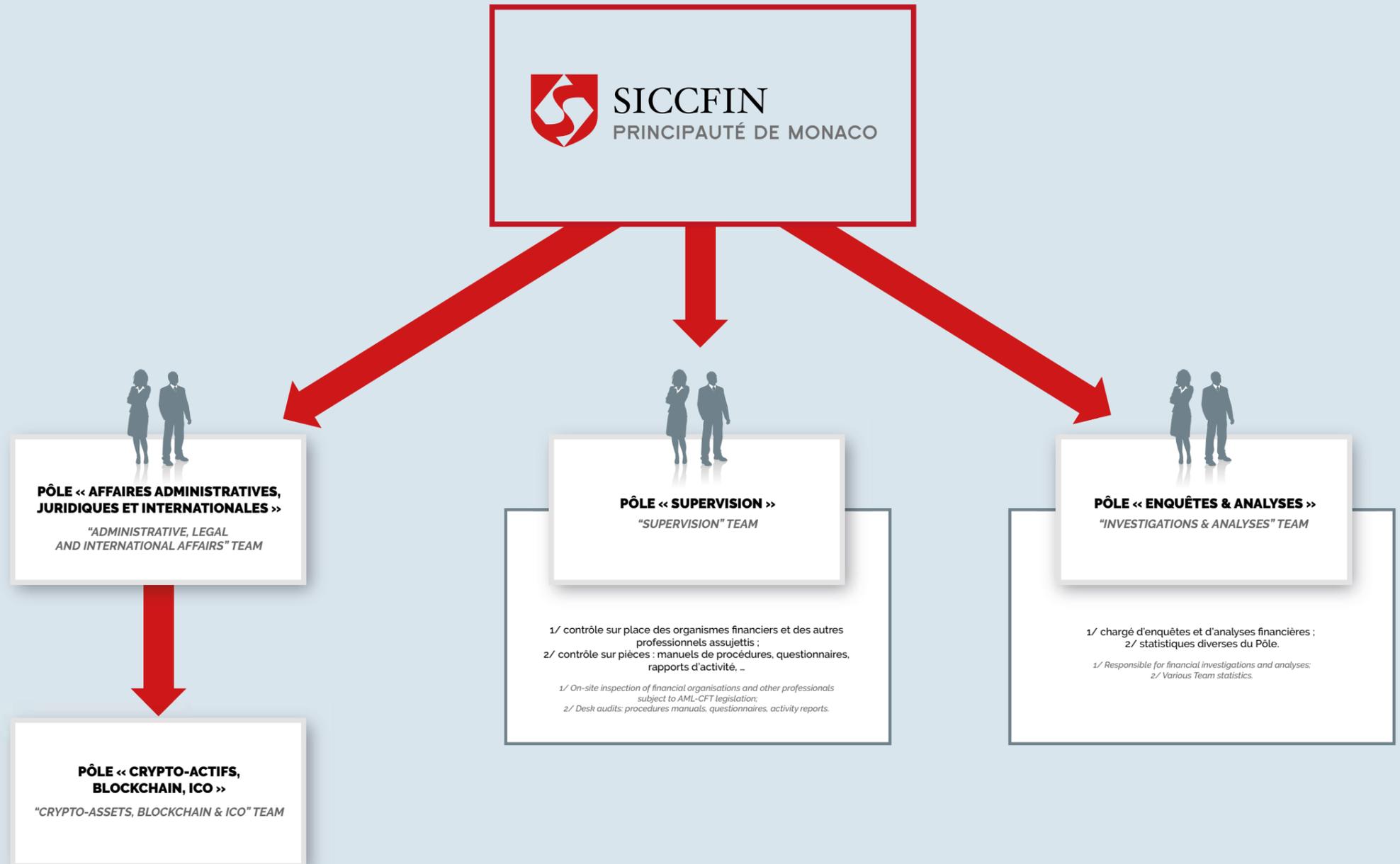
Le SICCFIN dispose de 18 postes répartis entre sa direction, le secrétariat et quatre pôles d'activité:

- Le Pôle Analyses, Enquêtes et Coopération internationale ;
- Le Pôle Contrôle et Supervision ;
- Le Pôle Affaires administratives, juridiques et internationales ;
- Le Pôle Crypto-actifs, blockchain, ICO ;
- Les moyens les plus utilisés par les criminels pour blanchir les fonds de nature illicite ;
- Les mesures à prendre pour faire face aux risques identifiés et améliorer le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

1. How SICCFIN is organised

SICCFIN has 18 employees, working in the management team, the secretariat, and four main areas of activity:

- Analyses, Investigations, and International Cooperation;
- Inspection and Supervision;
- Administrative, Legal and International Affairs;
- Crypto-Assets, Blockchain & ICO.
- The means most commonly used by criminals to launder illicit proceeds;
- The measures to be taken to address the risks identified and improve the national system for combating money laundering and terrorist financing.



Tant les agents du SICCFIN que les experts extérieurs qui peuvent les assister en cas de besoin sont, en raison de leur mission particulière, spécialement commissionnés par Le Ministre d'État. Ils prêtent également serment devant le Premier Président de la Cour d'Appel, s'engageant, notamment, à respecter le secret professionnel dans l'exercice de leurs missions et à faire preuve d'intégrité et de Loyauté dans l'exercice de Leurs fonctions.

2. Missions du SICCFIN

2.1 La CRF – enquêtes et coopération internationale

Le SICCFIN traite les informations qu'il reçoit de plusieurs sources, telles que les professionnels assujettis à la Loi n° 1.362 modifiée (qui régit la LCB/FT-C en Principauté), les CRF homologues étrangères et d'autres services de l'État.

Les informations reçues sont analysées afin de détecter les flux financiers ou les situations présentant d'éventuels risques de LCB/FT-C.

Les investigations préalables sont confiées au Pôle Analyses, Enquêtes et Coopération internationale. Placé sous la responsabilité d'un Conseiller Technique, ce pôle est composé de 5 agents en charge de l'analyse et du traitement des déclarations de soupçon et de l'ensemble des informations reçues en lien avec la LCB/FT-C.

Lorsque l'analyse d'une déclaration de soupçon révèle des indices sérieux de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de corruption, un rapport est transmis au Procureur Général qui décidera de diligenter ou non des suites judiciaires.

En outre, Le SICCFIN est chargé d'enregistrer et de traiter les déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur qui sont recueillis par la Direction de la Sûreté Publique dans le cadre des contrôles réalisés aux frontières terrestres, aériennes ou maritimes de la Principauté.

Les agents de ce pôle assurent également les échanges d'information avec les CRE dans le cadre de la coopération internationale administrative.

By virtue of their specific role, all SICCFIN officers and any external experts who assist them are specially commissioned by the Minister of State. They also take an oath before the First President of the Court of Appeal, agreeing to respect professional secrecy when carrying out their duties and to act with integrity and fairness at all times.

2. SICCFIN's missions

2.1 The FIU – investigations and international cooperation

SICCFIN processes information received from a variety of sources, including professionals subject to Act no. 1,362 (amended) (which governs AML/CFT in the Principality), FIUs in other countries, and other Government departments.

The information received is analysed to identify financial transactions or situations that present potential AML/CFT risks.

The Analyses, Investigations and International Cooperation team handles preliminary investigations. Working under the responsibility of a Technical Inspector, this team's five officers are tasked with analysing and processing suspicious transaction reports and all other information received in relation to AML/CFT.

If the analysis of a suspicious transaction report reveals serious signs of money laundering, terrorist financing, or corruption, a report is referred to the Public Prosecutor, who will decide whether or not to bring legal proceedings.

Moreover, SICCFIN is responsible for registering and processing reports of cross-border transport of cash and bearer instruments that are collected by the Monaco Police Department during checks performed at the land, air or sea borders of the Principality.

Staff in this team also exchange information with other FIUs as part of international cooperation between administrative authorities.

2.2 La supervision

L'autre activité majeure du SICCFIN est le contrôle de l'application de la Loi n° 1.362 modifiée et des mesures prises pour son exécution par l'ensemble des professionnels assujettis. Ce contrôle s'exerce principalement au moyen de missions se déroulant dans les établissements financiers et non financiers soumis aux obligations LCB/FT-C.

Au contrôle sur place s'ajoute le contrôle sur pièces qui porte sur les documents adressés par les assujettis dans le cadre de l'accomplissement de leurs obligations.

Cinq agents du Service sont affectés au « Pôle Contrôle » en charge des audits des professionnels assujettis aux textes LCB/FT-C, sous la responsabilité d'un Chargé de Mission. Un autre agent, rattaché fonctionnellement à ce pôle, est détaché pour le suivi du périmètre des assujettis aux obligations LCB/FT-C.

Le SICCFIN reçoit régulièrement, dans le cadre de ses missions de supervision, et plus particulièrement celles qui concernent les établissements financiers les plus importants de la Place, le renfort ponctuel d'experts extérieurs. Il s'agit de professionnels reconnus, anciens Inspecteurs ou Inspecteurs Généraux de la Banque de France, qui disposent d'une grande expérience dans le secteur financier et sont plus particulièrement spécialisés dans les contrôles des établissements bancaires.

Le suivi des missions de contrôles sur place et sur pièces ainsi que les problématiques liées à la supervision sont abordés lors des réunions du Groupe de travail « Supervision » (GTS) qui se tient toutes les deux à trois semaines. Animées par le Chef de pôle, ces réunions sont également l'occasion d'évoquer diverses questions liées à la LCB/FT-C qu'elles soient théoriques ou méthodologiques. De même, des échanges ont lieu sur des problématiques rencontrées au cours des missions et sont suivis d'une confrontation des opinions des différents contrôleurs sur un sujet donné.

Lors des missions de contrôles sur place les agents du SICCFIN veillent notamment à la bonne application, par les assujettis, des nombreux arrêtés ministériels de gels des fonds qui sont publiés dans le Journal de Monaco et pris sur le fondement des Ordonnances Souveraines n° 15.321 du 8 avril 2002 relative aux procédures de gel des fonds aux fins de lutte contre le terrorisme et n° 1.675 du 10 juin 2008 relative aux procédures de gel des fonds mettant en œuvre des sanctions économiques.

2.2 Supervision

SICCFIN's other major activity is enforcing the proper application of Act no. 1,362 (as amended) and related implementing measures by all professionals subject to the legislation. This is done mainly by means of on-site inspections at financial and non-financial institutions subject to AML/CFT obligations.

These on-site inspections are supplemented by desk audits, which examine the documents submitted by those affected by the legislation in fulfilling their obligations.

Five SICCFIN officers are assigned to the "Inspections Team", which is responsible for conducting audits of professionals subject to AML/CFT legislation, under the responsibility of an Inspections Officer. One other officer from this team is seconded to monitor the scope of professionals subject to AML/CFT obligations.

As part of its supervisory role, particularly for the largest financial institutions in Monaco, SICCFIN receives occasional additional assistance from external experts. These are recognised professionals with considerable experience in the financial sector and in particular specialist knowledge of monitoring financial institutions (former Banque de France Inspectors or Inspectors General).

The monitoring of on-site inspections and desk audits, as well as supervisory issues, are discussed at meetings of the "Supervision" Working Group (SWG) which take place every two or three weeks. Led by the head of the team, these meetings are an opportunity to consider various theoretical or methodological issues relating to AML/CFT. Issues encountered during audits are also discussed, with different inspectors able to compare views on a given subject.

During on-site inspections, SICCFIN officers notably ensure that professionals are properly applying the various Ministerial orders on the freezing of funds, published in the Journal de Monaco and based on Sovereign Ordinances no. 15,321 of 8 April 2002 on procedures for freezing funds in the right against terrorism, and no. 1,675 of 10 June 2008 on procedures for freezing funds as part of economic sanctions.

2.3 Les autres missions du SICCFIN

2.3.1 Les affaires administratives, juridiques et internationales

Le troisième pôle d'activité concerne les affaires juridiques, administratives et internationales.

Il est composé d'un Conseiller Technique aidé des agents du Pôle Supervision et du Pôle Enquêtes qui participent régulièrement aux activités internationales du SICCFIN.

Ce pôle a comme autre activité essentielle le suivi de l'évolution du cadre juridique relatif à la LCB/FT-C. A ce titre, en application des dispositions de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 modifiée, le SICCFIN peut proposer toute évolution légale ou réglementaire qu'il estime nécessaire en lien avec sa mission et le dispositif légal. Il peut aussi diffuser des lignes directrices, des recommandations ou instructions à l'attention des professionnels assujettis, qu'il juge utiles, afin de compléter, expliciter ou préciser les modalités d'application des mesures existantes.

Le Pôle Juridique a également un rôle majeur dans la transposition en droit monégasque de la législation de l'Union Européenne en matière de LCB/FT. Il a notamment préparé la transposition dans la Loi n° 1.362, modifiée et dans son texte d'application, l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiée, de la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la Directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE, dite 5^e Directive anti-blanchiment ainsi que celle du Règlement (UE) 2018/1672 du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 et du Règlement délégué (UE) 2019/758 de la Commission du 31 janvier 2019 complétant la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes techniques de réglementation en précisant les actions que doivent au minimum engager les établissements de crédit et les établissements financiers et le type de mesures supplémentaires qu'ils doivent prendre pour atténuer les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans certains pays tiers.

Le projet de loi transposant les dispositions de la 5^e Directive anti-blanchiment (projet n° 1.008, déposé au Conseil National le 12 février 2020) qui a été voté le 23 décembre 2020 (loi n° 1.503 publiée au Journal de Monaco le 1^{er} janvier 2021) modifie la loi n° 1.362 du 3 août 2009, sur divers points qui poursuivent les objectifs suivants :

2.3 SICCFIN's other missions

2.3.1 Administrative, legal and international affairs

The third area of activity relates to legal, administrative and international affairs.

The team is comprised of a Technical Inspector, who is assisted by officers from the Supervision Team and the Inspections Team, who regularly take part in SICCFIN's international activities.

This team's other essential activity entails monitoring changes to the legal environment relating to AML/CFT. As such, under Sovereign Ordinance no. 2.318 (amended), SICCFIN may propose any changes to legislative or regulatory provisions that it believes are necessary, in connection with its remit and the existing legal framework. It can also distribute circulars, recommendations or memoranda of instruction to professionals concerned by AML/CFT legislation, which it deems useful, in order to supplement, explain or clarify the procedures for implementing existing measures.

The Legal Team also plays an important role in transposing EU legislation on AML/CFT into Monegasque law. In particular, it prepared the transposition, into Act no. 1.362 (amended) and its implementing instrument, Sovereign Ordinance no. 2.318 (amended), of Directive (EU) 2018/843 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018, amending Directive (EU) 2015/849 on the prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing, along with Directives 2009/138/EC and 2013/36/EU, known as the 5th Anti-Money Laundering Directive, and Regulation (EU) 2018/1672 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on controls on cash entering or leaving the Union and repealing Regulation (EC) no. 1889/2005, and Commission Delegated Regulation (EU) 2019/758 of 31 January 2019 supplementing Directive (EU) 2015/849 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards for the minimum action and the type of additional measures credit and financial institutions must take to mitigate money laundering and terrorist financing risk in certain third countries.

The draft bill transposing the provisions of the 5th Anti-Money Laundering Directive (bill no. 1.008, tabled before the National Council on 12 February 2020) was passed on 23 December 2020 (Act no. 1.503 published in the Journal de Monaco on 1 January 2021). It made various changes to Act no. 1.362 of 3 August 2009, with the aim of:

- ▶ L'inclusion dans le champ d'application de la réglementation anti-blanchiment des prestataires de service d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales, ainsi que des prestataires de service de portefeuille de conservation des monnaies et des actifs virtuels ;
- ▶ La limitation des relations d'affaires et des transactions avec les États à haut risque, identifiés comme présentant d'importantes lacunes dans leur dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et l'application de mesures de vigilance renforcées à l'égard de la clientèle par les entités, lorsqu'elles établissent de telles relations ou réalisent de telles transactions ;
- ▶ L'abaissement du seuil d'utilisation des cartes prépayées anonymes afin que leur utilisation ne puisse être un outil au service du financement d'attaques terroristes ;
- ▶ L'amélioration de la coopération entre le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers et les Cellules de Renseignement Financier étrangères ;
- ▶ La mise en place d'un registre permettant de donner un accès en temps utile, au Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers et aux autres autorités compétentes, aux informations sur l'identité des titulaires de comptes bancaires et des coffres forts, ceci dans la perspective d'améliorer la lutte contre le blanchiment de capitaux et la détection des transferts de fonds liés au terrorisme ;
- ▶ Une plus grande transparence des sociétés et des différentes structures juridiques, dans la limite et sous réserve du droit au respect de la vie privée et des principes régissant la protection des informations nominatives, avec une évolution des règles d'accès aux registres des bénéficiaires effectifs des personnes morales et des trusts conformément à la cinquième directive ;
- ▶ L'insertion en droit monégasque de la réglementation européenne en matière de transport transfrontalier d'argent liquide, savoir le règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union ;
- ▶ Le renforcement du dispositif de répression en matière pénale. La loi n° 1.503 du 23 décembre 2020, a ainsi modifié les infractions en matière de terrorisme ainsi que la notion « d'activités des organisations criminelles » afin qu'elle soit conforme à la notion d'« activité criminelle » au sens de la Directive (UE) 2015/849, telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du 30 mai 2018.

- ▶ *Making anti-money laundering regulations applicable to providers engaged in exchange services between virtual currencies and fiat currencies, and custodian wallet providers;*
 - ▶ *Limiting business relationships and transactions involving high-risk third countries identified as having significant weaknesses in their AML/CFT regime, and requiring entities to apply enhanced due diligence measures when entering into such relationships or conducting such transactions;*
 - ▶ *Lowering the threshold for use of anonymous prepaid cards, to ensure they cannot be used to finance terrorist attacks;*
 - ▶ *Making improvements to cooperation between SICCFIN and foreign Financial Intelligence Units;*
 - ▶ *Creating a register to provide SICCFIN and other competent authorities with rapid access to information about the identity of bank account and safe deposit box holders, in order to improve the fight against money laundering and the detection of fund transfers linked to terrorism;*
 - ▶ *Promoting greater transparency in companies and different legal structures while respecting the right to privacy and data protection principles, along with changes to the rules for accessing registers naming the beneficial owners of legal entities and trusts, in accordance with the 5th Directive;*
 - ▶ *Transposing EU regulations on cross-border cash transport, specifically Regulation (EU) 2018/1672 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on controls on cash entering or leaving the Union, into Monegasque law;*
 - ▶ *Strengthening criminal penalties. Act no. 1.503 of 23 December 2020 introduced changes to terrorism offences and the notion of "the activities of criminal organisations", to bring them into line with the concept of "criminal activity" within the meaning of Directive (EU) 2015/849, as amended by Directive (EU) 2018/843 of 30 May 2018;*
 - ▶ *The supervision of lawyers, with respect to AML/CFT, is now the responsibility of the Chairman of the Bar Association rather than the Public Prosecutor.*
- It is also worth noting that, following the entry into force of the aforementioned Act no. 1.503, two Sovereign Ordinances were published:*
- ▶ *Sovereign Ordinance no. 8.634 of 29 April 2021, amending Sovereign Ordinance no. 2.318 of 03 August 2009 (amended); and*

► La supervision des avocats, en matière de LCB/FT, est désormais dévolue au Bâtonnier de l'Ordre, en lieu et place du Procureur Général ;

Il convient également de relever que, suite à l'entrée en vigueur de la loi n° 1503, susvisée, deux Ordonnances Souveraines ont été publiées, à savoir :

► Ordonnance Souveraine n° 8.634 du 29 avril 2021 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 du 3 août 2009, modifiée ;

► Ordonnance Souveraine n° 8.635 du 29 avril 2021 portant application de la loi n° 214 du 27 février 1936 portant révision de la loi n° 207 du 12 juillet 1935 sur les trusts, modifiée.

Enfin, le Pôle Juridique intervient dans l'ensemble des problématiques en lien avec les accords de coopération internationale et l'animation de la coopération nationale.

2.3.2 L'Évaluation Nationale des Risques

La 4^e Directive européenne anti-blanchiment, modifiée, en conformité avec les Recommandations du GAFI, demande aux pays d'évaluer les risques auxquels ils sont plus spécifiquement exposés sur leur territoire national en matière de blanchiment de capitaux et financement du terrorisme, afin de mettre leurs ressources en adéquation pour combattre en priorité les risques les plus prégnants.

L'objectif poursuivi par l'Évaluation Nationale des Risques (ENR) est que chaque pays identifie, en fonction de ses spécificités nationales, ses risques potentiels ou avérés afin de mobiliser ses ressources financières, juridiques, logistiques, humaines, en les ciblant prioritairement sur les risques les plus élevés. En d'autres termes, l'évaluation des risques par chaque pays comporte deux volets. Elle implique d'une part d'analyser la menace, c'est-à-dire tant la quantité que la qualité des produits du crime qui entrent dans le pays en question. Et d'autre part, d'identifier les faiblesses et les lacunes sectorielles et nationales en matière de LCB/FT-C. Le croisement de la menace avec les vulnérabilités identifiées permet d'établir le niveau de risque associé à chaque secteur afin qu'une vigilance s'y exerce de la manière la plus adaptée et efficace possible.

Le SICCFIN est chargé de la coordination de ce projet gouvernemental qui réunit les représentants des autorités administratives, mais également ceux des professionnels du secteur privé qui sont concernés par la LCB/FT-C. Les agents de tous les pôles du SICCFIN participent à l'ENR.

► Sovereign Ordinance no. 8,635 of 29 April 2021, implementing Act no. 214 of 27 February 1936, amending Act no. 207 of 12 July 1935 on trusts (amended).

Finally, the Legal Team deals with all issues relating to international cooperation agreements and national cooperation.

2.3.2 The National Risk Assessment (NRA)

The 4th AML Directive, amended, in accordance with the FATF Recommendations, calls upon countries to assess the risks to which they are specifically exposed in their territory, in relation to money laundering and terrorist financing, so that they can prioritise their allocation of resources appropriately to address the most significant risks.

The purpose of the National Risk Assessment (NRA) is for each country to identify the confirmed or potential risks to which it is most exposed, based on its specific national characteristics, so that it can allocate its financial, legal, logistical and human resources appropriately by targeting them at the risks that pose the greatest concern. In other words, the national risk assessment has two components. Firstly, it entails a threat analysis, i.e. gauging the quantity and quality of the proceeds of crime entering the country in question. Secondly, it involves identifying weaknesses and shortcomings in each sector and for the country as a whole in the area of AML/CFT. By comparing the threats and vulnerabilities identified, it is possible to ascertain a risk level for each sector, and this in turn allows monitoring activities to be directed where they are most needed for maximum efficiency.

SICCFIN is responsible for coordinating this government project, which brings together representatives of the administrative authorities, along with private sector professionals concerned by AML/CFT. Officers from all of SICCFIN's teams play an active part in the NRA.

The NRA is an ongoing process, which leads to a report prepared every two or three years, and an action plan. The Principality's first NRA led to the adoption of a Government Action Plan approved by the Council of Government on 12 September 2018.

The second NRA began in June 2020. Starting on that date, numerous meetings were held with representatives of professionals subject to Act no. 1,362 of 03 August 2009 (amended), to explain to them the method used for the Assessment and the importance of the exercise. These meetings were also an opportunity to show the professionals concerned the questionnaires designed to analyse vulnerabilities in each

L'ENR est un processus continu qui donne lieu à l'établissement d'un rapport tous les deux ou trois ans environ et d'un plan d'action. La première ENR de la Principauté a donné lieu à l'adoption d'un Plan d'Action Gouvernemental approuvé par le Conseil de Gouvernement du 12 septembre 2018.

La deuxième ENR a débuté en juin 2020. Dès cette date de nombreuses réunions avec les représentants des professionnels assujettis à la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée ont été organisées afin de présenter sa méthodologie et ses enjeux. Ces réunions ont également été l'occasion de présenter aux professionnels les questionnaires destinés à permettre l'analyse des vulnérabilités sectorielles et, en concertation avec eux, de les adapter aux caractéristiques de chaque profession. Entre le 18 juin et le 21 octobre, 39 réunions ont été organisées.

Une réunion « point d'étape » de l'ENR 2 a également été organisée le 12 novembre 2020. Cette réunion qui a réuni une centaine de participants représentant les secteurs privé et public s'est déroulée sous la présidence de M. le Conseiller de Gouvernement – Ministre des Finances et de l'Economie. Outre de faire le point sur l'état d'avancement du travail, elle a permis de souligner la forte mobilisation des associations et ordres professionnels ainsi que de l'ensemble des services gouvernementaux impliqués dans la LCB/FT.

Les résultats de l'ENR 2 ont été présentés publiquement lors d'une réunion organisée le 22 juillet 2021. Le rapport public contenant lesdits résultats est disponible sur le site internet du SICCFIN*.

sector of activity, and to work with them to adapt the questionnaires for each profession. Between 18 June and 21 October, a total of 39 meetings were held.

Meanwhile, a "waypoint" meeting for the second NRA took place on 12 November 2020, and brought together around one hundred participants representing the private and public sectors. The meeting was chaired by the Minister of Finance and Economy. In addition to providing an update on the NRA's progress, it highlighted the efforts made by professional associations and federations, as well as all of the Government departments concerned by AML/CFT.

The results of the second NRA were made public at a meeting on 22 July 2021. The public report containing its findings is available to download from the SICCFIN website*.

*<https://siccfm.mc/Evaluation-Nationale-des-Risques-ENR-NRA/Evaluation-Nationale-des-Risques-n-2-2020-2021>



II. ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

KEY EVENTS

L'exercice 2020 a été riche, à la fois en termes de modifications normatives, et d'évolution du SICCFIN.

2020 saw some significant regulatory developments, as well as a number of changes at SICCFIN.

1. Vote de la loi n° 1.503 du 23 décembre 2020 renforçant le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption

1. Passing of Act 1,503 of 23 December 2020 strengthening the fight against money laundering, terrorist financing and corruption

Le 23 décembre, le Conseil National a voté le projet de loi n° 1.008 qui avait été déposé sur son Bureau le 12 février 2020. Ce projet de loi qui est devenu la loi n° 1.503 a modifié les dispositions de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée. La loi n° 1.503 avait notamment pour objet de mettre en œuvre en Principauté les dispositions de la 5^e Directive (UE) anti-blanchiment.

On 23 December, the National Council passed draft bill no. 1.008, which had been formally tabled before it on 12 February 2020. This bill went on to become Act no. 1.503, and made changes to the provisions of Act no. 1.362 of 3 August 2009 (amended). In particular, Act no. 1.503 was intended to implement the provisions of the EU's 5th AML Directive in the Principality.

Il est à noter que, suite à cette modification, le texte d'application de la loi n° 1.362, l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 du 3 août 2009, a été modifié par l'Ordonnance Souveraine n° 8.634 du 29 avril 2021 portant modification de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée.

It should be noted that, following this change, the implementing instrument of Act no. 1.362, i.e. Sovereign Ordinance n° 2.318 of 3 August 2009, was amended by Sovereign Ordinance n° 8.634 of 29 April 2021, itself amending Sovereign Ordinance no. 2.318 of 3 August 2009 setting the conditions for the application of Act no. 1.362 of 3 August 2009 (amended) on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption.

2. Visite des homologues luxembourgeois : La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et La Cellule de Renseignement Financier (CRF)

2. Visit to SICCFIN's counterparts in Luxembourg: the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) and the Cellule de Renseignement Financier (CRF)

Le 16 décembre 2020, une délégation monégasque conduite par M. Robert GELLI, Secrétaire d'État à la Justice – Directeur des Services Judiciaires et M. Michel HUNAULT Directeur du Service d'Infor-

On 16 December, a Monegasque delegation led by Mr Robert GELLI, Secretary of Justice, and Mr Michel HUNAULT, Director of SICCFIN, travelled to the Grand Duchy of Luxembourg for meetings with their coun-

mation et de Contrôle des Circuits Financiers (SICCFIN), s'est déplacée dans le Grand-Duché de Luxembourg pour participer à des rencontres de travail avec leurs homologues du Ministère de la Justice, de la Cellule de Renseignement Financier (CRF) et de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), avec la participation de Son Excellence M^{me} Isabelle BERRO-AMADEÏ, Ambassadeur de la Principauté au Luxembourg.

Lors de ce déplacement ils ont été accueillis par Mme Sam TANSON, Ministre de la Justice et de la Culture, M. Claude MARX, Directeur de la CSSF, M. Max BRAUN, Directeur de la CRF et M^{me} Martine SOLOVIEFF, Procureur Général d'État.

Les échanges ont porté sur les problématiques des Places financières luxembourgeoise et monégasque, les enjeux de la supervision, des enquêtes et analyses des flux financiers et de la coopération entre les deux pays à l'aune des évolutions de la criminalité financière internationale. Le suivi des cryptomonnaies, de la blockchain et des plateformes d'échanges ont également fait l'objet de discussions fructueuses.

3. goAML et la sécurisation du SICCFIN

Dans le cadre de la modernisation de son système informatique et dans un souci permanent d'amélioration de la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption (LCB/FT-C), le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN) travaille depuis de nombreux mois, avec le soutien du Gouvernement, sur un projet de renforcement de sécurisation dudit système.

L'un des points forts de ce projet est l'installation, sur les serveurs du SICCFIN, de la solution d'aide à l'analyse opérationnelle et stratégique « goAML » créée et développée par l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC), et spécialement conçue pour les cellules de renseignement financier (CRF).

Cet outil qui devrait être opérationnel prochainement permettra en outre aux assujettis d'adresser directement au SICCFIN de manière dématérialisée et sécurisée leurs déclarations de soupçons.

terparts from the Ministry of Justice, the Cellule de Renseignement Financier (CRF), and the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). They were joined by Her Excellency Ms Isabelle BERRO-AMADEÏ, the Principality's Ambassador to Luxembourg.

On the trip, they were welcomed by Ms Sam TANSON, Minister of Justice and Culture, Mr Claude MARX, Director of the CSSF, Mr Max BRAUN, Director of the CRF, and Ms Martine SOLOVIEFF, State Prosecutor.

Discussions covered issues facing the financial markets in Luxembourg and Monaco, questions to do with supervision, investigations, and analysis of financial flows, and cooperation between the two countries in the light of the latest developments in international financial crime. There were also insightful discussions on the supervision of crypto-currencies, blockchain, and trading platforms.

3. goAML and security at SICCFIN

As part of moves to modernise its IT system and the organisation's constant commitment to improving the fight against money laundering, terrorist financing and corruption (AML/CFT), SICCFIN has for some months been working on a project to strengthen the security of its system, with the support of the Monegasque Government.

One of the project's main objectives is to install on SICCFIN's servers the operational and strategic analysis software application known as "goAML", created and developed by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) specifically for use by Financial Intelligence Units (FIUs).

The application, which should be operational by the beginning of 2022, will also enable parties subject to AML/CFT legislation to submit suspicious transaction reports directly to SICCFIN online, in complete security.



RECEPTION

RECEIPT



TRAITEMENT ET ANALYSE

PROCESSING AND ANALYSIS



TRANSMISSION

REFERRAL



ACTIVITÉ DE LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER

ACTIVITY OF THE FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT

L'année 2020 a été marquée par le début de la pandémie de Covid-19 qui a gravement affecté la population mondiale, ainsi que les activités économiques et financières. Pour autant, le SICCFIN n'a cessé quotidiennement d'assurer ses missions notamment par un traitement permanent de l'analyse des déclarations reçues et de répondre aux demandes de ses homologues.

2020 was marked by the onset of the Covid-19 pandemic, with major implications for the world's population, as well as economic and financial activities. The work of Financial Intelligence Units went on, however, and during the lockdowns SICCFIN set up a permanent on-site unit tasked with analysing suspicious transaction and activity reports, and responding to requests from its counterparts.

Rappel de la loi concernant la CRF monégasque, plus particulièrement les articles 46 & 47 de la loi n° 1.362, modifiée, qui énoncent que :

« Le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers est la cellule nationale de renseignement financier chargée de recevoir et d'analyser les déclarations de transactions suspectes reçues des organismes et des personnes visés à l'article premier, ainsi que toutes les informations pertinentes concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes associées, le financement du terrorisme, la corruption et la prolifération des armes de destruction massive. Dans l'exercice de ses missions, il agit en toute indépendance et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.. »

The law which governs the activity of Monaco's FIU, specifically Articles 46 and 47 of Act no. 1.362 (amended), provides that:

"the Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN) is the national financial investigation unit responsible for receiving and analysing suspicious transaction reports received from the organisations and individuals specified in Article 1, and all information received in connection with the fight against money laundering, associated predicate offences, terrorist financing, corruption, and the proliferation of weapons of mass destruction. In the exercise of its duties, it acts independently and does not receive instructions from any authority."

« Dans le cadre de sa mission, le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers conduit :

- L'analyse opérationnelle qui exploite les informations disponibles et susceptibles d'être obtenues afin d'identifier des cibles spécifiques, à savoir notamment des personnes, des biens ou des réseaux ou associations criminels, de suivre la trace d'activités ou d'opérations particulières et d'établir les liens entre ces cibles et un possible produit des infractions et le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes, ainsi que le financement du terrorisme... »

1. L'activité de la CRF en chiffres en 2020

"In the course of its duties, SICCFIN carries out:

- Operational analysis using information available or which may be obtained, in order to identify specific targets, notably individuals, assets, or criminal networks or associations, to track particular activities or transactions, and to establish links between these targets and the possible proceeds of criminal offences and money laundering, predicate offences, and terrorist financing."

1. Activity of the FIU in figures for 2020

Réception <i>Receipt</i>	Informations reçues par le SICCFIN <i>Reports and information received by SICCFIN</i>	951
	- Déclaration de soupçons (art. 36, 41 et 42) <i>- Suspicious transaction reports (Art. 36, 41 & 42)</i>	655
	- Informations provenant d'autres autorités, organismes et services de l'État (art. 40 et 50-2) <i>- Information from other authorities, organisations and State departments (Art. 40 & 50-2)</i>	15
	- Demandes (100) et informations de CRF (art. 51) <i>- Requests (100) and information (57) received from FIUs (Art. 51)</i>	157
	- Déclarations de transport transfrontalier d'espèces et d'instruments au porteur (art. 61) <i>- Declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments (Art. 61)</i>	124
Traitement et Analyse <i>Processing and analysis</i>	Enquêtes réalisées par le SICCFIN <i>Investigations conducted by SICCFIN</i>	827
	Démarches effectuées (Investigations) <i>Steps taken (Investigations)</i>	7.292
	- Demandes de renseignements adressées au niveau national (art. 23 et 50) <i>- Requests for information sent at national level (Art. 23 and 50)</i>	1.419
	- Demandes de renseignements adressées à l'international CRF (art. 51) <i>- Requests for information sent to FIUs in other countries (Art.51)</i>	84
- Recherches effectuées par le SICCFIN (interrogations bases de renseignements, fichiers et bases ouvertes) <i>- Searches carried out by SICCFIN (database, file and open-access platform searches)</i>	5.789	
Dissemination <i>Dissemination</i>	Rapports transmis par le SICCFIN <i>Reports referred by SICCFIN</i>	45
	Au niveau national / At national level	
	- Transmissions au Parquet Général (art. 49 et 37) <i>- Referred to the Public Prosecution Department (Art. 49 & 37)</i>	22
	- Autres transmissions aux autorités, organismes et services de l'État (art. 50-2) <i>- Referred to other authorities, organisations and State departments (Art. 50-2)</i>	18
	Au niveau international / At international level	
- Informations spontanées adressées aux homologues CRF (art. 51) <i>- Unsolicited information sent to other FIUs (Art. 51)</i>	5	

L'activité de la CRF se résume en trois principales étapes

1. La réception des informations qui se chiffre à 951 dossiers reçus par le SICCFIN en 2020, soit une diminution de 39,5% par rapport à l'année précédente.

Ce résultat se décompose et s'explique de la manière suivante :

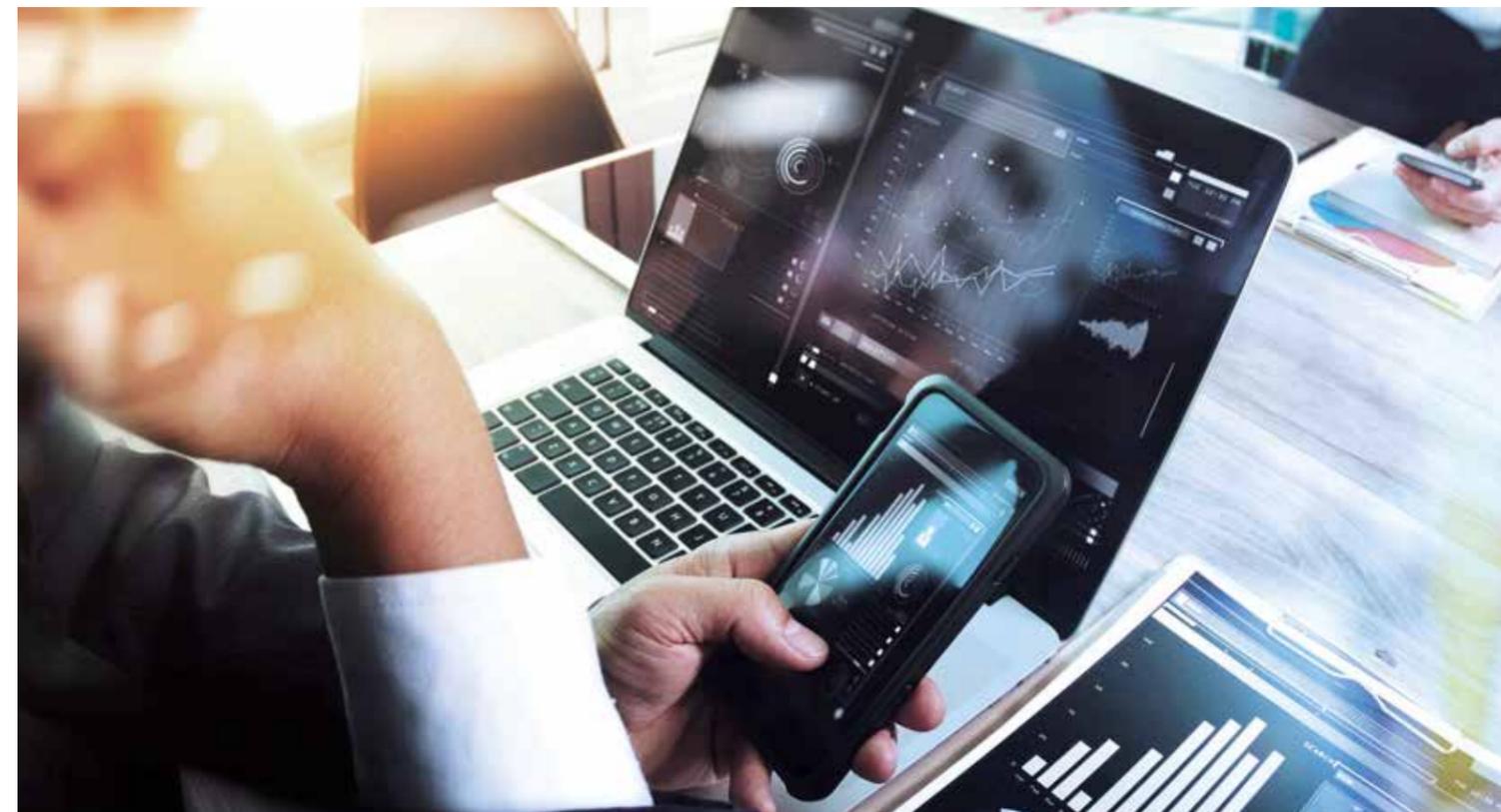
- Le nombre de déclarations de soupçon reçues des professionnels visés à l'article premier de la loi, modifiée, est resté quasi identique, en référence à l'année 2019 malgré la période du confinement ce qui enregistre une légère baisse par rapport à 2019.
- Le nombre d'informations reçues au niveau national, en provenance d'autres autorités, organismes et services, qui affiche cette année une diminution sensible ;
- Le nombre de demandes de renseignements et d'informations reçues de l'international en provenance d'autres CRF accuse une légère baisse ;

The FIU's activity consists of three main actions

1. Receiving information, with SICCFIN receiving a total of 951 cases in 2020, a decrease of 39.5% on the previous year.

This figure is broken down as follows:

- *The number of suspicious transaction reports received from professionals concerned by Article 1 of the amended Act, which fell slightly compared with 2019;*
- *The number of reports received from other authorities, organisations and departments in Monaco, which fell slightly;*
- *The number of requests for information received from FIUs in other countries, which fell lightly;*



2. En 2020, le traitement et l'analyse de 827 dossiers ont été effectués par le SICCFIN, soit un chiffre quasi stable par rapport à 2019, malgré la période de confinement. Ce chiffre regroupe le nombre annuel de déclarations de soupçon reçues, le nombre d'informations en provenance d'autres autorités, organismes et services de l'État, ainsi que les demandes de renseignements et d'informations spontanées adressées par les CRF étrangers.

La CRF a procédé à des vérifications sur les données reçues et s'est attachée à effectuer l'analyse de l'ensemble des informations et documents qui lui sont parvenus et à procéder à leur analyse financière. Elle a ainsi pu apporter une plus-value au traitement des différents dossiers reçus, en recueillant des informations complémentaires, auprès de CRF étrangères ou d'autres autorités, organismes et services nationaux de l'État.

C'est ainsi que, pour l'année 2020, 7292 recherches et démarches ont été effectuées par les analystes sur l'ensemble des enquêtes réalisées par le SICCFIN.

Le traitement et l'analyse des dossiers reçus par le SICCFIN ont permis également d'adresser un nombre important de demandes de renseignements aux CRF étrangères. En effet, les transactions financières signalées, enregistrées sur des comptes bancaires monégasques, revêtent souvent un caractère transnational. Le nombre de ces demandes s'est élevé à 84 pour 2020 contre 109 l'année précédente.

3. L'objectif principal de la CRF est de pouvoir transmettre notamment à ses autorités judiciaires, des rapports dans lesquels elle aura pu démontrer, avec des données financières et/ou avec la mise à jour de montages juridiques complexes, la commission d'éventuelles infractions sous-jacentes de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de corruption et ce, dans les meilleurs délais. Ce travail dépend grandement de la qualité des informations communiquées notamment par les organismes et les personnes assujettis à la loi 1.362, modifiée.

En 2020, **la dissémination** des informations par le SICCFIN a été concrétisée par 45 rapports et informations adressés au Parquet Général ou autres autorités, organismes et services de l'État nationaux et CRF étrangères, contre 64 en 2019.

Malgré cette diminution de près de 30%, il peut être relevé une augmentation significative des rapports transmis au Parquet Général en 2020, dont le détail est repris ci-après.

2. In 2020, SICCFIN processed and analysed a total of 827 case files, a slight decrease on the previous year. This figure includes the annual number of suspicious transaction reports received, reports received from other authorities, organisations, and State departments, and unsolicited requests for information sent by foreign FIUs.

The FIU carried out checks on the data received and sought to analyse all of the information and documents sent to it, and to conduct a thorough financial analysis of them. As a result, it was able to provide added-value to the processing of the various files received, by collecting additional information from foreign FIUs or other national authorities, organisations and State departments.

In 2020, SICCFIN's analysts conducted some 7,292 searches as part of all of the investigations carried out by the organisation.

Processing and analysing the files received by SICCFIN also resulted in a large number of requests for information being sent to foreign FIUs. This is because the financial transactions reported, recorded on Monegasque bank accounts, are often transnational in nature. A total of 84 such requests were made in 2020, compared with 109 the previous year.

3. The FIU's main objective is to be able to provide its judicial authorities in particular, as rapidly as possible, with reports containing financial data and/or details of complex legal arrangements, showing clearly that possible predicate offences related to money laundering, terrorist financing or corruption have been committed. This work is heavily dependent on the quality of the information provided, mainly by individuals and organisations subject to Act no. 1,362 (amended).

In 2020, as part of its role **disseminating** information, SICCFIN sent 45 reports to the Public Prosecution Department or other national authorities, organisations, and State departments, and to foreign FIUs, compared with 64 in 2019.

Despite this fall of almost 30%, there was a significant rise in the number of reports sent to the Public Prosecution Department in 2020, the details of which are set out below.

Ce chiffre de 45 rapports transmis se décompose, en effet, comme suit :

- 22 rapports adressés au Parquet Général de Monaco (cf. art. 49 et 37 de la loi modifiée), soit une hausse de 37,5% ;
- 18 informations (cf. art. 50-2 de la loi modifiée) communiquées dans le cadre de la coopération nationale (13 au Parquet Général, 3 à un autre Service de l'État, 2 à d'autres autorités nationales) ;
- 5 informations spontanées adressées à des CRF étrangères en 2020, contre 29 en 2019.

Concernant ce dernier point, le SICCFIN a estimé que les informations recueillies, dans le cadre du traitement et de l'analyse de dossiers, étaient susceptibles d'intéresser les autorités étrangères pour d'éventuelles investigations sur leur territoire national.

This figure of 45 reports sent breaks down as follows:

- 22 reports sent to the Monaco Public Prosecution Department (cf. Art. 49 and 37 of the amended Act), an increase of 37.5%;
- 18 and reports (cf. Art. 50-2 of the amended Act) sent as part of national cooperation (13 to the Public Prosecution Department, 3 to another State department, and 2 to other national authorities);
- 5 unsolicited reports sent to foreign FIUs in 2020, compared with 29 in 2019.

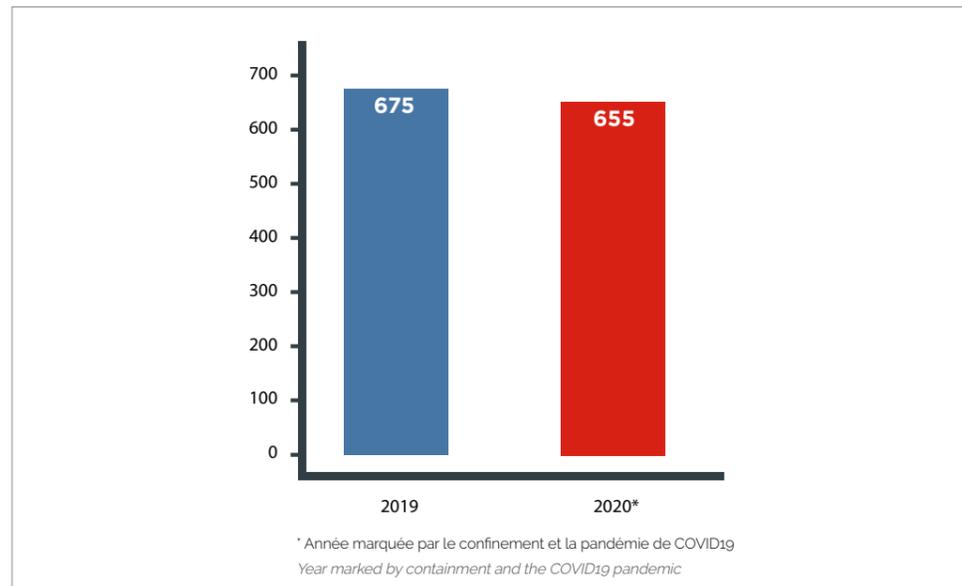
As regards this last point, SICCFIN was of the view that information it had collected in the course of processing and analysing cases could be of interest to foreign FIUs for potential investigation in their countries.

2. Les déclarations de soupçon

2. Suspicious transaction reports

2.1 – Évolution du nombre des déclarations de soupçon entre 2019 et 2020

2.1 – Fall in suspicious transaction reports between 2019 and 2020



Pour 2020, 655 déclarations de soupçon ont été comptabilisées contre 675 en 2019.

A total of 655 suspicious transaction reports were made in 2020, compared with 675 in 2019.

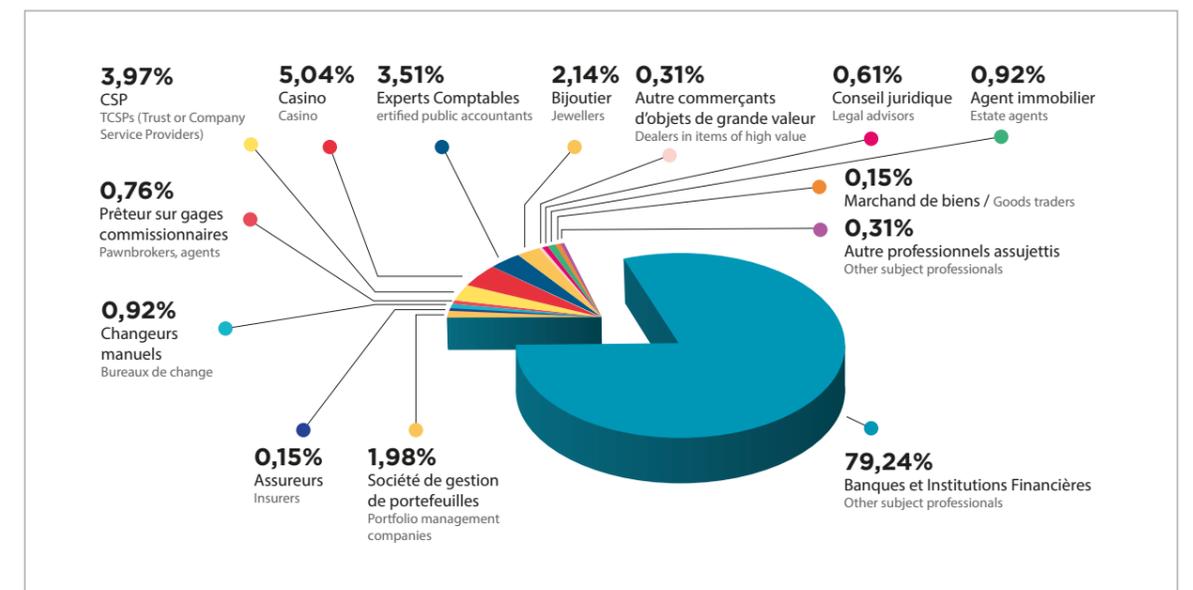
Soit une légère diminution de 2,96 %

A slight fall of 2.96%.

2.2 Répartition par secteur d'activité

2.2 Breakdown by sector

Professionnels concernés <i>Professionals concerned</i>	2020	2019	Répartition par profession en 2020 <i>Breakdown by profession in 2020</i>
Professions financières / Financial professions			
Banques et Institutions Financières / Banks and Financial Institutions	519	580	79,24%
Sociétés de gestion de portefeuilles / Portfolio management companies	13	18	1,98%
Assureurs / Insurers	1	1	0,15%
Changeurs manuels / Bureaux de change	6		0,92%
Prêteur sur gages, commissionnaires / Pawnbrokers, agents	5		0,76%
Sous-total / Sub-total	544	599	83,05%
Professions non financières / Non-financial professions			
TCSF / TCSPs (Trust or Company Service Providers)	26	23	3,97%
Casino / Casino	33	16	5,04%
Experts Comptables / Certified public accountants	23	14	3,51%
Bijoutiers / Jewellers	14	11	2,14%
Autres commerçants d'objets de grande valeur <i>Dealers in items of high value</i>	2	2	0,31%
Conseils dans les domaines économiques, juridiques ou fiscaux <i>Consultants or advisers in business, legal or tax matters</i>	4	2	0,61%
Agents immobiliers / Estate agents	6	7	0,92%
Marchands de biens / Property traders	1		0,15%
Autres professionnels assujettis (chiffre 20 art. 1) <i>Other professionals concerned (Art 1, indent 20)</i>	2	1	0,31%
Sous-total / Sub-total	111	76	16,95%
Total / Total	655	675	



2.3 Le secteur des professions financières

En 2020, le secteur des professions financières a enregistré une baisse d'environ 9% par rapport à l'année précédente.

Le plus grand nombre de déclarations de soupçon reçues par le SICCFIN provient du secteur financier et plus particulièrement du secteur bancaire qui se place historiquement au premier rang des déclarants. Les établissements bancaires et institutions financières ont effectué plus de 79% du total des signalements annuels.

Viennent en deuxième position les sociétés de gestion de portefeuilles qui ont réalisé 13 signalements contre 18 l'année précédente.

S'agissant de l'activité de transmetteur de fonds, seule la Banque Postale était autorisée à proposer des services de transmission de fonds dans la Principauté et avait recours pour ce faire au système Western Union. La Banque Postale a décidé de cesser cette activité au mois de septembre 2018.

Les professions de changeur manuel et de prêteur sur gage ont enregistré une belle progression en regard des résultats enregistrés les années précédentes. Cette hausse, toute relative par rapport à l'ensemble des signalements reçus par le SICCFIN, s'est concrétisée par 6 déclarations de soupçon effectuées par les changeurs manuels (au nombre de 2 opérateurs actifs en Principauté) et 5 déclarations effectuées par le seul prêteur sur gage en Principauté.

2.4 Le secteur des professions non financières

Le secteur des activités non financières a enregistré entre 2019 et 2020 une hausse de 46%. Les hausses les plus importantes ont été réalisées par les secteurs d'activité suivants : le Casino, les conseils dans les domaines économiques, juridiques ou fiscaux, les Experts Comptables, les Bijoutiers et les TCSP.

Les agents immobiliers ont effectué des déclarations au nombre quasiment équivalent à ceux de 2019.

Ces pourcentages sont bien évidemment à relativiser notamment en raison du nombre de déclarations de soupçon réalisées par le secteur non financier, qui représente cette année 17% de l'ensemble des signalements reçus par le SICCFIN.

L'analyse des statistiques réalisée sur les cinq dernières années fait apparaître le Casino au premier rang des déclarants des professions non financières, avec plus de 4% des signalements répertoriés depuis 2016. En deuxième arrive le secteur des TCSP qui en a réalisé plus de 3,9%.

2.3 Financial professions

In 2020, the financial sector saw a decrease of approximately 9% compared with the previous year.

The largest number of suspicious transaction reports received by SICCFIN comes from the financial sector, and in particular, the banking sector, which has historically been the main source of reports. Banking and financial institutions accounted for over 79% of the total number of annual reports.

In second place were portfolio management companies, which made 13 reports, compared with 18 the previous year.

As regards money remitters, only La Banque Postale was permitted to offer money remittance services in the Principality, using the Western Union system. La Banque Postale opted to abandon this activity in September 2018.

The number of reports made by bureaux de change and pawnbrokers rose significantly, compared with figures for previous years. That rise, entirely relative compared to the total number of reports received by SICCFIN, saw bureaux de change submit a total of six suspicious transaction reports (there are only two bureaux de change active in the Principality), while the only pawnbroker operating in the Principality made five STRs.

2.4 Non-financial professions

The number of suspicious transaction reports made by the non-financial sector increased by 46% between 2019 and 2020. The sharpest rises came in the following sectors: casinos, consultants or advisers in business, legal or tax matters, certified public accountants, jewellers, and TCSPs.

Real Estate Agencies made statements almost equivalent to those in 2019.

These percentages are of course relative, owing to the small number of suspicious transaction reports made by the non-financial sector, which this year accounted for just 17% of all STRs received by SICCFIN.

An analysis of the statistics for the last five years nonetheless shows that casinos have been the main source of reports by non-financial professionals, accounting for over 4% of those made since 2016. In second place are TCSPs, with over 3.9%.



Par ordre décroissant, viennent ensuite les déclarations des Experts comptables qui représentent plus de 2,5%, puis celles des Bijoutiers, des Agents immobiliers, des Conseils, des autres commerçants d'objets de grande valeur, des Marchands de biens et des autres professionnels assujettis dont les déclarations ont représenté individuellement moins de 1% des signalements reçus.

They are followed, in decreasing order, by certified public accountants who make up over 2.5% of reports received, then jewellers, estate agents, consultants, dealers in items of high value, property traders, and other professionals concerned whose reports individually represented less than 1% of all reports received.

3. La coopération nationale

1. L'article 50 (créé par la loi n° 1.462 du 28 juin 2018 ; remplacé par la loi n° 1.503 du 23 décembre 2020) de la loi n° 1.362, modifiée, énonce que le SICCFIN

« ... **se fait communiquer à sa demande**, dans les plus brefs délais, même en l'absence de la déclaration prévue, selon les cas, aux articles 36 et 40, toute information ou tout document en leur possession, nécessaire à l'accomplissement de sa mission, de la part :

- 1) de tout organisme ou personne visé à l'article premier ;
- 2) de la Direction de la Sécurité Publique, notamment en ce qui concerne les informations d'ordre judiciaire ;
- 3) des autres services de l'État et de la Commune, des personnes morales investies d'une mission de service public ou d'intérêt général, et des établissements publics ;
- 4) du Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire ;
- 5) des organismes nationaux remplissant des fonctions de supervision ;
- 6) des organismes professionnels énumérés par arrêté ministériel, à l'exclusion de ceux des professionnels mentionnés à l'article 2 ;
- 7) du Bâtonnier de l'Ordre des avocats-défenseurs et des avocats ».

Dans le cadre de ses investigations, **1.419 demandes de renseignements** ont été adressées par le SICCFIN en 2020.

3. National cooperation

1. Under Article 50 (created by Act no. 1,462 of 28 June 2018; replaced by Act no. 1,503 of 23 December 2020) of Act no. 1,362, amended, SICCFIN

"... **may obtain upon request**, as rapidly as possible and even where the report set forth in by Articles 36 and 40 has not been made, any information or document in their possession, necessary for the performance of its duties, from:

- 1) any organisation or individual specified in Article 1;
- 2) the Police Department, in particular as regards court-based information;
- 3) other departments of the State and of the Municipality, of legal entities with a duty of public or general interest, and public institutions;
- 4) the Public Prosecutor or other judicial magistrates;
- 5) national bodies carrying out supervisory duties;
- 6) professional bodies listed by Ministerial Order, excluding those of the professionals mentioned in Article 2;
- 7) the Chairman of the Bar Association".

In the course of its investigations, SICCFIN made **1,419 requests** for information in 2020.

2. L'article 50, énonce également que le SICCFIN

« ...**reçoit à leur initiative**, toute information ou tout document en leur possession, nécessaire à l'accomplissement de sa mission, de la part :

- 1) de tout organisme ou personne visé à l'article premier ;
- 2) de la Direction de la Sécurité Publique, notamment en ce qui concerne les informations d'ordre judiciaire ; 3) des autres services de l'État et de la Commune, des personnes morales investies d'une mission de service public ou d'intérêt général, et des établissements publics ;
- 4) du Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire ;
- 5) des organismes nationaux remplissant des fonctions de supervision ;
- 6) des organismes professionnels énumérés par arrêté ministériel, à l'exclusion de ceux des professionnels mentionnés à l'article 2 ;
- 7) du Bâtonnier de l'Ordre des avocats-défenseurs et des avocats ».

Dans ce cadre, les autorités, organismes et services (repris dans le schéma ci-dessous) ont adressé 15 informations au SICCFIN.

Sur les 5 informations adressées par le Parquet Général, 3 concernaient des faits qui lui ont été signalés en 2020 par les auxiliaires de justice, conformément à l'article 40 de la loi n° 1.362, modifiée (cf. tableau ci-dessous - Nombre de communications du Parquet).

2. Article 50 also states that SICCFIN

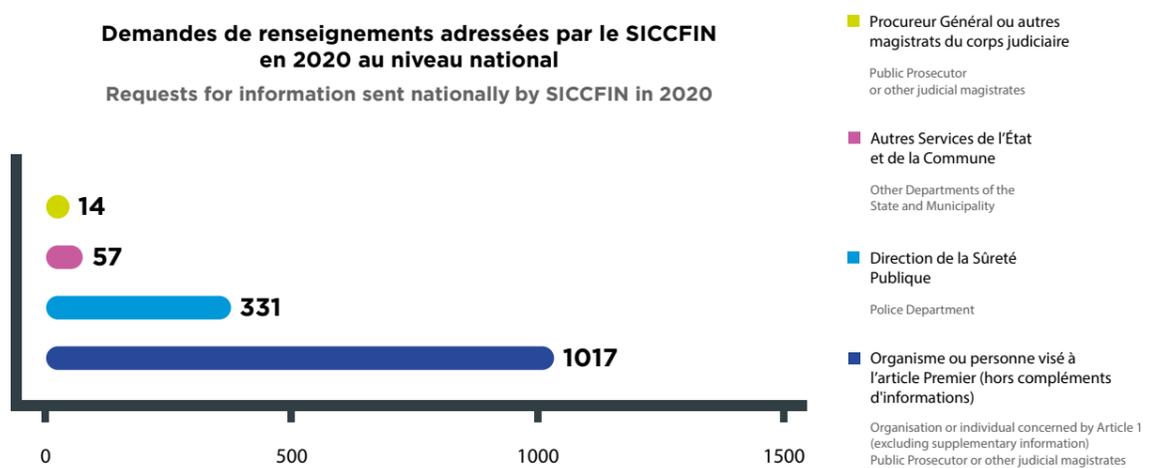
"...**shall receive, at their initiative**, ..., any information or document in their possession, necessary for the performance of its duties, from:

- 1) any organisation or individual specified in Article 1;
- 2) the Police Department, in particular as regards court-based information;
- 3) other departments of the State and of the Municipality, of legal entities with a duty of public or general interest, and public institutions;
- 4) the Public Prosecutor or other judicial magistrates;
- 5) national bodies carrying out supervisory duties;
- 6) professional bodies listed by Ministerial Order, excluding those of the professionals mentioned in Article 2;
- 7) the Chairman of the Bar Association".

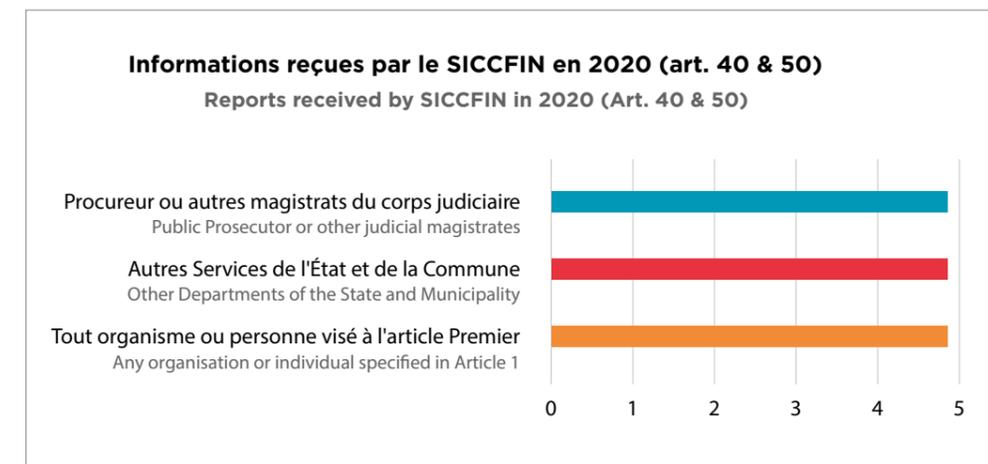
Such authorities, bodies and departments (shown in the diagram below) sent 15 reports to SICCFIN.

Of the five reports sent by the Public Prosecution Department, three concerned facts reported to it in 2020 by judicial officers, under Article 40 of Act no. 1,362, amended (c.f. table below entitled "Number of reports to the Public Prosecution Department).

Demandes de renseignements adressées par le SICCFIN en 2020 au niveau national
Requests for information sent nationally by SICCFIN in 2020



Informations reçues par le SICCFIN en 2020 (art. 40 & 50)
Reports received by SICCFIN in 2020 (Art. 40 & 50)





À ce titre, le SICCFIN peut mettre son expertise à la disposition du Parquet Général sur le bien-fondé et la qualité de ces signalements.

In such cases, SICCFIN may advise the Public Prosecution Department on the merits and quality of such reports.

3. L'Article 50-2 (créé par la loi n° 1.503 du 23 décembre 2020) de la loi n° 1.362, modifiée, énonce que le SICCFIN :

« ...peut également transmettre aux autorités, organismes et services visés aux chiffres 2) à 5) de l'article 50 toute information ou document en lien avec la présente loi utile pour l'exercice de leurs missions respectives. Ces informations sont confidentielles.

Il est interdit aux destinataires de ces informations d'en révéler l'existence et le contenu ou de les transmettre à une autre autorité sans l'autorisation préalable du Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers.

Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables aux informations communiquées, par le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers, à la Direction de la Sécurité Publique, au Procureur Général et aux autres magistrats du corps judiciaire.

Les destinataires des informations informent le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers de l'utilisation faite des informations ainsi transmises et des résultats des actions engagées sur cette base ».

C'est dans ce cadre que le SICCFIN a adressé 13 rapports d'information au Parquet Général, 3 à un autre service de l'État, 1 à la Direction de la Sécurité Publique et 1 à un organisme national remplissant des fonctions de supervision (hors CRF).

3. Article 50-2 (created by Act no. 1,503 of 23 December 2020) of Act no. 1,362, amended, states that SICCFIN:

"...may also pass to the authorities, bodies and departments specified in points 2) to 5) of Article 50, any information or document in connection with the present Act and which may be useful for their performance of their respective duties. This information is confidential.

Recipients of this information are prohibited from revealing its existence or content, and from passing it to any other authority without the prior consent of SICCFIN.

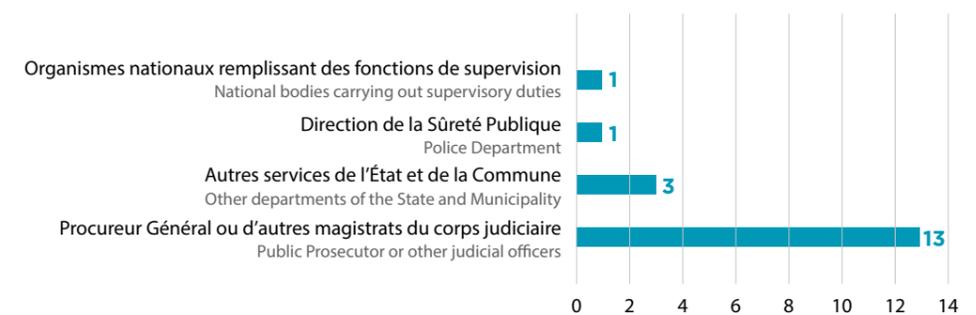
The provisions of the preceding paragraph shall not apply to information disclosed by SICCFIN to the Police Department, the Public Prosecutor, or to other judicial magistrates.

Recipients of information shall notify SICCFIN of the manner in which the information provided is used, and the results of any actions taken on the basis of such information".

Under this Article, SICCFIN sent 13 reports to the Public Prosecution Department, three to another State department, one to the Police Department, and one to a national body carrying out supervisory duties (not a FIU).

Informations adressées par le SICCFIN en 2020 dans le cadre de la coopération nationale

Information sent by SICCFIN in 2020 for the purposes of national cooperation



3.4 Le retour d'information

L'article 49 de la loi n° 1362, modifiée, prévoit un retour d'information sur les suites données par les autorités judiciaires aux rapports transmis par le SICCFIN suite aux déclarations effectuées par les professionnels (sous réserve des dispositions du 1er alinéa de l'article 37 de la loi susvisée).

Ces retours d'information propres à chaque établissement sont également l'occasion de revenir sur certains points particuliers, de procéder à des échanges d'expérience, de revenir sur la qualité des signalements effectués, d'évoquer des typologies particulières rencontrées en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption et les critères d'alerte correspondants.

4. La coopération internationale

La coopération du SICCFIN avec les CRF d'autres pays s'avère un outil réciproque essentiel, car les demandes d'échanges de renseignements sont autant entrantes que sortantes.

En raison du caractère souvent transnational des circuits de blanchiment, ces échanges contribuent de manière fondamentale et opérationnelle à la consolidation et à la finalisation des dossiers d'enquête des CRF susceptibles d'être transmis aux autorités judiciaires des différents pays ou voués à être classés.

En 2020, l'activité des différents échanges d'informations entre le SICCFIN et ses homologues s'est résumée de la manière suivante :

3.4 Feedback

Under Article 49 of Act no. 1,362 (amended), feedback is provided about how the judicial authorities have actioned reports referred to them by SICCFIN based on declarations made by professionals (subject to the provisions of paragraph 1 of the above-mentioned Article 37).

This feedback is specific to each institution, and offers an opportunity to review certain points of interest, share experience, review the quality of the reports made, and discuss particular cases encountered in the fight against money laundering, terrorist financing, and corruption, and their alert criteria.

4. International cooperation

Cooperation between SICCFIN and FIUs from other countries is an essential tool of mutual assistance that facilitates the handling of both inbound and outbound information requests.

Since money laundering circuits are often transnational in nature, these exchanges make a fundamental operational contribution to the strengthening and finalisation of FIU investigations into cases likely to be referred to the judicial authorities in different countries, or in which no further action will be taken.

Below is a summary of exchanges between SICCFIN and its foreign counterparts in 2020:

Continent / Continent	Demandes reçues Requests received	Demandes adressées Requests sent	Informations spontanées reçues Number of unsolicited reports received	Informations spontanées envoyées Number of unsolicited reports sent	Total Total
Afrique / Africa	4	4	0	0	8
Amérique / Americas	4	9	4	0	17
Asie/Moyen Orient / Asia, Middle East	5	13	1	0	19
Europe / Europe	87	58	52	5	202
Total / Total	100	84	57	5	246

C'est ainsi que 100 demandes de coopération ont été reçues en 2020 par le SICCFIN, contre 114 en 2019, soit une baisse de 12,28%.

SICCFIN received some 100 requests for cooperation in 2020, compared with 114 in 2019, a fall of 12.28%.

4.1 Demandes reçues par le SICCFIN en provenance de CRF étrangères en 2020, par zone géographique

Ces échanges se sont principalement faits avec des CRF européennes (87 demandes), dont les principaux pays pourvoyeurs étaient la France, l'Italie, Malte, le Luxembourg, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Suivent ensuite les demandes reçues des CRF de la zone Asie et Moyen-Orient (5 demandes) et de la zone Amérique (4 demandes) ex æquo avec la zone Afrique (4 demandes).

Chacune de ces demandes a fait l'objet d'investigations et de l'envoi d'une ou de plusieurs réponses aux CRF requérantes.

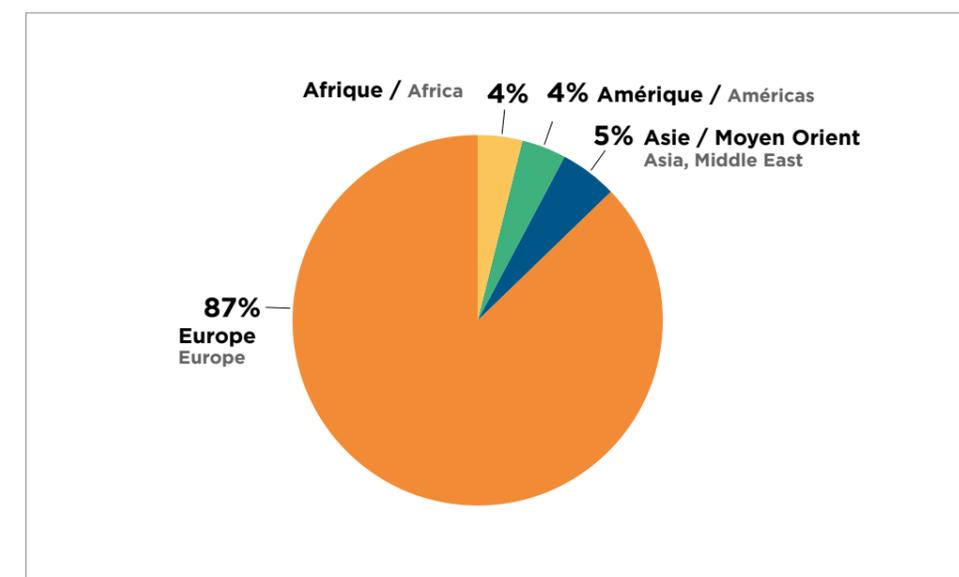
Certains dossiers peuvent ensuite conduire les autorités judiciaires étrangères à saisir leurs homologues monégasques de demandes d'entraides pénales internationales (DEPI). Ces DEPI peuvent éventuellement être assorties de mesures de blocage des fonds déposés en Principauté, ou encore de saisies conservatoires sur des biens mobiliers ou immobiliers qui y sont situés.

4.1 Requests received by SICCFIN from foreign FIUs in 2020, by geographical zone

These exchanges were mainly with European FIUs (87 requests), with the main requesting jurisdictions being France, Italy, Malta, Luxembourg, Germany, and the UK. They were followed by requests received from FIUs in Asia and the Middle-East (five requests), and then the Americas (four requests) and Africa (also four requests).

All of these requests were investigated and one or more responses sent to the requesting FIUs.

Some cases may then prompt the foreign judicial authorities to submit formal letters of request for mutual legal assistance (MLA) to their counterparts in Monaco. These MLA requests may be accompanied by measures to freeze funds or seize real estate or moveable assets deposited or located in the Principality.

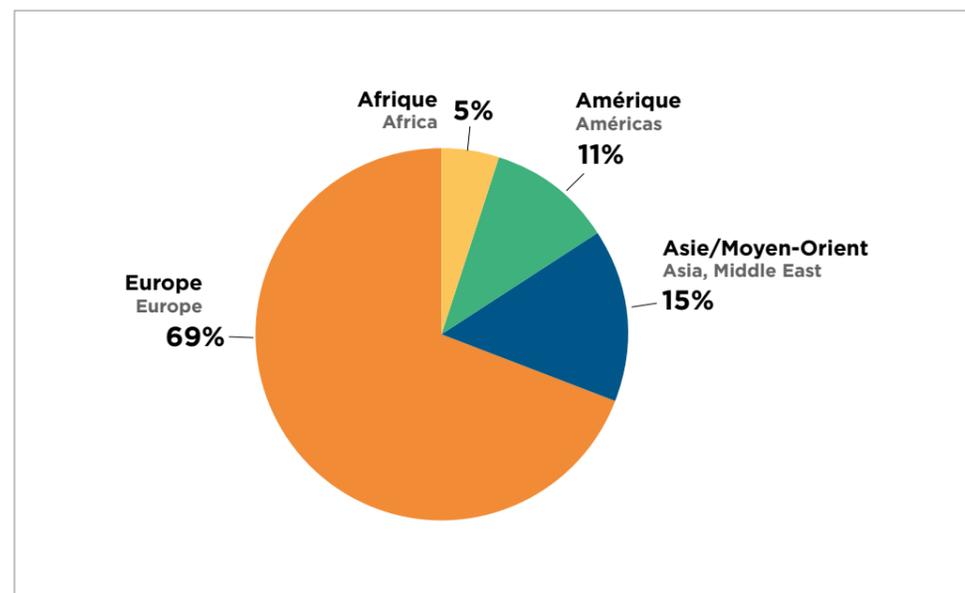


4.2 Demandes adressées par le SICCFIN à des CRF étrangères en 2020, par zone géographique

Les statistiques ci-dessous illustrent que la coopération internationale est une composante essentielle des actions du SICCFIN pour mener ses enquêtes. Ces échanges permettent, notamment, de vérifier l'existence d'éventuelles infractions primaires dont le produit illicite est ensuite blanchi par réinjection dans le circuit économique légal. Ils permettent également à la CRF monégasque d'être informée des faits délictueux commis par des personnes suspectées de blanchiment dans d'autres pays, ou de savoir si des poursuites ont été engagées ou des décisions de justice prononcées à leur encontre par des juridictions étrangères.

84 demandes de renseignements ont ainsi été adressées par le SICCFIN à ses homologues en 2020, contre 109 l'année précédente, les effets de la COVID 19 et du confinement s'étant fait malheureusement ressentir.

Comme à l'accoutumée, les échanges se font très majoritairement avec les CRF homologues de la zone Europe (58 demandes). La France, l'Italie, la Suisse, le Royaume Uni et la Lettonie figurent aux premiers rangs des interlocuteurs privilégiés auxquels est adressé le plus grand nombre de demandes en 2020. Les autres échanges ont été réalisés avec la zone Asie et Moyen-Orient (13 demandes), la zone Amérique (9 demandes) et la zone Afrique (4 demandes).



4.2 Requests sent to foreign FIUs in 2020 by geographical zone

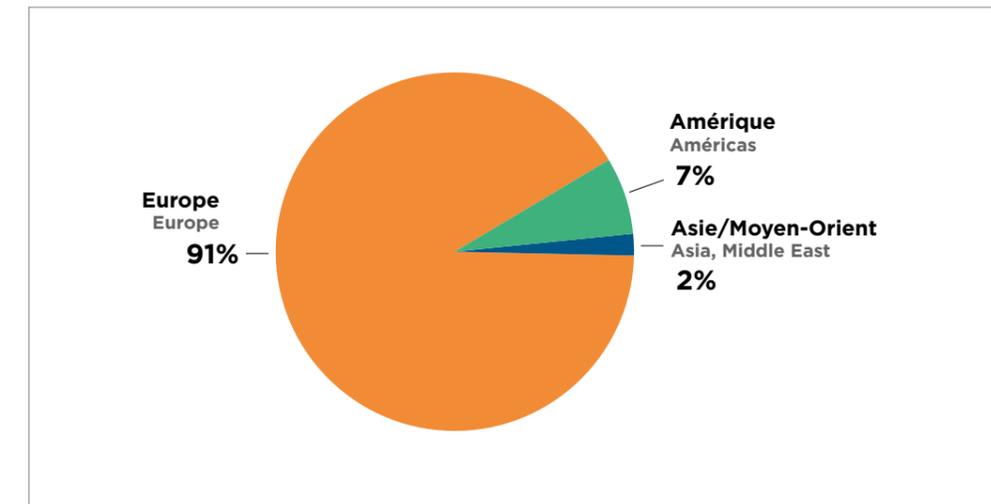
The statistics below show that international cooperation is an essential component of SICCFIN's activities in carrying out its investigations. In particular, these exchanges are used to verify the existence of offences, the unlawful proceeds of which are then laundered by reinjecting them into the legal economy. They allow the Monegasque FIU to gain information about criminal acts committed by persons suspected of money laundering in other countries, and to establish whether proceedings have begun or judgements been made against them by foreign courts.

SICCFIN sent a total of 84 requests for information to its foreign counterparts in 2020, compared with 109 the previous year. This drop was due to the unfortunate impact of the Covid-19 pandemic and resulting lockdown.

Once again, the vast majority of these exchanges were with counterpart FIUs in Europe (58 requests). The majority of dealings were with France, Italy, Switzerland, the UK, and Latvia, which received the highest number of requests in 2020. They were followed by requests made to FIUs in Asia and the Middle-East (13 requests), and then the Americas (nine requests) and Africa (four requests).

4.3 Nombre d'informations spontanées reçues par le SICCFIN en provenance des CRF étrangères en 2020, par zone géographique

4.3 Number of unsolicited reports received by SICCFIN from foreign FIUs in 2020 by geographical zone

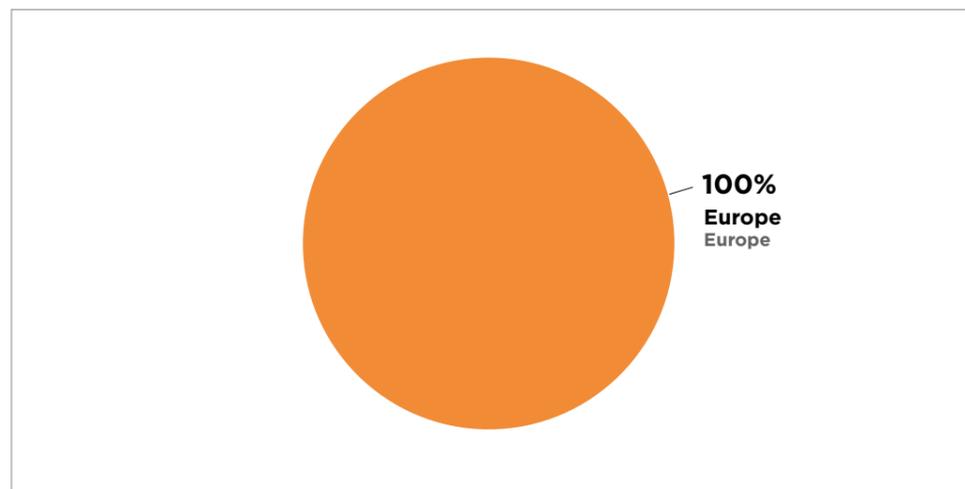


Les pourcentages par continent ci-dessus correspondent aux informations spontanées adressées par les CRF étrangères au SICCFIN. Ces dernières adressent ainsi des renseignements qu'elles pensent susceptibles d'intéresser les autorités monégasques pour d'éventuelles investigations sur le territoire national. Leur nombre a enregistré une baisse de 18,6% entre 2019 et 2020. Les principaux pourvoyeurs ont été l'Allemagne, Malte, le Luxembourg, Jersey, la Belgique et les États-Unis.

The country by country percentages above reflect spontaneous reports sent to SICCFIN by foreign FIUs. These reports are received when the foreign FIU believes that the information will be likely to interest the Monegasque authorities with a view to potential investigations in the national territory. The number of such reports fell by 18.6% between 2019 and 2020. Germany, Malta, Luxembourg, Jersey, Belgium, and the United States accounted for the majority of these reports.

4.4 Nombre d'informations spontanées adressées par le SICCFIN à des CRF étrangères en 2020, par zone géographique

4.4 Number of unsolicited reports sent by SICCFIN to foreign FIUs in 2020 by geographical zone



En 2020, le nombre d'informations spontanées adressées par le SICCFIN à ses homologues étrangers s'est élevé à 5 transmissions. L'Italie, la France et l'Allemagne ont été les destinataires de ces échanges.

In 2020, SICCFIN sent five unsolicited reports to its foreign counterparts. The recipients were Italy, France, and Germany.

5. La lutte contre le financement du terrorisme

La Principauté de Monaco est un pays réputé pour sa sécurité. Le sentiment de sécurité y est très élevé mais il est de plus en plus difficile de le préserver. En effet, la crainte d'un attentat, que ce soit par une organisation terroriste ou à l'initiative d'une personne agissant seule, s'est propagée à l'ensemble des pays du monde occidental. En raison de sa situation géographique en Europe et ses liens étroits avec la France, la Principauté n'est pas épargnée.

Afin de faire face à une éventuelle menace terroriste et malgré la difficulté d'évaluer la menace terroriste qui pèse sur elle, Monaco a mis en place un niveau de vigilance renforcé (renforcement des mesures de protection à l'encontre de personnes qui pénètrent dans certains lieux, de la vidéo protection, de la présence policière, etc.).

5. The fight against terrorist financing

Monaco is a country with a reputation for security. The Principality is generally felt to be an extremely safe place, but this is proving increasingly difficult to maintain. Fear of an attack, whether by a terrorist organisation or an individual acting alone, has spread to all Western countries. Owing to its geographical situation in Europe and its close links with France, the Principality is no exception to this.

To counter potential terrorist threats, and despite the difficulty in evaluating the level of threat it faces, Monaco has introduced heightened vigilance measures (with enhanced security measures for individuals entering certain locations, CCTV, police presence, etc.).

La CRF, les autorités judiciaires et les services de l'État s'engagent à mettre en oeuvre et à entretenir la meilleure des coopérations possible au niveau national, ainsi qu'avec leurs homologues étrangers.

The FIU, the judicial authorities and State departments have a commitment to establish and maintain optimum cooperation, both within Monaco and with their counterparts in other countries.

5.1 Au niveau de la CRF

5.1 FIUs

Comme les années précédentes, le SICCFIN a enregistré, en 2020, très peu de déclarations de soupçon pouvant avoir un lien potentiel (généralement indirect) avec du financement du terrorisme.

As in previous years, SICCFIN received very few suspicious transaction or activity reports potentially linked (usually indirectly) to terrorist financing in 2020.

Sur 655 déclarations reçues au total par le SICCFIN en 2020, seules 5 d'entre-elles étaient susceptibles d'être liées indirectement à du financement du terrorisme. Après enquête, il s'est avéré que les liens étaient vraiment ténus. Néanmoins, le SICCFIN a adressé respectivement 1 demande de renseignements à des CRF homologues, pour deux de ces dossiers.

Out of a total of 655 reports received by SICCFIN in 2020, just five were potentially linked indirectly to the financing of terrorism. Upon further investigation, these links were found to be highly tenuous. Nonetheless, SICCFIN submitted one request for information to its foreign counterparts, concerning two of these cases.

Comme indiqué ci-dessus, le nombre de ces déclarations reste faible. En effet, il représente 0,8 % de la totalité des déclarations reçues en 2020. Les principaux pourvoyeurs de ces signalements sont les établissements bancaires (cf. tableau ci-après). A noter qu'un signalement a également été effectué par un professionnel du chiffre.

As indicated above, these reports remain few in number, accounting for just 0.8 % of the total number of reports received in 2020. The main sources of these reports were banking institutions (cf. table below). One report was also made by an accountant.

Déclarations de soupçon reçues par le SICCFIN potentiel lien FT <i>Suspicious transaction reports received by SICCFIN with a potential link to terrorist financing</i>	2019	2020
Professions financières <i>Financial professions</i>		
Banques et Institutions Financières <i>Banks and Financial Institutions</i>	3	4
Non-financial professions <i>Non-financial professions</i>		
Experts comptables <i>Certified public accountants</i>		1
Total / Total	3	5
Nombre total de déclarations de soupçon reçues par le SICCFIN <i>Total number of suspicious transaction reports received by SICCFIN</i>	675	655
Ratio / Ratio	0,4%	0,8%

5.2 Au niveau international

Il en est de même avec la réception de 2 demandes de renseignements et de 2 informations spontanées en provenance de CRF étrangères, en 2020.

Le nombre de ces demandes de renseignements a représenté un pourcentage relativement faible de l'ordre de 2,5% de l'ensemble des demandes et informations reçues en 2020.

5.2 At the international level

Similarly, two requests for information and two unsolicited reports were received from foreign FIUs in 2020.

These requests for information accounted for a relatively small proportion of 2.5% of all requests and reports received in 2020.

Demandes et informations reçues par le SICCFIN potentiel lien FT <i>Requests and reports received by SICCFIN with a potential link to terrorist financing</i>	2020
Demandes de renseignements de CRF / <i>Requests for information by FIUs</i>	2
Informations spontanées de CRF / <i>Unsolicited reports from FIUs</i>	2
Total / Total	4

Nombre total de demandes de renseignements et d'informations reçues de CRF <i>Total number of requests for information and reports received from FIUs</i>	157
---	------------

6. Les déclarations de transport transfrontalier d'espèces et d'instruments au porteur

Aux contrôles douaniers s'ajoute le dispositif de contrôle des mouvements transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur prévu dans la loi n° 1362 du 3 août 2009 et par son texte d'application l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiées.

En effet, toute personne physique entrant ou sortant du territoire de la Principauté en possession d'espèces ou d'instruments au porteur dont le montant total est supérieur ou égal à 10.000 € (cf. article 64 de l'OS modifiée) est tenue de les déclarer, par écrit ou par voie électronique, à la Direction de la Sécurité Publique, au moyen du formulaire prévu à cet effet (cf. articles 60 de la loi susvisée et 52 de l'Ordonnance Souveraine, modifiées).

Le SICCFIN est en charge d'enregistrer et de traiter les **déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur**, qui sont recueillies par la Direction de la Sécurité Publique (conformément à l'article 61 de la loi susvisée).

6. Declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments

In addition to customs checks, an inspection system exists for cross-border transport of cash and bearer instruments, as laid down in Act no. 1,362 of 3 August 2009 and its implementing instrument, Sovereign Ordinance no. 2,318 (amended).

All natural persons entering or leaving the territory of the Principality in possession of cash or bearer instruments of a total amount of €10,000 or more (cf. Article 64 of the amended Sovereign Ordinance), must declare them to the Police Department, either in writing or electronically, using the form provided for this purpose (cf. Articles 60 of the above-mentioned Act and 52 of the Sovereign Ordinance, amended).

SICCFIN is also responsible for registering and processing **declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments** that are collected by the Police Department (pursuant to Article 61 of the above-mentioned Act).

6.1 Évolution du nombre de déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur reçues par le SICCFIN

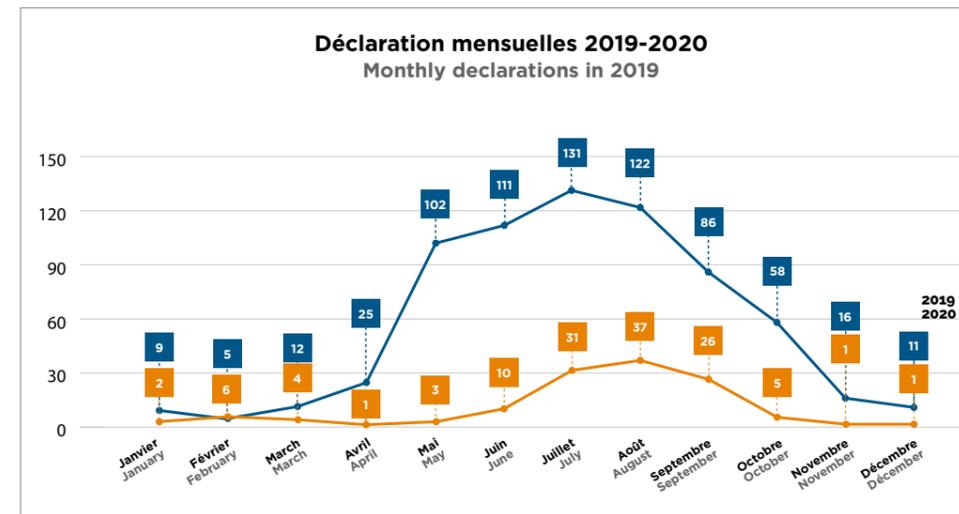
Leur nombre a fortement baissé passant de 688 en 2019 à 127 en 2020, soit une baisse de 81,5%, en raison des mesures sanitaires prises par les différents pays pour endiguer la propagation du virus COVID-19.

6.1 Number of declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments received by SICCFIN

The number of declarations fell sharply by 81.5% from 688 in 2019 to just 127 in 2020, owing to the health restrictions introduced by various countries to stem the spread of the Covid-19 virus.

6.2 Comparatif du nombre de déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur reçues mensuellement par le SICCFIN en 2019 et 2020

6.2 Comparison of the number of declarations of cross-border transport of cash and bearer

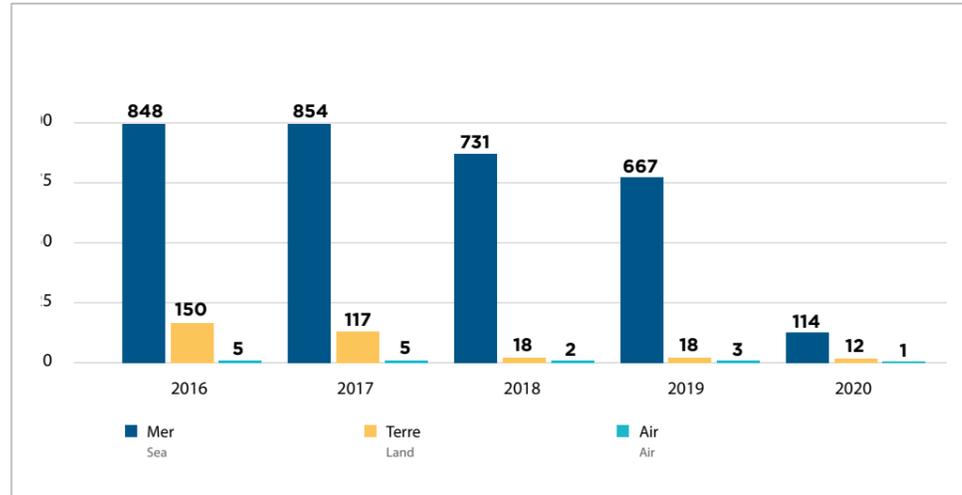


Le plus grand nombre des déclarations a été enregistré à la sortie de la période de confinement de la plupart des pays européens, durant la saison estivale (juillet à septembre).

The majority of declarations were received when most European countries lifted their lockdowns, during the summer period (July to September).

6.3 Origine transfrontalière des déclarations de transports transfrontaliers d'espèces et d'instruments au porteur reçues par le SICCFIN sur 5 ans

6.3 Cross-border origin of declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments received by SICCFIN over five years

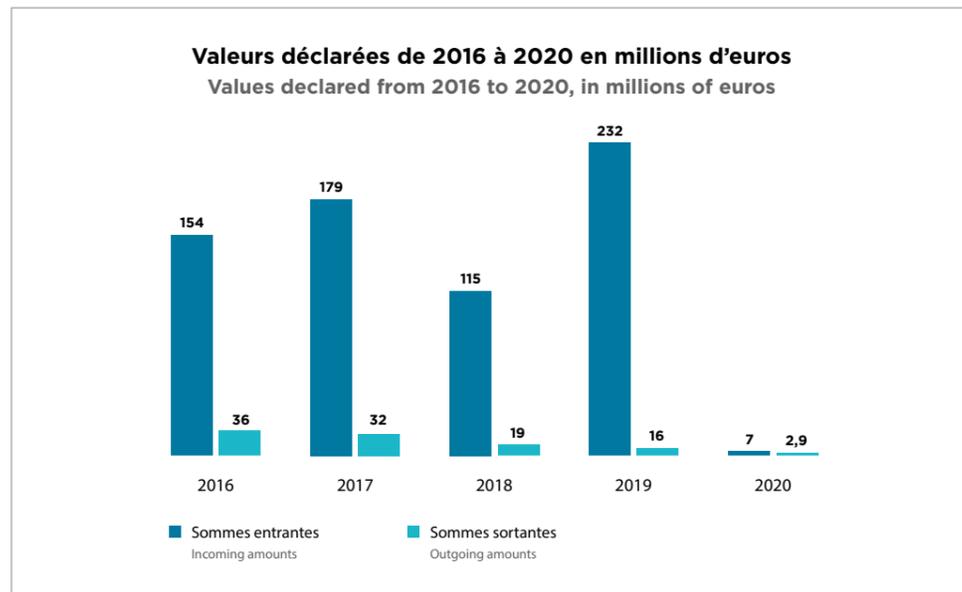


Comme à l'accoutumée, la majeure partie des déclarations ont pour origine la voie maritime.

As usual, the majority of declarations concerned sea travel.

6.4 Montant des valeurs déclarées sur 5 ans

6.4 Amount of values declared over five years



Le nombre des déclarations de transport transfrontalier d'espèces et d'instruments au porteur a connu pour la 4^{ème} année consécutive une baisse, le volume des sommes concernées par les déclarations de 2020 à l'arrivée sur le sol monégasque s'étant élevé à environ 7 M€ et à plus de 2,9 M€ pour les sommes enregistrées au départ de la Principauté.

The number of declarations of cross-border transport of cash and bearer instruments declined for the fourth successive year, with the volume of sums declared by persons arriving on Monegasque soil in 2020 totalling approximately €7 million, and a total of €2.9 million leaving the Principality.

7. Les dossiers transmis aux Autorités Judiciaires

7. Cases referred to the Judicial Authorities

Compte tenu des spécificités de la Principauté, tant historiques que géographiques, les secteurs économiques et financiers sont orientés vers l'international, de sorte que l'infraction sous-jacente à celle de blanchiment est souvent commise à l'étranger.

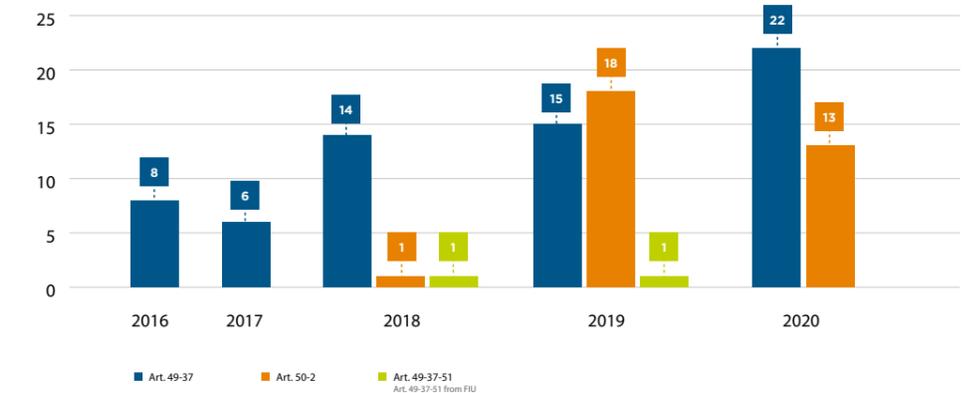
Given Monaco's specific historical and geographical characteristics, its economic and financial sectors have an international focus, which means that the predicate offence that gives rise to money laundering is often committed abroad.

7.1 Dossiers transmis sur 5 ans

7.1 Cases referred over five years

Rapports et informations transmis au Parquet Général depuis 2016, dans le cadre des art. 49 et 50-2 de la loi n°1.362

Reports referred to the Public Prosecution Department since 2016, under Art. 49 and 50-2 of Act no. 1,362 (amended)



L'année 2020 est marquée par une hausse de 37,5% du nombre de dossiers transmis par le SICCFIN au Parquet Général dans le cadre des articles 49 & 37 de la loi n° 1.362, modifiée, soit 22 dossiers transmis en 2020 contre 16 en 2019.

In 2020, there was a rise of 37,5% in the number of cases referred to the Public Prosecution Department by SICCFIN under Articles 49 and 37 of Act no. 1,362 (amended), with 22 cases referred in 2020, compared with 16 in 2019.

Art. 49 & 37

Année <i>Year</i>	Déclarations de soupçon reçues <i>Suspicious transaction reports received</i>	Dossier transmis au Parquet Général <i>Cases referred to the Public Prosecution Department</i>	Nombre de déclarations <i>Number of suspicious transaction reports corresponding referred</i>	Ratio cumulé* <i>Aggregate ratio*</i>	Oppositions en nombre <i>Objections - number</i>	Oppositions en valeur <i>Objections - value</i>
2020	655	22	52	6,44%	6	69 121 403 €

*Le ratio présenté (à titre indicatif) est le rapport entre le nombre cumulé de déclarations de soupçon ayant fait l'objet d'une transmission au Parquet Général et le nombre total cumulé de déclarations de soupçon reçues depuis l'origine.

*The ratio shown (for information only) is the ratio between the total number of suspicious transaction reports referred to the Public Prosecution Department and the total aggregate number of suspicious transaction reports received since the start.

Comme indiqué ci-dessus, les dossiers transmis en 2020 ont révélé que les infractions sous-jacentes aux délits de blanchiment sont majoritairement commises à l'étranger. Ces dernières font apparaître notamment des typologies de criminalité d'origine diversifiée.

As indicated above, the cases referred in 2020 showed that the predicate offences which resulted in money laundering were mostly committed abroad. These predicate offences notably relate to a wide range of types of criminality.

7.2 Principales infractions sous-jacentes relevées en 2020

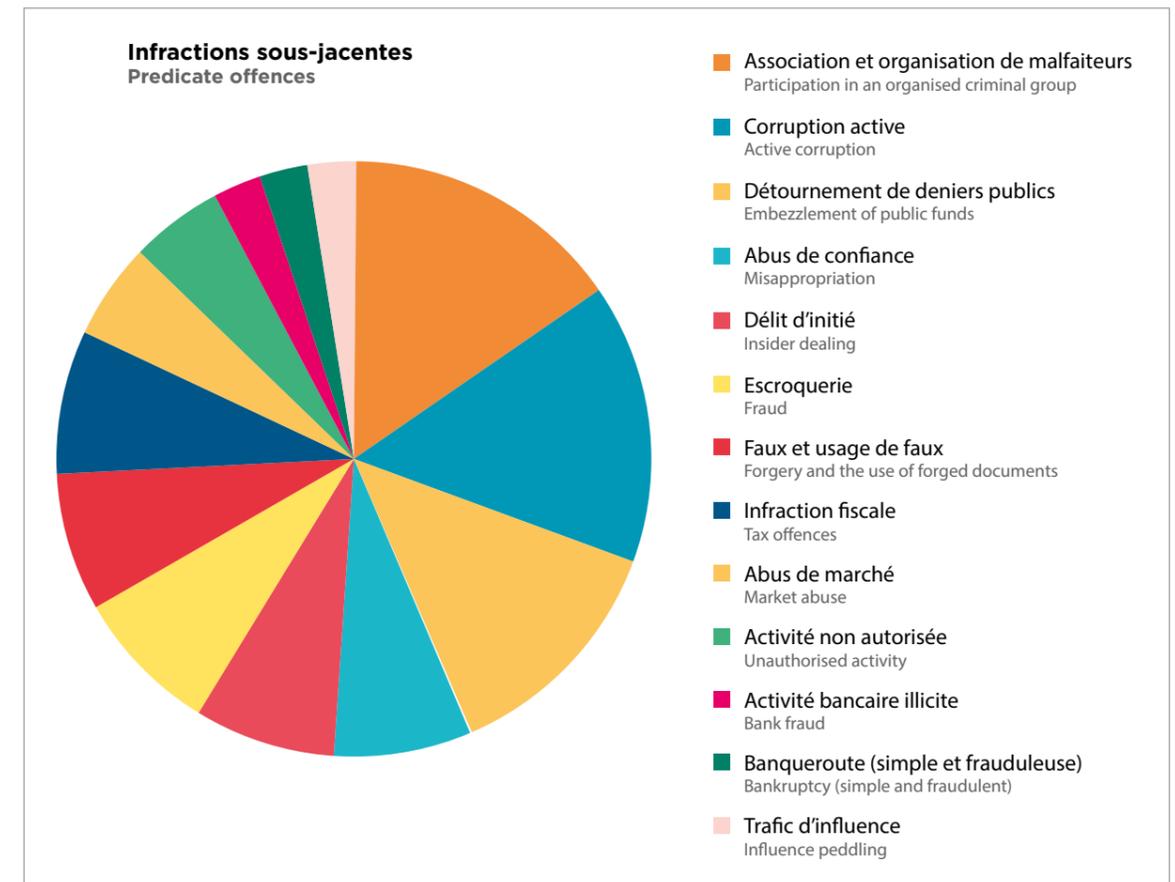
7.2 Main predicate offences recorded in 2020.

Dans les 22 rapports transmis au Parquet Général ont pu être relevées les principales infractions sous-jacentes suivantes :

In the 22 reports referred to the Public Prosecution Department, the following main predicate offences were identified:

Principales infractions sous-jacentes relevées en 2020	Transmissions Parquet Général	Main predicate offences recorded in 2020	Referrals to the Public Prosecution Department
Association et organisation de malfaiteurs	6	Participation in an organised criminal group	6
Corruption active	6	Active corruption	6
Détournement de deniers publics	5	Embezzlement of public funds	5
Abus de confiance	3	Misappropriation	3
Délit d'initié	3	Insider dealing	3
Escroquerie	3	Escroquerie	3
Faux et usage de faux	3	Fraud	3
Infraction fiscale	3	Tax offences	3
Abus de marché	2	Market abuse	2
Activité non autorisée	2	Unauthorised activity	2
Activité bancaire illicite	1	Bank fraud	1
Banqueroute frauduleuse	1	Bankruptcy fraud	1
Trafic d'influence	1	Influence peddling	1

NB : plusieurs de ces sous-jacents peuvent concerner un seul et même rapport
NB: several of these predicate offences may concern the same report



Il est important de rappeler que les transmissions au Parquet Général peuvent avoir pour origine une ou plusieurs déclarations de soupçon de secteurs d'activité divers, mais également des informations en provenance de professionnels assujettis ou de CRF étrangères ou encore d'autres autorités ou services administratifs nationaux, reçues par le SICCFIN.

It is important to point out that referrals to the Public Prosecution Department may originate from one or more suspicious transaction reports from various sectors of activity, but also from information received by SICCFIN from professionals subject to AML/CFT legislation or foreign FIUs, or even or national authorities or administrative departments.

Ces transmissions sont basées sur des présomptions d'infractions pénales qui découlent de la qualification des faits révélés par le SICCFIN au Parquet Général. Ces éléments sont indicatifs et résultent de l'enquête administrative menée.

These referrals are made on the presumption that criminal offences have been committed, based on the description of the facts revealed by SICCFIN to the Public Prosecution Department. This information is purely indicative and is the result of the administrative investigation carried out.

Dans le cadre des enquêtes judiciaires qui s'en suivent, le Parquet Général et les magistrats apprécieront la juste qualification pénale et les directions à donner à leurs propres enquêtes au vu des éléments communiqués par le SICCFIN. Ces enquêtes pourront parfois contribuer à révéler des informations qui n'étaient pas connues à l'origine.

During the course of the ensuing judicial investigations, the Public Prosecution Department and magistrates will assess the appropriate classification of criminal offences that are alleged and define guidelines for their own investigations based on the elements provided by SICCFIN. In some cases, these investigations may help to bring to light previously unknown information.

7.3 Droit d'opposition

En 2020, le SICCFIN a utilisé par 6 fois son droit d'opposition à la réalisation d'opérations par des personnes ou entités qui font l'objet de déclaration de soupçon. Ces dossiers présentaient des éléments de suspicion suffisants pour justifier une transmission de rapports à l'autorité judiciaire. Ce droit d'opposition concernait plusieurs comptes bancaires dont les avoirs s'élevaient à des montants avoisinant les 69 M€. Ces oppositions ont été relayées par des séquestres ordonnés par le Président du Tribunal de Première Instance monégasque sur demande du Parquet Général.

7.4 Répartition des dossiers transmis par nationalités et juridictions

Les rapports transmis au Parquet Général en 2020 ont impliqué 41 personnes physiques et 8 personnes morales.

Ainsi que 8 personnes morales, dont les principales juridictions d'enregistrement sont les suivantes : Monaco, les Iles Vierges Britanniques, le Panama et les Seychelles.

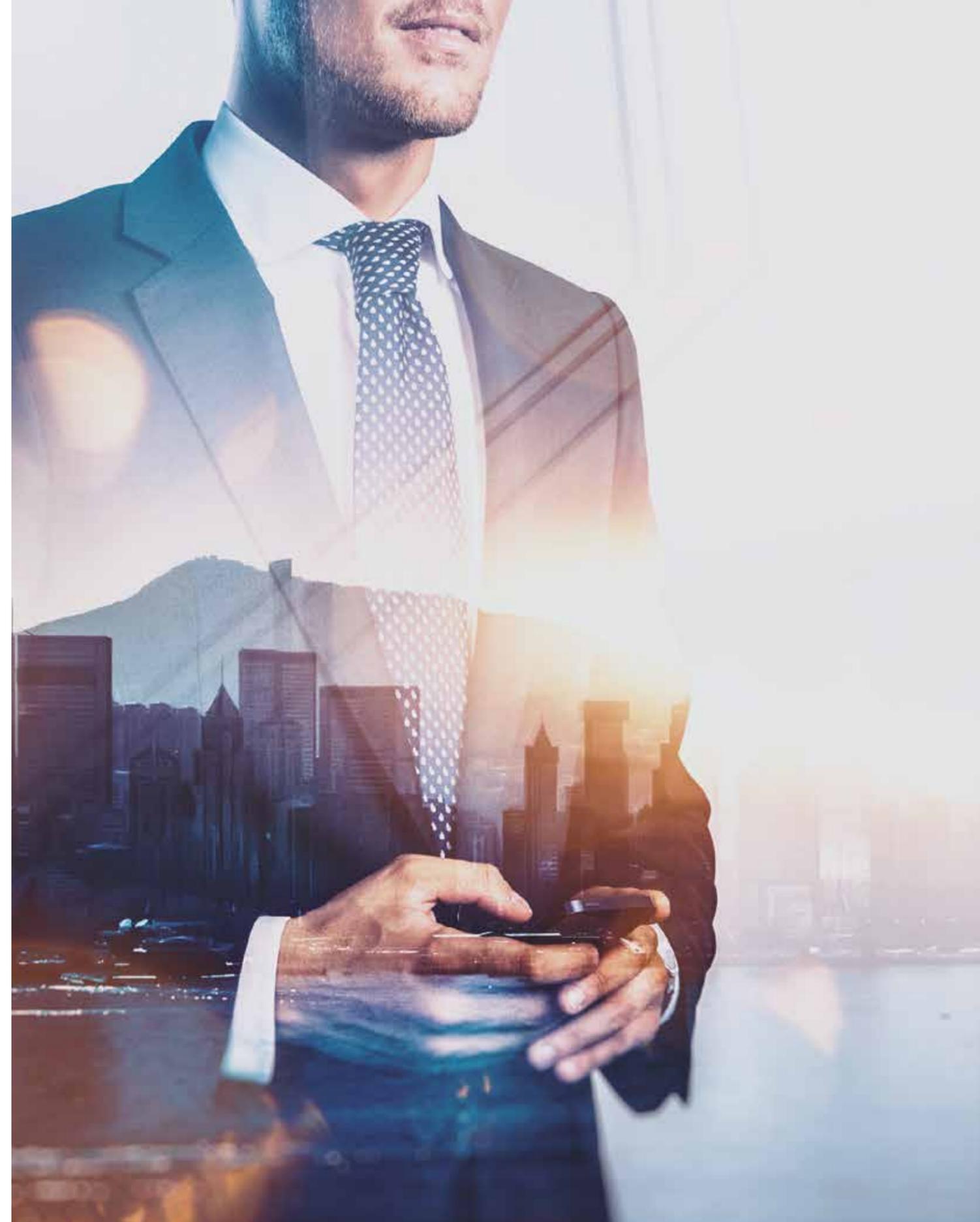
7.3 Right of objection

In 2020, SICCFIN invoked its right of objection to transactions by persons or entities subject to suspicious transaction reports on six occasions. In these cases, there was sufficient evidence of suspicious behaviour to justify passing reports to the judicial authorities. This right of objection concerned several bank accounts, containing assets in the region of €69 million. The objections were formally lodged in the form of attachment orders issued by the President of the Court of First Instance of Monaco, at the request of the Public Prosecution Department.

7.4 Breakdown of cases referred by nationality and jurisdiction

The reports referred to the Public Prosecution Department in 2020 concerned 41 individuals and 8 legal entities.

The reports also concerned eight legal entities, mostly registered in the following jurisdictions: Monaco, British Virgin Islands, Panama, and the Seychelles.





TYPOLOGIES CASE STUDIES

Au cours de l'année 2020, le SICCFIN a reçu des déclarations de soupçon en lien avec la Covid-19, dont le principal pourvoyeur a été le secteur financier, par l'intermédiaire des banques.

In 2020, SICCFIN received suspicious transaction reports in connection with Covid-19, the majority originating from the financial sector and submitted by banks.

La moitié de ces signalements portaient sur des transactions refusées par ces dernières. Le montant des opérations refusées a porté sur plus de 100 M€.

Half of these reports concerned transactions that had been refused by banks. The total amount of the transactions refused was in excess of €100 million.

S'agissant des autres signalements, les opérations suspectes se sont élevées à un montant total d'environ 14,9 M€, en lien pour les plus importantes d'entre-elles avec le continent asiatique (principal producteur de masques de protection chirurgicaux, de gants, de gel hydro alcoolique et de ventilateurs durant la crise sanitaire) et, dans une moindre mesure, avec le Moyen-Orient.

The other suspicious transactions reported involved amounts totalling approximately €14,9 million. The most significant of these were linked to Asia (the leading manufacturer of surgical masks, gloves, hand sanitiser, and ventilators during the health crisis), and to a lesser extent the Middle East.

Some red flag indicators were identified, including:

Certains critères d'alerte ont pu être relevés, tels que :

- le manque de réalité économique des opérations à réaliser ou enregistrées sur les comptes, compte tenu des nombreuses incohérences et insuffisances relevées dans les documents justificatifs fournis par les clients ;
- des clients s'improvisant intermédiaires pour l'acheminement de masques et autres matériels de l'Asie vers l'Europe ;
- des montants de commissionnements très élevés constatés.

• a lack of economic reality in the transactions to be conducted or recorded on accounts, given numerous inconsistencies and insufficiencies identified in the supporting documents supplied by the clients concerned;

• clients acting as ad hoc intermediaries for the shipping of masks and other equipment from Asia to Europe;

• the very high commission fees observed.

This is illustrated by the case studies described below:

Afin d'illustrer ces éléments, nous vous proposons le cas repris ci-après.

Cas n°1 / Case no. 1

Tentative d'opération de blanchiment de capitaux en lien avec la pandémie de la COVID-19

Au cours du premier trimestre 2020, M. X a sollicité l'ouverture d'un compte personnel dans une banque monégasque. Les éléments de connaissance de ce prospect ont permis de relever que ce dernier était associé-gérant de la société W, autorisée à Monaco dans le conseil et la prestation de services dans le domaine de la gestion d'entreprise. Il est à relever que cet objet social ne fait nullement allusion à la possibilité pour cette structure d'effectuer, à titre habituel, des services d'intermédiation. L'ouverture de ce compte devait permettre la réception d'une commission d'intermédiation portant sur une opération liée à la vente de masques médicaux pour un montant de plusieurs centaines de millions d'euros entre deux sociétés étrangères A et B. Les diligences effectuées par la banque monégasque ont permis de relever que la société B, qui souhaitait acquérir les masques, était en fait un cabinet juridique qui agissait, en fait, pour le compte d'un potentiel acheteur implanté à l'étranger, la société C. De plus, M. X a indiqué qu'en sa qualité d'intermédiaire, il devait percevoir une commission s'élevant à 20 % du montant total de la transaction.

Les investigations menées par le SICCFIN ont permis de révéler que la société C (potentiel acheteur des masques) semblait avoir une activité dans un tout autre domaine et plutôt récente. De plus, la capacité pour ce type de société a réalisé un tel investissement semblait peu réaliste. Les éléments énoncés ci-dessus peuvent sous-tendre des problématiques de tentatives de blanchiment de capitaux, de fraudes fiscales en lien avec une activité non autorisée, voire de faits de corruption, via d'importantes commissions payées à des intermédiaires par des sociétés européennes, afin de faciliter l'envoi de masques ou matériels chirurgicaux depuis l'Asie, en période de pénurie. De surcroît, le prospect semblait s'improviser comme intermédiaire dans l'acheminement de ces masques.

Attempted money laundering in connection with the Covid-19 pandemic

During the first quarter of 2020, Mr X applied to open a personal account with a Monegasque bank. The KYC information on this prospective bank customer showed that he was a managing partner of company W, whose authorised company objects in Monaco are the provision of consultancy and services in the field of business administration. Importantly, these objects make no provision whatsoever for the company to offer intermediation services on a regular basis. The account was intended to receive an intermediation commission fee on a transaction involving the sale of medical masks for several hundred million euros, between two foreign-registered companies A and B. The Monegasque bank's due diligence revealed that company B, which wanted to buy the masks, was in fact a law firm acting on behalf of a potential buyer based overseas, company C. In addition, Mr X indicated that in his capacity as intermediary, he was to receive a commission fee of 20% of the total value of the transaction.

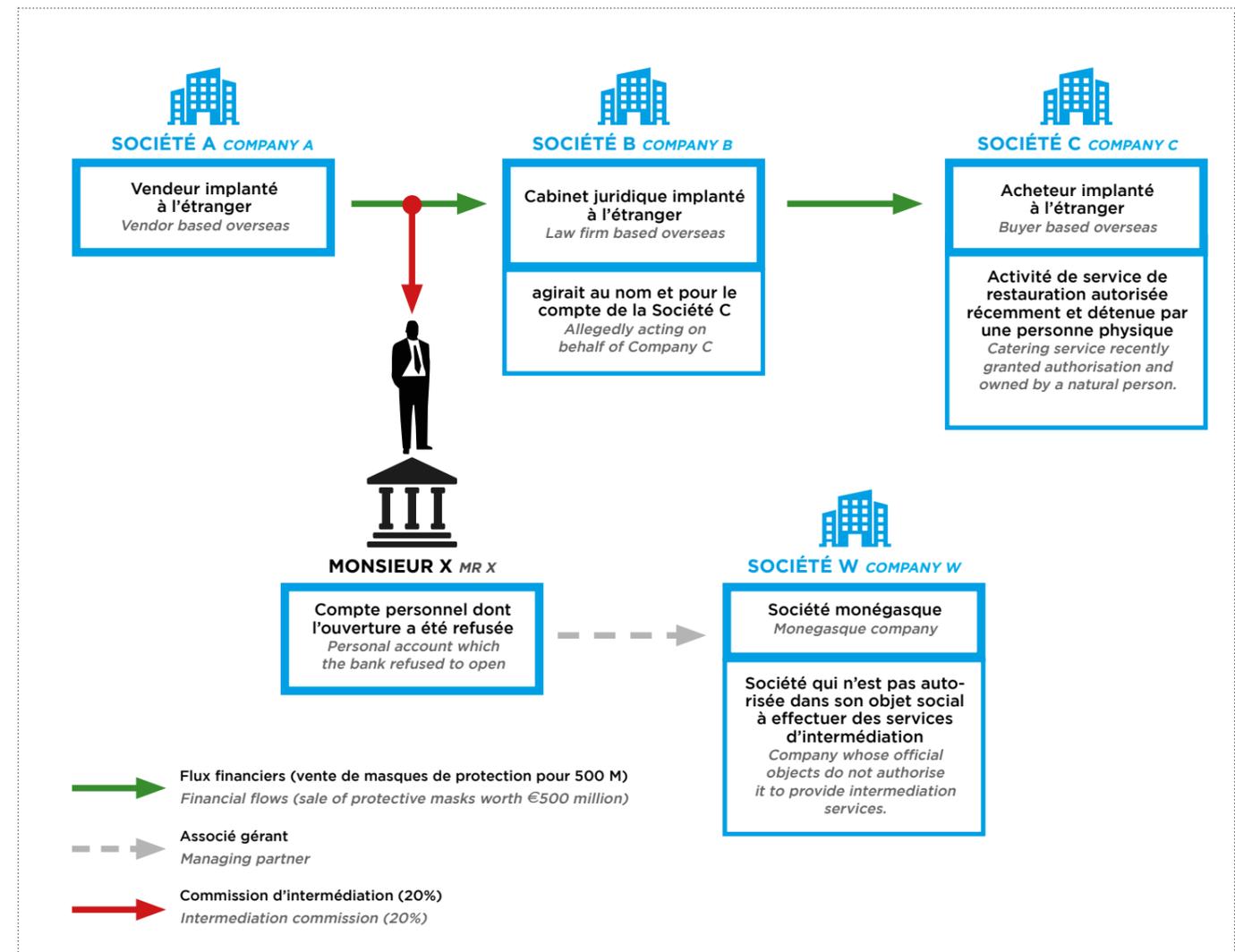
The investigations carried out by SICCFIN found that company C (the potential buyer of the masks) appeared to have a rather recent business activity in a completely different field. Moreover, it seemed unrealistic that such a company would have the means to make an investment of this scale. The facts described above may be indicative of attempted money laundering, tax fraud in relation to an unauthorised activity, or even corruption, committed via the payment of substantial commission fees to intermediaries by European companies, in order to facilitate the shipping of surgical masks or equipment from Asia during a period of shortages. In addition, the bank's prospective customer appeared to be acting in an improvised, ad hoc manner as intermediary in the shipping of these masks.

Critères d'alertes :

- Montages faisant intervenir plusieurs juridictions ;
- Montants de commissionnement pouvant être élevés ;
- Tentatives d'enregistrement de commissions sur des comptes personnels ;
- Insuffisances (qualitatives) des documents justificatifs fournis, ces derniers pouvant être sujet à caution quant à leur authenticité ou faisant apparaître des zones de texte absentes ou effacées ;
- Contexte de pénuries sur les marchés européens.

Alert criteria:

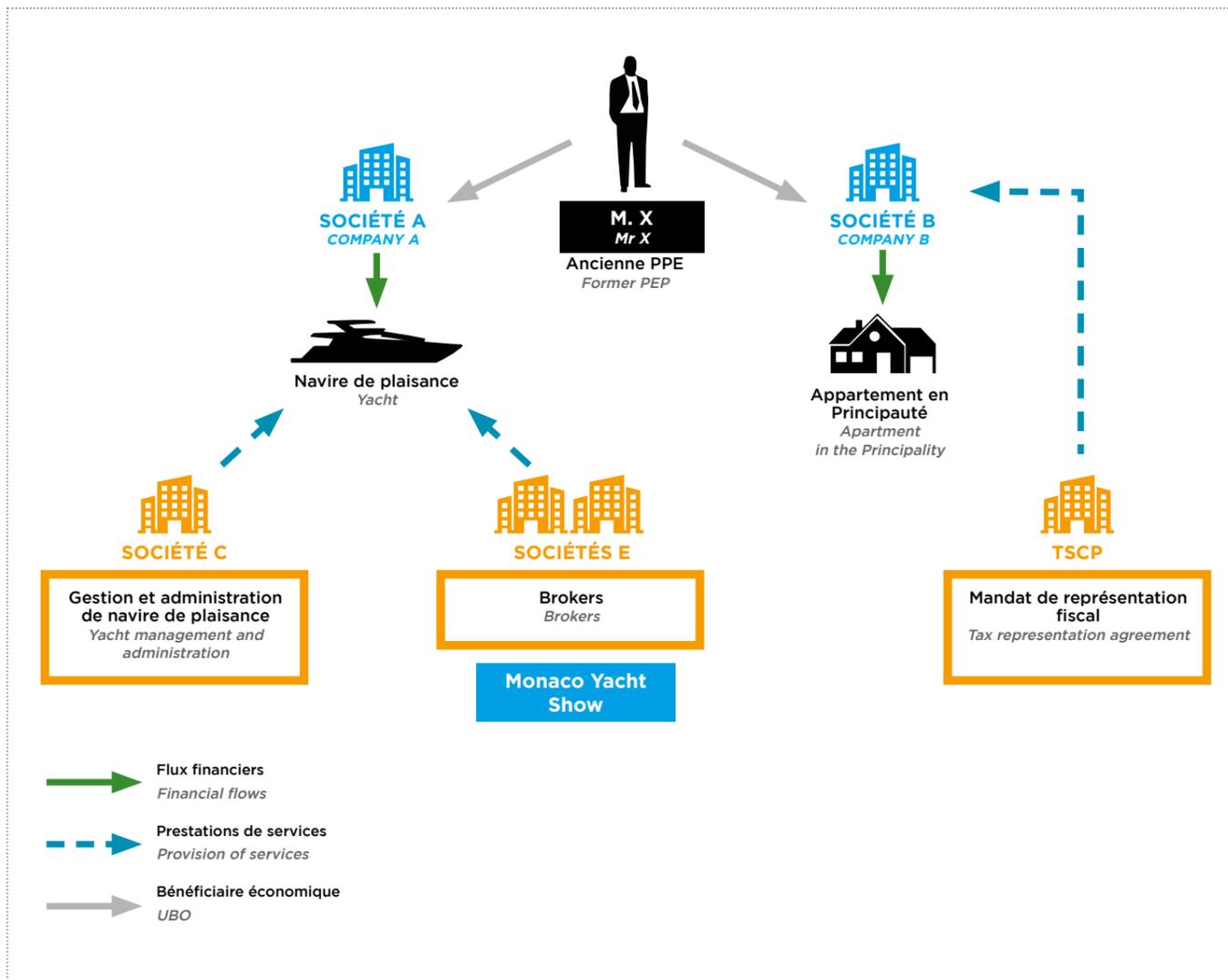
- Arrangements involving multiple jurisdictions;
- Potentially high commission amounts;
- Attempts to have commission paid into personal accounts;
- (Qualitative) insufficiencies in the supporting documents supplied, which may be treated with caution owing to doubts over their authenticity or apparently missing or deleted text;
- Context of shortages in the European market.



Cas n°2 / Case no. 2

Suspensions de blanchiment de capitaux pouvant être issus de détournements de fonds, d'abus de confiance et de trafic d'influence et/ou de recel de ces délits au travers de la détention ou la cession d'un bien de grande valeur.

Suspected money laundering potentially involving the proceeds of embezzlement, misappropriation, and influence peddling and/or concealment of these offences, through the possession or sale of a high-value asset.



L'attention du SICCFIN a été alertée par des signalements faisant état de divers articles de presse citant M. X, ancienne PPE, comme faisant l'objet d'accusations de détournements de fonds publics et de faits de corruption. Plusieurs procédures judiciaires ont également été lancées à son encontre à l'international, qui ont eu pour conséquence la saisie de nombreux comptes bancaires et biens. Les investigations menées par le SICCFIN ont permis de recueillir les informations suivantes :

- M. X est propriétaire, entre autres, d'un navire de plaisance détenu via une société étrangère A (l'origine des fonds ayant permis l'acquisition du yacht n'est pas connue).
- La société C, société de yachting monégasque, est en charge de la gestion du yacht.
- M. X est également bénéficiaire économique d'une société étrangère B (dont le représentant fiscal est un TCSP de Monaco). Cette dernière est propriétaire d'un appartement estimé à plusieurs millions d'euros en Principauté.
- En outre, plusieurs déclarations de transport d'espèces et de valeurs avaient été transmises par la Direction de la Sûreté Publique au SICCFIN (cf. art. 61 de la loi n° 1.362, modifiée). Ces dernières ont permis de recouper certaines informations, notamment sur la présence, à maintes reprises, du yacht visé en Principauté de Monaco, notamment lors du dernier événement du yachting de luxe. C'est d'ailleurs, à cette occasion, que plusieurs brokers monégasques ont été sollicités pour la vente du bateau.

Ces dernières informations juxtaposées à l'existence de diverses procédures et saisies judiciaires internationales réalisées à l'encontre de M. X et de ses sociétés offshore ont conduit le SICCFIN à informer les Autorités judiciaires monégasques sur la potentielle commission d'opérations de blanchiment de capitaux pouvant être issus de détournements de fonds, d'abus de confiance et de trafic d'influence et/ou de recel de ces délits, à travers la détention et la cession de biens de grande valeur.

Critères d'alertes :

- Ancienne personne politiquement exposée ;
- Origine de la fortune inexpliquée ou peu claire ;
- Secteurs d'activité sensibles ;
- Détention de biens (immobiliers et navires) au travers de sociétés offshore opaques ;
- Pays d'origine dit « à risque » (exemples : indice de corruption/pays, seuil de pauvreté de la population, instabilité politique etc.) ;
- Adverses news sur la personne bénéficiaire économique.

SICCFIN's attention was drawn to reports of various press articles naming Mr X, a former PEP, as standing accused of embezzlement of public funds and acts of corruption. He was also the subject of several criminal prosecutions in various countries, which resulted in numerous bank accounts and assets being seized. The investigations carried out by SICCFIN revealed the following information:

- Mr X, among other things, owns a pleasure yacht through foreign-registered company A (the source of the funds used to purchase the yacht is unknown).
- Company C, a Monegasque yachting firm, is responsible for managing the yacht.
- Mr X is also the beneficial owner of foreign-registered company B (whose tax representative is a TCSP based in Monaco). This company owns an apartment in the Principality with an estimated value of several million euros.
- In addition, several declarations of transport of cash and securities had been passed to SICCFIN by the Police Department (cf. Art. 61 of Act no. 1,362, amended). These declarations were compared with various other information, notably the fact that the yacht concerned had been present in the Principality of Monaco on several occasions, including at the most recent luxury yacht event. Incidentally, it was during this event that several Monegasque brokers were solicited with a view to the vessel's sale.

When considered alongside the various prosecutions and international asset seizures directed against Mr X and his offshore companies, this information led SICCFIN to notify the Monegasque judicial authorities that money laundering offences had potentially been committed, involving the proceeds of embezzlement, misappropriation, and influence peddling and/or the concealment of these offences, through the possession and sale of high-value assets.

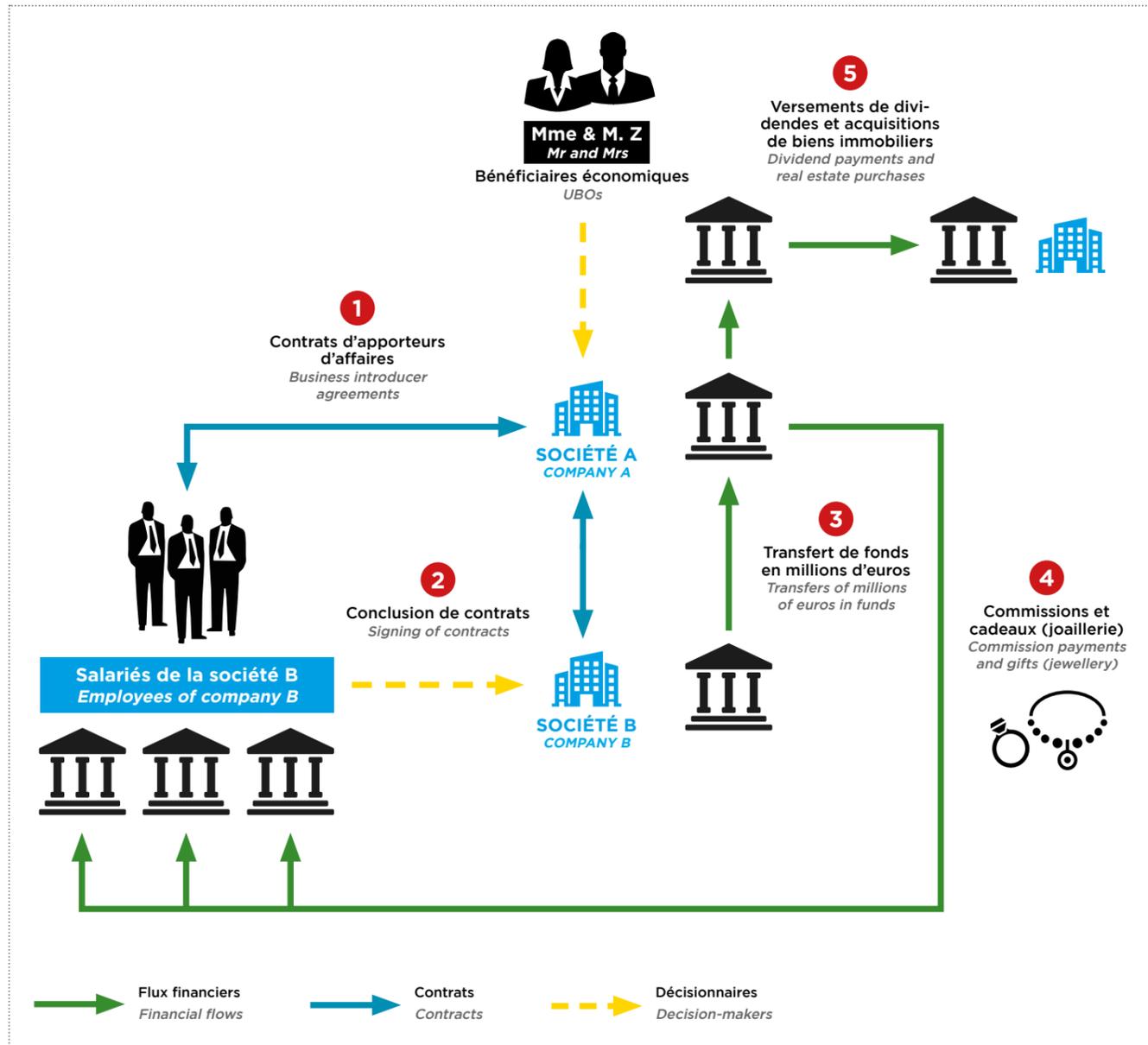
Alert criteria:

- Former politically exposed person;
- Source of funds unexplained or unclear;
- Sensitive sectors of activity;
- Assets (real estate and yachts) owned via opaque offshore companies;
- "High-risk" country of origin (examples: country corruption index, poverty threshold, political instability, etc.);
- Adverse information concerning the beneficial owner.

Cas n°3 / Case no. 3

Suspensions de blanchiment de capitaux issus de fraude, de faits de corruption et d'abus de confiance

Suspected money laundering involving the proceeds of fraud, corruption, and misappropriation (breach of trust)



L'attention du SICCFIN a été alertée par des signalements faisant état de transactions entre une société monégasque A, spécialisée dans le commerce de gros, ayant pour bénéficiaires économiques M. Z et son épouse, et une société B important opérateur

SICCFIN was alerted by reports of transactions between Monegasque company A, which specialises in wholesale and whose beneficial owners are Mr Z and his wife, and company B, a major operator based overseas.

implanté à l'étranger. Les investigations menées par le SICCFIN ont permis de recueillir les informations suivantes :

- La société A a conclu de nombreux contrats d'apporteur d'affaires avec des salariés de la société B, ces derniers pouvant être décisionnaires notamment dans le choix de ses fournisseurs.
- L'analyse du fonctionnement des comptes bancaires monégasques de la société A a révélé, en effet, l'existence de contrats et de facturation passés entre la société B et la société A, qui ont engendré d'importants règlements en faveur de cette dernière.
- Une partie des fonds reçus a été rétrocédée en faveur de comptes bancaires à Monaco et à l'étranger détenus par les apporteurs d'affaires, salariés de la société B.
- L'autre partie des fonds, plus importantes, a permis aux bénéficiaires effectifs de la société A d'acquies des biens immobiliers notamment en Principauté estimés à plusieurs millions d'euros.
- L'analyse a révélé aussi l'existence de nombreux virements bancaires correspondant à des achats d'articles de joaillerie pour plusieurs milliers d'euros, certains faisant référence à des salariés de la société B et à la notion de cadeau.

Ces éléments ont conduit le SICCFIN à suspecter une infraction de blanchiment de capitaux pouvant être issus de fraude, d'abus de confiance, de faits de corruption, dont le but est l'obtention ou la sécurisation de contrats obtenus à l'étranger.

Critères d'alertes :

- Transactions en lien avec des pays dits « à risque » (exemples : indice de corruption/pays, seuil de pauvreté de la population, instabilité politique etc.) ;
- Nombreuses transactions bancaires réalisées par une société commerciale en faveur de personnes physiques, justifiées par des contrats d'apporteur d'affaires (travail intellectuel difficilement tangible demandant une plus grande vigilance des banques) ;
- En outre, les apporteurs d'affaires sont salariés et décisionnaires au sein de la société cliente ayant des liens d'affaires avec la société fournisseur ;
- Opérations relevées d'achats d'articles de joaillerie par le biais d'un compte commercial ;
- Croissance rapide du chiffre d'affaires sur un court laps de temps, se traduisant par une augmentation exponentielle du nombre et du volume des opérations bancaires.

The investigations carried out by SICCFIN revealed the following information:

- Company A signed a number of business introducer agreements with employees of company B, who have the power to make decisions, notably regarding the selection of suppliers.
- An analysis of company A's Monegasque bank accounts revealed the existence of contracts and invoices between company B and company A, which resulted in substantial payments being made to company A.
- Part of the funds received was paid on into bank accounts in Monaco and other countries, held by the business introducers, i.e. the employees of company B.
- The remainder of the funds, more substantial, was used by the beneficial owners of company A to purchase real estate, some in the Principality, estimated at several million euros.
- The investigation also revealed the existence of numerous wire transfers for purchases of items of jewellery worth several thousand euros, some including references to employees of company B and claimed to be gifts.

These findings led SICCFIN to suspect that money laundering offences had been committed, potentially involving the proceeds of fraud, misappropriation, and corruption, intended to secure international contracts.

Alert criteria:

- Transactions involving "high-risk" countries (examples: country corruption index, poverty threshold, political instability, etc.);
- Numerous bank transfers made by a commercial company to natural persons, justified by business introducer agreements (an intellectual task that is essentially intangible and requires banks to exercise heightened due diligence);
- In addition, the business introducers are employees and decision-makers at the client company with business links to the provider company;
- Transactions involving the purchase of items of jewellery via a business account;
- Rapid revenue growth over a short period of time, resulting in an exponential increase in the number of volume of bank transactions.



IV. ACTIVITÉ DE SUPERVISION DE LA LCB/FT-C

AML/CFT SUPERVISORY ACTIVITY

Les agents du SICCFIN sont habilités, par l'article 54 de la Loi n° 1.362 modifiée, à contrôler l'application des obligations mises à la charge des professionnels cités à l'article premier de cette loi. Ces contrôles peuvent s'effectuer sur pièces ou sur place. Ils ont pour objectif d'assurer le suivi des établissements et de vérifier la bonne mise en œuvre de l'ensemble des obligations et diligences mises à la charge des professionnels par le législateur.

Under Article 54 of Act no. 1,362 (amended), SICCFIN officers are authorised to check that the professionals identified in Article 1 of the Act are complying with their obligations. These checks may take the form of desk audits or on-site inspections. The purpose of these audits and inspections is to monitor institutions and ensure that the professionals are complying in full with their due diligence obligations as required by law.

1 Les contrôles sur pièces

Les contrôles sur pièces portent sur les documents que chaque professionnel assujéti à la Loi n° 1.362 modifiée est tenu d'adresser au SICCFIN. L'objectif des contrôles sur pièces est double : d'une part, s'assurer que les établissements assujettis transmettent au SICCFIN les documents visés par les articles 33 et 59 de la Loi n° 1.362 modifiée et, d'autre part, que lesdits documents traduisent la mise en place d'un dispositif LCB/FT-C adapté à leur activité, proportionné et conforme aux exigences textuelles.

Trois catégories de documents sont concernées :

- ▶ les procédures internes ;
- ▶ les questionnaires annuels ;
- ▶ les rapports annuels d'activité (article 33 de la Loi n° 1.362 modifiée) et d'évaluation (article 59 de la Loi n° 1.362 modifiée).

1 Desk audits

These audits review the documents that each professional subject to Act no. 1,362 is obliged to submit to SICCFIN. Desk audits have two purposes: firstly, to ensure that organisations subject to AML/CFT legislation send SICCFIN the documents required under Articles 33 and 59 of Act no. 1,362 (amended), and secondly, to ensure these documents show that the organisation concerned has adopted an AML/CFT regime that is commensurate with its activity and compliant with applicable legislation.

Three categories of documents are concerned:

- ▶ *Internal procedures;*
- ▶ *Annual questionnaires;*
- ▶ *Annual activity reports (Article 33 of Act no. 1,362, amended) and assessment reports (Article 59 of Act no. 1,362, amended).*

Le contrôle sur pièces a été radicalement réformé en 2019 avec la mise en place d'outils d'analyse standardisés et l'objectif de formaliser l'ensemble des contrôles effectués sur les pièces reçues.

L'ensemble des pièces reçues en 2019 et de 2020 a donc été traité sous ces modalités.

Il a résulté de ce changement l'émission de nombreuses lettres de recommandation, dont un suivi a également été mis en place.

Ce travail a, par ailleurs, conduit à revoir les éléments reçus sur les exercices 2017 et 2018 (et plus anecdotiquement sur les exercices 2014 à 2016), pour les établissements qui ont adressé des documents en 2019 et 2020. Il en a résulté une amélioration significative des statistiques de suivi de ces documents, et de la formalisation de leur revue.

In 2019, SICCFIN introduced root and branch changes to its desk audit arrangements, adopting new standardised analysis tools and aiming to formalise all of the controls carried out on documents received.

All of the documents received in 2019 and 2020 were dealt with under this new system.

As a result of these changes, numerous letters of recommendation were issued, with regular monitoring established.

These efforts also led to a review of documents received in 2017 and 2018 (and more anecdotally over the period 2014 to 2016), for organisations which submitted documents in 2019 and 2020. The result was a significant improvement in the monitoring statistics for these documents, and in the way in which they are formally reviewed.

Année de réception des documents Year documents received	Procédures Procedures	Rapports d'activité Activity report	Rapports d'évaluation Assessment report	en% des documents reçus sur l'exercice as % of documents received over the year	% total des documents traités au 31/12/2020 as % of documents processed at 31/12/2020
2017	7	152	23	37%	71%
2018	56	230	135	73%	72%
2019	181	298	127	99%	99%
2020	166	322	148	82%	82%
Total par type de document Total by document type	410	1002	433	75%	
Total / Total		1845			

Au total, plus de 900 documents ont été traités en 2020, soit autant qu'en 2019. Cela a permis de porter à un niveau de trois quarts les pièces traitées au titre de 2017 à 2020.

Si les travaux sur les documents reçus en 2020 ont été intégralement achevés sur le tout début de 2021, le traitement des documents reçus sur les exercices antérieurs se poursuivra selon les mêmes modalités.

1.1 Les procédures internes

Les agents du Service qui interviennent sur les contrôles sur pièces, procèdent à leur analyse afin de s'assurer que le contenu des documents fournis répond aux obligations légales. Le cas échéant, le Service adresse ses observations au professionnel, qui est tenu de modifier les procédures existantes et d'en faire parvenir la version rectifiée au SICCFIN conformément aux exigences de l'article 34 de la Loi n° 1362 modifiée.

En 2020, le SICCFIN a reçu 194 documents correspondants soit à des procédures internes liées à

Altogether, over 900 documents were processed in 2020, as many as in 2019. This took the proportion of documents processed for the period 2017 to 2020 to three-quarters.

While work on documents received in 2020 was fully completed very early in 2021, documents received during previous years will continue to be dealt with in the same manner.

1.1 Internal procedures

SICCFIN desk audit officers analyse documents to ensure that their content complies with their statutory obligations. If necessary, SICCFIN forwards its observations to the professional, who must amend their existing procedures and forward the updated version to SICCFIN in accordance with the requirements of Article 34 of Act no. 1,362 (amended).

In 2020, SICCFIN received and analysed 194 documents (internal procedures from newly established professionals or amendments to existing procedures from already established professionals).

l'installation de nouveaux professionnels, soit à des modifications de procédures existantes envoyées par des professionnels déjà établis.

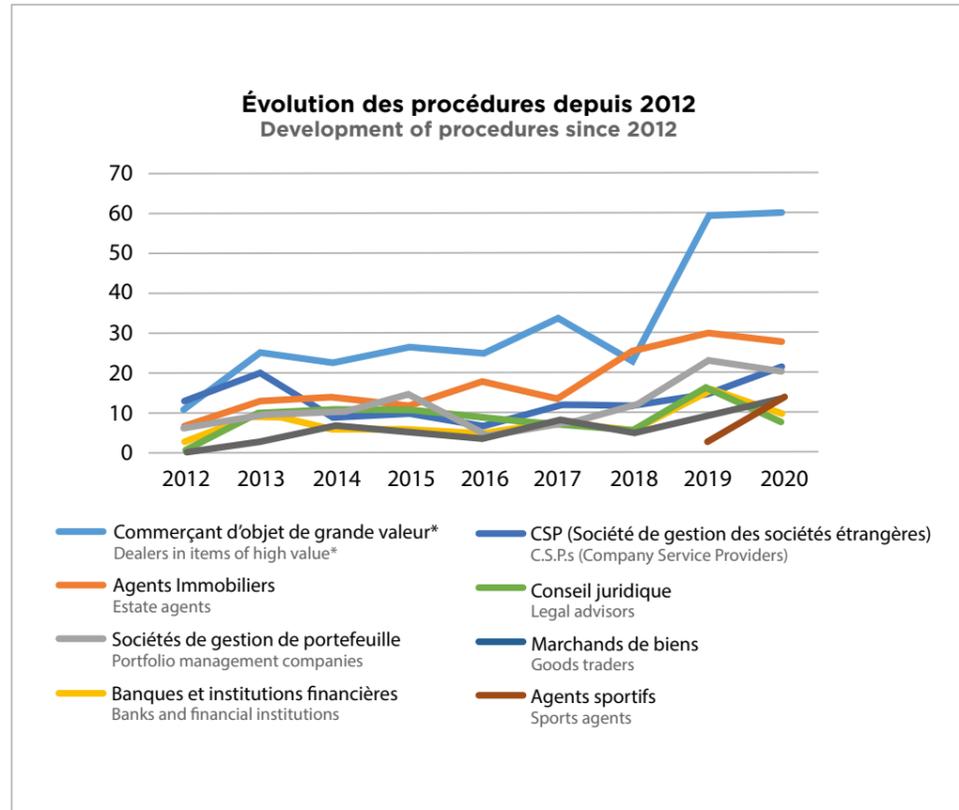
Ce chiffre est parfaitement stable par rapport à 2019 (188 procédures reçues) après une croissance considérable de 84% enregistrée entre 2018 et 2019. Après plusieurs exercices (2013 à 2018) où une centaine de procédures parvenaient chaque année au SICCFIN, depuis 2019 on assiste donc à un doublement de ce chiffre qui atteste l'implication croissante des professionnels assujettis. Le tableau ci-après décrit l'évolution des procédures adressées par des professionnels au SICCFIN depuis 2012 :

This figure is very similar to that recorded in 2019 (188 procedures received), following the very significant 84% increase seen between 2018 and 2019. After a period of several years (2013 to 2018) during which SICCFIN received around a hundred procedures annually, this figure has doubled since 2019, reflecting the increased commitment on the part of professionals subject to AML/CFT legislation. The table below shows the trend in procedures sent by professionals to SICCFIN since 2012:

Professionnels concernés Professionals concerned	2016	2017	2018	2019	2020
Professions Financières Financial Professions					
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	5	8	6	16	10
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management companies	5	7	12	23	21
Courtiers en Assurance-vie Life insurance brokers			1	2	2
Changeurs Manuels Bureaux de change			1		1
Concessionnaire de prêts sur gage Pawnbrokers		1			1
Commissionnaires du concessionnaire de prêts sur gages Pawnbrokers' agents				1	
Sous-total / Sub-total	11	15	21	42	34
Professions Non-financières Non-Financial Professions					
CSP (Sociétés de gestion de sociétés étrangères)ers C.S.P.s (Company Service Providers)	7	12	12	16	17
Conseils juridiques / Legal advisors	9	7	6	16	8
Agents Immobiliers / Estate agents	18	14	26	30	28
Trustees	1				
Commerçants d'objets de grande valeur* Dealers in items of high value*	25	34	23	59	60
Experts Comptables / Certified public accountants	1	7		3	4
Maisons de Jeux / Gaming houses	1				
Marchands de Biens / Goods traders	12	14	12	15	22
Agents sportifs / Sports agents				3	14
Multi Family Office / Multi family offices		1	2	4	7
Sous-total / Sub-total	74	89	81	146	160
Total / Total	85	104	102	188	194
Notaire / Notary		1			
Total (Art 1^{er} et Art. 2) / Total (Art. 1 and Art. 2)	85	105	102	188	194

Cette évolution s'explique par les nouvelles dispositions de la Loi n° 1.362 intervenues en juin 2018, qui ont occasionné la modification de leurs procédures par de nombreux professionnels. Ainsi, la tendance observée sur les derniers mois de 2018 s'est maintenue sur 2019, et s'est encore amplifiée sur 2020.

This growth is due to the new provisions of Act no. 1,362 introduced in June 2018, which led numerous professionals to update their procedures. The trend observed over the final months of 2018 persisted into 2019, and intensified in 2020.



La majeure partie de la hausse des procédures reçues en 2020 par rapport à 2019 provient des professions non financières, dont le chiffre avait doublé en 2019 et s'est maintenu à un niveau élevé en 2020 (essentiellement du fait des mises à jour des procédures antérieures) et surtout des commerçants d'objets de grande valeur.

The majority of the increase in procedures received in 2020, as compared with 2019, comes from the non-financial professions, who submitted twice as many procedures in 2019 and continued at a high level in 2020 (mainly updates of previous versions), and especially dealers in items of high value.

La répartition de l'évolution des procédures reçues pour cette catégorie se détaille comme suit, avec une forte activité sur les professionnels du yachting, les concessionnaires automobiles et les bijoutiers.

The breakdown of procedures received in this latter category is as follows, with a substantial number received from yachting professionals, car dealers and jewellers.

	2018	2019	2020
Yachts Yacht dealers	7	22	20
Automobiles Car dealers	0	7	5
Avions Aircraft dealers	2	4	1
Bijoutiers/horlogers Jewellers/Watchmakers	9	17	17
Ventes aux enchères Auction houses	0	1	5
Antiquaires Antiques dealers	2	1	7
Autres Others	3	7	5
Total / Total	23	59	60



La progression enregistrée sur 2019 a plusieurs explications sans doute complémentaires :

- Le travail de pédagogie effectué par les experts comptables et certains conseils juridiques, souvent sollicités par ce type d'établissement pour les aider à rédiger des procédures LCB/FT-C ;
- L'impact de la première ENR, puis de la deuxième ENR en cours sur le deuxième semestre de 2020, pour laquelle les concessionnaires automobiles et les bijoutiers avaient été sollicités ;
- La diffusion d'un questionnaire spécifique aux professionnels du yachting pour mieux les connaître et discriminer ceux soumis aux obligations LCB/FT-C.

Sur 2020, l'analyse des procédures reçues a conduit à l'émission de 77 lettres de recommandation (soit 50% du nombre total de documents reçus en première version) contre 67 en 2019, qui ont entraîné l'envoi de 40 (contre 30 en 2019) versions modifiées par les professionnels.

There are several reasons for the increase seen in 2019, which are no doubt complementary:

- *Efforts by certified public accountants and certain legal counsels to educate their clients, these professionals often being solicited by establishments of this kind to help them draft AML/CFT procedures;*
- *The impact of the first NRA, followed by the second NRA under way during the second half of 2020, for which car dealers and jewellers were called upon;*
- *The dissemination of a specific questionnaire for yachting professionals in order to know them better and identify those subject to AML/CFT obligations.*

Over the course of 2020, an analysis of procedures received led to 77 letters of recommendation being issued (i.e. 50% of the total number of "first version" documents received), compared with 67 in 2019. These resulted in SICCFIN receiving 40 updated versions from professionals (compared with 30 in 2019).

Professionnels concernés <i>Professionals concerned</i>	Lettres de recommandation adressées <i>Letters of recommendation sent</i>	2 ^e version de procédures reçues <i>2nd version procedures received</i>
Professions Financières / <i>Financial Professions</i>		
Banques et institutions financières <i>Banks and financial institutions</i>	2	0
Sociétés de gestion de portefeuille <i>Portfolio management companies</i>	9	5
Courtiers en Assurance-vie / <i>Life insurance brokers</i>	2	0
Changeurs Manuels / <i>Bureaux de change</i>	1	0
Sous-total / <i>Sub-total</i>	14	5
Professions Non-financières / <i>Non-financial professions</i>		
CSP (Sociétés de gestion de sociétés étrangères)ers <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	4	3
Conseils juridiques / <i>Legal advisors</i>	4	2
Agents Immobiliers / <i>Estate agents</i>	10	6
Trustees		
Commerçants d'objets de grande valeur* <i>Dealers in items of high value*</i>	25	13
Experts Comptables / <i>Certified public accountants</i>	1	
Maisons de Jeux / <i>Gaming houses</i>		
Marchands de Biens / <i>Property traders</i>	9	5
Agents sportifs / <i>Sports agents</i>	7	5
Multi Family Office / <i>Multi family offices</i>	3	1
Sous-total / <i>Sub-total</i>	63	35
Total / <i>Total</i>	77	40

La majeure partie des lettres de recommandation adressées l'ont été à des assujettis ayant des activités non financières, en particulier les commerçants d'objets de grande valeur. La répartition de ces recommandations se détaille comme suit :

The majority of the letters of recommendation were sent to parties engaged in non-financial activities, and in particular dealers in items of high value. These recommendations break down as follows:

	Lettre de recommandation adressées <i>Letters of recommendation sent</i>	2 ^e versions reçues <i>2nd versions received</i>
Yachts / <i>Yacht dealers</i>	8	5
Automobiles / <i>Car dealers</i>	0	
Avions / <i>Aircraft dealers</i>	1	
Bijoutiers/horlogers / <i>Jewellers/Watchmakers</i>	9	5
Ventes aux enchères / <i>Auction houses</i>	3	2
Antiquaires / <i>Antiques dealers</i>	3	1
Autres / <i>Others</i>	1	
Total / <i>Total</i>	25	13

En termes de recommandations émises, les principaux sujets récurrents portaient sur :

- Le détail des documents nécessaires à la corroboration de l'arrière-plan économique de la clientèle ;
- L'obligation d'un examen spécifique pour l'entrée en relation avec des Personnes Politiquement exposées, et les méthodes pour les détecter ;
- Le cas échéant, la mise en oeuvre d'un dispositif d'alerte au sein des établissements assujettis ;
- L'obligation d'adresser des compléments d'information suite à l'émission d'une déclaration de soupçon.

1.2 Les questionnaires

Les professionnels assujettis remplissent annuellement des questionnaires prévus par l'Arrêté Ministériel n° 2012-724 du 17 décembre 2012. Ils portent, notamment, sur l'activité, les procédures internes, la formation, l'approche par les risques, le système de surveillance des opérations atypiques, les problématiques liées au gel d'avoirs et les statistiques concernant l'année civile écoulée.

Ces informations permettent une meilleure connaissance de l'activité du professionnel, de son organisation et de son mode de fonctionnement sur l'année écoulée. Elles constituent une source de renseignements utile qui contribue au suivi de l'entité concernée, des éventuelles évolutions de son activité, des services proposés ou encore de sa clientèle. Grâce aux informations et données statistiques qu'il contient, ce questionnaire permet de maintenir un

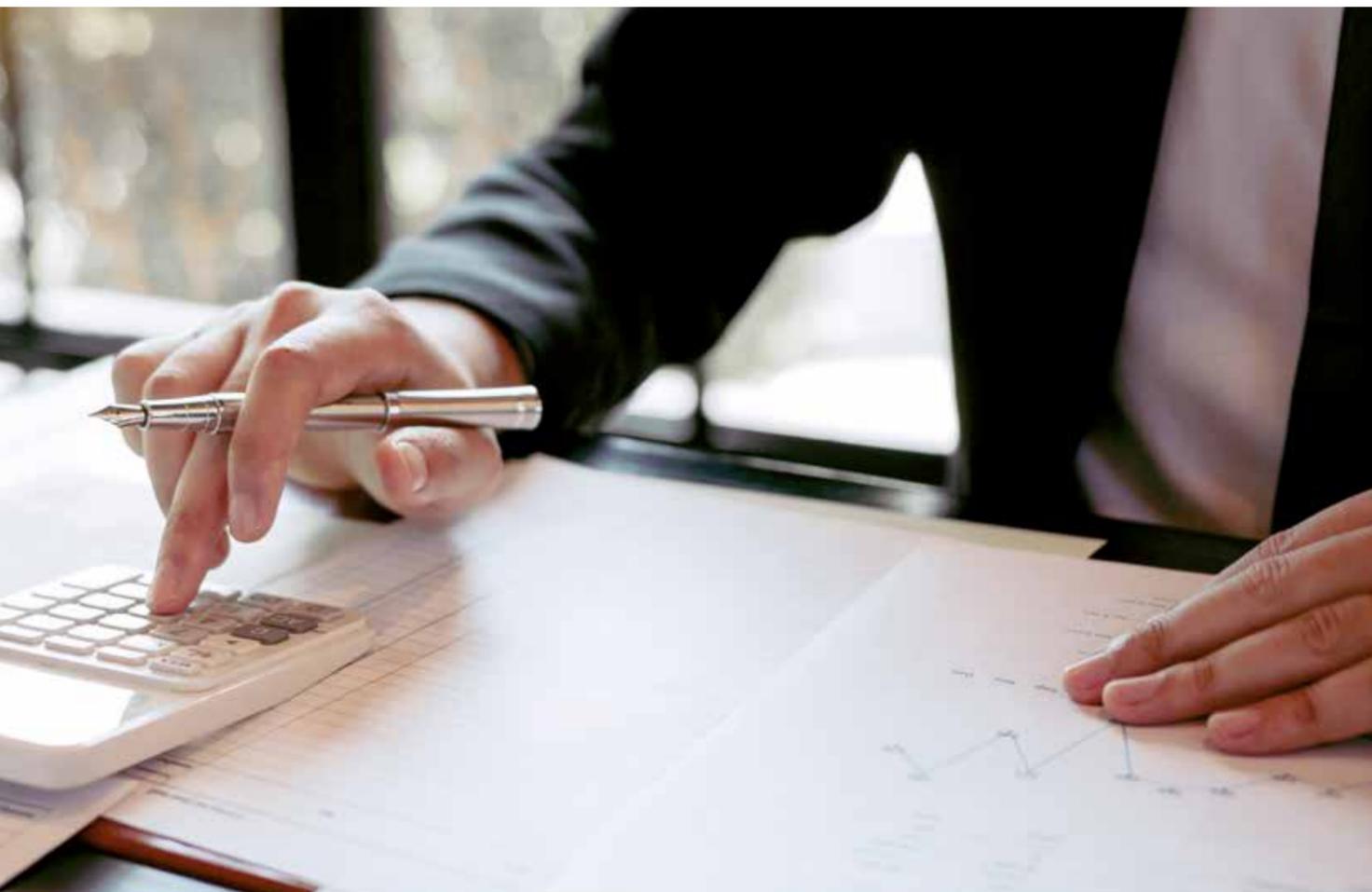
In terms of the recommendations made, the main recurring themes were:

- *The details of the supporting documents needed to substantiate the customer's financial background check;*
- *The obligation to conduct specific checks when entering into new business relationships with Politically Exposed Persons, and the methods for detecting them;*
- *Where applicable, the adoption of an alert system at organisations subject to AML/CFT legislation;*
- *The obligation to submit supplementary information after a suspicious transaction or activity report is made.*

1.2 Questionnaires

Professionals who fall within the scope of the legislation complete an annual questionnaire pursuant to Ministerial Order no. 2012-274 of 17 December 2012. These questionnaires cover subjects such as business activity, internal procedures, training, the risk-based approach, the atypical transaction monitoring system, issues to do with asset freezing, and statistics for the past calendar year.

This information is used to gain a better understanding of the professional's activity during the year, as well as their organisation and operating procedures. The questionnaires are a valuable source of information, which helps with monitoring the entity concerned, and making changes to its activity, services or clientele where appropriate. Thanks to the informa-



lien entre les professionnels et le régulateur entre deux périodes de contrôle sur place et permet enfin au Service d'établir le programme annuel des visites de contrôle sur place, en les priorisant selon un principe d'approche par les risques.

En 2020, des questionnaires dédiés ont été préparés et remplis par les professionnels suivants : banques, sociétés de gestion, assureurs, changeurs manuels, CSP, conseils juridiques, agents immobiliers, yachting et commerçants d'objets de grande valeur.

D'une manière générale, la diffusion de ces questionnaires, et le suivi qui en découle, contribuent au maintien d'une vigilance préventive constante. Au cours de l'année 2020, 205 questionnaires ont ainsi été renseignés et adressés au SICCFIN, contre 228 en 2019.

Cette légère baisse (-10%), qui suit celle plus importante enregistrée en 2019, s'explique par le fait qu'il a été décidé de responsabiliser les professionnels et de ne plus adresser à partir de 2019 de courrier demandant aux établissements de remplir leur questionnaire annuel. Cette politique, qui vise à laisser aux assujettis l'autonomie de répondre à leurs obligations, n'a pas été amendée en 2020 car ceux-ci ont été sollicités pour remplir prioritairement les questionnaires dédiés à la deuxième ENR.

tion and statistical data they contain, the questionnaires help to maintain a link between professionals and the regulator between on-site inspections, while enabling SICCFIN to establish the annual calendar of on-site inspections, prioritising them by risk level.

In 2020, dedicated questionnaires were prepared and completed by the following professionals: banks, management companies, insurers, bureaux de change, CSPs, legal counsels, estate agents, yachting professionals, and dealers in items of high value.

Generally, the sending of these questionnaires and the resulting monitoring contribute to maintaining constant preventive vigilance. Over the course of 2020, a total of 205 questionnaires were completed and sent to SICCFIN, compared with 228 in 2019.

This slight fall (of 10%), which follows a larger fall in 2019, is due to an active decision by SICCFIN in 2019 to stop sending out reminders inviting entities to complete their annual questionnaire. This policy, designed to give professionals subject to AML/CFT legislation greater responsibility for meeting their own obligations, was not amended in 2020, as the professionals concerned were asked primarily to complete questionnaires for the second National Risk Assessment.

La répartition des questionnaires reçus se détaille comme suit :

Questionnaires received break down as follows:

Professionnels concernés <i>Professionals concerned</i>	2019	2020
Professions Financières <i>Financial professions</i>		
Banques et institutions financières <i>Banks and financial institutions</i>	33	29
Sociétés de gestion de portefeuilles <i>Portfolio management companies</i>	41	34
Courtiers en Assurance Vie <i>Life insurance brokers</i>	7	5
Changeurs Manuels <i>Bureaux de change</i>	2	2
Concessionnaire de prêts sur gage <i>Pawnbrokers</i>	1	0
Sous-total / Sub-total	84	70
Professions non financières <i>Non-financial professions</i>		
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	34	30
Conseils Juridiques <i>Legal consultants</i>	21	21
Agents Immobiliers <i>Estate agents</i>	63	62
Autres Commerçants d'Objets de Grande Valeur <i>Other dealers in items of high valuer</i>	17	8
Marchands de biens <i>Property trader</i>		1
Yachting / Yacht dealers	8	10
Multi Family Office <i>Multi family offices</i>	1	3
Sous-total / Sub-total	144	135
Total / Total	228	205

On peut relever que, si la plupart des professions ont adressé un nombre équivalent de questionnaires, 3 d'entre elles expliquent la baisse d'ensemble du nombre reçu :

- Les sociétés de gestion de portefeuille (-7 soit une diminution de 17%) ;
- Les C.S.P. (-4 soit une diminution de 12%) ;
- Les commerçants d'objets de grande valeur (-9 soit une diminution de 53%).

Un projet de refonte des questionnaires annuels est actuellement en cours de discussion.

While most professions submitted an equivalent number of questionnaires, three account for the fall in the overall number received:

- *Portfolio management companies (-7, a fall of 17%);*
- *C.S.P.s (-4, a fall of 12%);*
- *Dealers in items of high value (-9, a fall of 53%).*

A draft revision of these annual questionnaires is currently under discussion.

1.3 Les rapports annuels

Parmi les obligations mises à la charge des professionnels par la Loi n° 1.362 et l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 modifiées figurent :

- L'établissement d'un rapport d'activité annuel par le professionnel ou le responsable LCB/FT-C désigné, conformément à l'article 33 de la Loi n° 1.362, modifiée ;
- La rédaction par un expert-comptable ou un comptable agréé, inscrit au tableau de l'Ordre, d'un rapport annuel d'évaluation du dispositif LCB/FT-C, conformément à l'article 59 de la Loi n° 1.362, modifiée.

Le contrôle sur pièces de ces rapports permet d'assurer un suivi continu des établissements, notamment dans l'attente des contrôles périodiques sur place. Comme pour les questionnaires annuels, l'analyse de ces documents se révèle être une aide utile pour connaître l'évolution des établissements de la place et adapter le programme des visites sur place en conséquence.

L'évolution des rapports annuels reçus entre 2019 et 2020 s'établit comme suit :

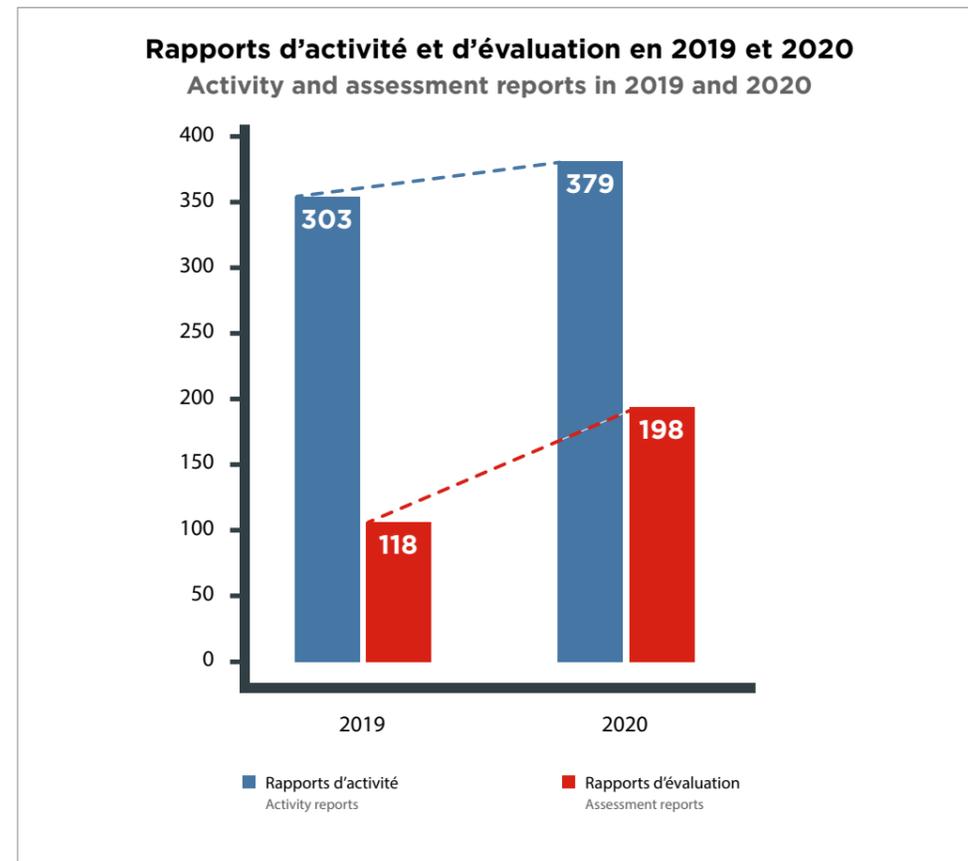
1.3 Annual reports

The obligations imposed on professionals by Act no. 1,362 and Sovereign Ordinance no. 2,318 (as amended) include:

- The production of an annual activity report by the professional or the designated AML/CTF officer, in accordance with Article 33 of Act no. 1,362 (as amended);
- The drafting of an annual AML/CTF assessment report by a certified public or authorised accountant, who is a member of the Monaco Association of Chartered Accountants, in accordance with Article 59 of Act no. 1,362 (amended).

Desk audits of these reports provide continuous monitoring of entities, particularly while periodic on-site monitoring is pending. As with the annual questionnaires, analysing these documents is a useful aid in understanding the development of entities in the Monaco financial sector and adapting the calendar of on-site inspections accordingly.

Annual reports received between 2019 and 2020 were as follows:

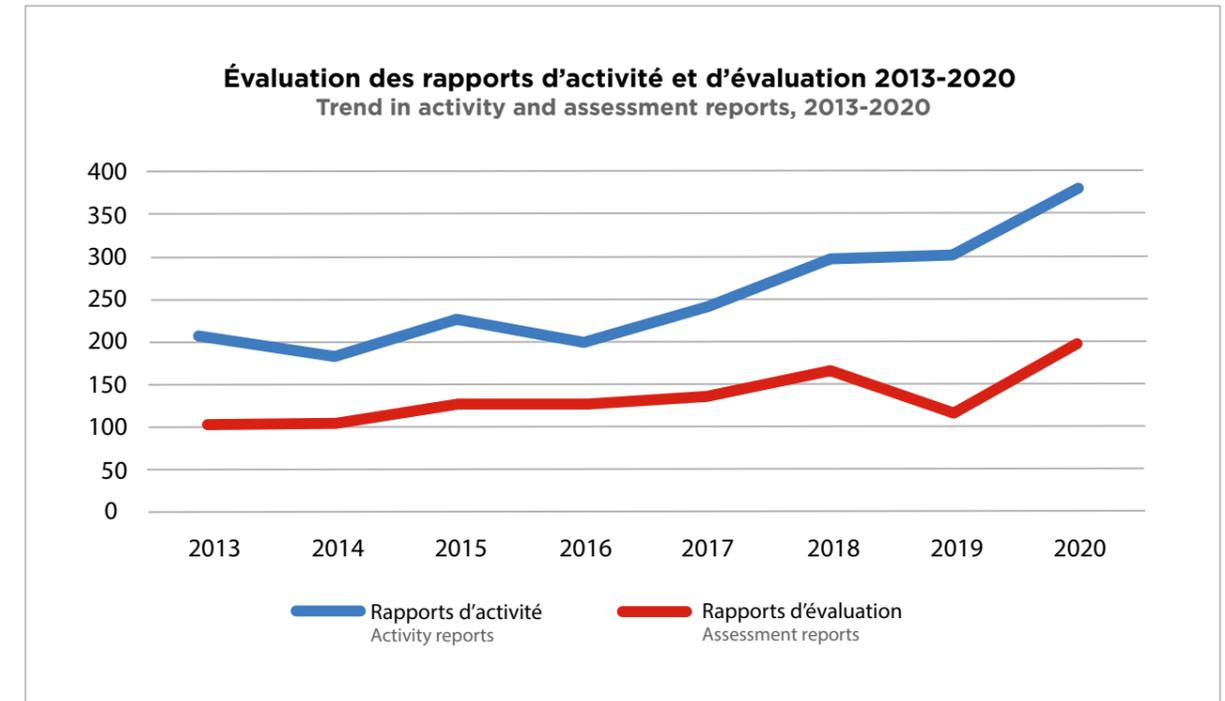


On peut relever que les rapports d'activité et d'évaluation suivent la même pente, soit une progression très marquée, entre 2019 et 2020.

Après un exercice 2019 qui avait été marqué par un fort décrochage des rapports d'évaluation reçus, l'évolution de ces pièces ainsi que des rapports d'activité reprend donc la progression régulière initiée en 2016.

The numbers of both activity and assessment reports increased sharply between 2019 and 2020.

Whereas 2019 had seen a marked decline in the number of assessment reports received, both these and activity reports have now resumed the steady upward trend that began in 2016.



1.3.1 Les rapports annuels d'activité

Le nombre de rapports d'activité reçus par le SICCFIN sur 2020 est en hausse de 25% (379 contre 302 en 2019) après une forte progression de près de 50% sur 2 ans entre 2016 et 2018, puis une stagnation en 2019. Celle-ci se détaille par profession comme suit sur les derniers exercices :

1.3.1 Annual activity reports

The number of activity reports received by SICCFIN in 2020 rose by 25% (to 379, up from 302 in 2019) having increased significantly by almost 50% over the two years between 2016 and 2018, and remained stable in 2019. This increase breaks down by profession as follows, over recent years:

Rapports d'activité (art. 33 de la loi n° 1.362) Activity reports (Article 33 of Act no. 1,362)				
Professionnels concernés Professionals concerned	2017	2018	2019	2020
Professions Financières Financial Professions				
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	29	27	24	28
Société de Gestion de Portefeuilles Portfolio management companies	36	32	40	43
Courtiers en Assurance Vie Life insurance brokers	2	4	3	4
Changeurs Manuels Bureaux de change	1	1	1	1
Concessionnaire de prêts sur gages Pawnbrokers	-	-	1	-
Commissionnaires du concessionnaire de prêts sur gages Pawnbrokers' agents	1	3	0	2
Sous-total / Sub-total	69	67	69	78
Professions non financières Non-financial professions				
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) C.S.P.s (Company Service Providers)	33	38	26	32
Agents Immobiliers Estate agents	54	68	64	70
Conseils Juridiques Legal consultants	15	13	18	25
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in items of high value	2	9	10	7
Antiquaires Antiques dealers	7	6	9	6
Concessionnaires automobiles Car dealers	3	3	1	6
Maisons de ventes aux enchères Auction houses	1	5	2	7
Vendeurs d'aéronefs Aircraft dealers	2	8	8	6
Yachting / Yacht dealers	18	31	41	44

(SUITE / FOLLOWING)

Rapports d'activité (art. 33 de la loi n° 1.362) Activity reports (Article 33 of Act no. 1,362)				
Professionnels concernés Professionals concerned	2017	2018	2019	2020
Professions non financières Non-financial professions				
Bijoutiers / Jewellers	24	24	30	33
Experts Comptables/CAC Certified public accountants /statutory auditors	5	10	7	9
Trustees	-	1	1	2
Marchands de biens Property traders	8	13	12	33
Agents sportifs Sports agents	-	-	1	12
Multi Family Office Multi family offices	-	2	3	8
Maison de jeux Gaming houses	-	-	1	1
Sous-total / Sub-total	172	231	234	301
Total / Total	241	298	303	379

Peu de professions enregistrent une évolution importante du nombre de rapports adressés, mais l'évolution du nombre de rapports reçus est très largement imputable au secteur non financier (88% de la hausse soit +67 rapports reçus).

Few professions submitted a significantly higher number of reports this year, and the non-financial sector accounts for the vast majority of the overall increase in the number of reports received (88% of the increase, with an extra 67 reports).

On peut cependant relever une augmentation significative sur les marchands de biens (+21 rapports reçus, soit +175%), qui s'explique essentiellement par l'envoi de rapports d'activités par des établissements de création relativement récente.

However, there was a substantial rise in the number of reports received from property traders (+21, an increase of +175%). This is essentially due to the number of activity reports sent by relatively new entities.

Une autre évolution importante est enregistrée sur les agents sportifs (+11 soit +1100%) qui commencent à se sensibiliser aux obligations spécifiques à leur profession.

Another important rise in reports submitted was to be found among sports agents (+11, an increase of 1,100%), who are starting to become more aware of the obligations specific to their profession.

Par ailleurs, le nouveau système de contrôle des pièces reçues des établissements assujettis a permis de mettre en évidence que la comparaison par année de réception pouvait masquer le fait que, certains établissements adressent leur rapport d'activité annuel avec un décalage. Ainsi, sur les 379 rapports reçus en 2020, 18% correspondaient à des exercices antérieurs, essentiellement 2018 :

In addition, under the new system of desk audits of documents received from entities subject to AML/CFT legislation, it has become clear that comparisons based on the year in which documents are received can mask the fact that some entities send their annual activity reports earlier or later. Of the 379 reports received in 2020, some 18% covered previous years, in most cases 2018:

Rapports d'activité reçus en 2020 / Activity reports received in 2020

Exercice Year	En nombre Number	En % As a %
2017	2	1%
2018	66	17%
2019	311	82%
Total / Total	379	100%

Le même phénomène avait pu être observé en 2019 où 15% des rapports d'activités reçus correspon-
daient à des exercices antérieurs.

The same phenomenon was observed in 2019, when 15% of the activity reports received actually covered earlier years.

Par ailleurs, un certain nombre de rapports reçus (30, contre 24 en 2019) correspondent à des doublons : l'établissement adresse au cours de l'exercice son rapport d'activité et, plus tard dans la même année (voire sur l'exercice suivant), l'expert-comptable ou le comptable agréé qu'il a désigné à cet effet adresse de nouveau ce document en même temps que le rapport d'évaluation visé à l'article 59 de la Loi n° 1362 modifiée.

In addition, a number of reports received (30, compared with 24 in 2019) are actually duplicates: the entity sends its activity report during the year, and its certified public or approved accountant submits the same document later the same year (or even the following year), along with the assessment report referenced in Article 59 of Act no. 1,362 (as amended).



Sur 2020, l'analyse des procédures reçues a conduit à l'émission de 61 lettres de recommandation (soit 18% du nombre total de documents reçus en première version), qui ont entraîné l'envoi de 8 versions modifiées par les professionnels. Ces courriers se répartissent comme suit par profession :

Over the course of 2020, an analysis of procedures received led to 61 letters of recommendation being issued (i.e. 18% of the total number of "first version" documents received). These resulted in SICCFIN receiving eight updated versions from professionals. These letters break down as follows, by profession:

Rapports d'activité (art. 33 de la loi n° 1.362) Activity reports (Article 33 of Act no. 1,362)	Lettres de recommandation adressées Letters of recommendation sent	2° version reçues 2nd versions received
Professions Financières / Financial Professions		
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	1	1
Société de Gestion de Portefeuilles Portfolio management companies	10	1
Courtiers en Assurance Vie / Life insurance brokers	0	0
Changeurs Manuels / Bureaux de change	0	0
Concessionnaire de prêts sur gages Pawnbrokers	0	0
Commissionnaires du concessionnaire de prêts sur gages Pawnbrokers' agents	0	0
Sous-total / Sub-total	11	2

(SUITE / FOLLOWING)

Rapports d'activité (art. 33 de la loi n° 1.362) Activity reports (Article 33 of Act no. 1,362)	Lettres adressées de recommandation Letters of recommendation sent	2° version reçues 2nd versions received
Professions non financières Non-financial professions		
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) C.S.P.s (Company Service Providers)	6	4
Agents Immobiliers / Estate agents	25	1
Conseils Juridiques / Legal consultants	1	0
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in items of high value	2	0
Antiquaires / Antiques dealers	0	0
Concessionnaires automobiles / Car dealers	0	0
Maisons de ventes aux enchères / Auction houses	2	0
Vendeurs d'aéronefs / Aircraft dealers	0	0
Yachting / 50 Bijoutiers / Yacht dealers / 50 Jewellers	7	0
Experts Comptables/CAC / Certified public accountants/statutory auditors	0	0
Trustees	0	0
Marchands de biens / Property traders	5	1
Agents sportifs / Sports agents	1	0
Multi Family Office / Multi family offices	1	0
Maison de jeux / Gaming houses	0	0
Sous-total / Sub-total	55	6
Total	66	8

On peut constater que 2 professions représentent la majeure partie des lettres de recommandation adressées en 2020 :

Two professions account for the majority of the letters of recommendation sent in 2020:

- Les agents immobiliers (25 lettres, soit 41% du total adressé et 35% des rapports d'activité établis par la profession),
- Les sociétés de gestion de portefeuille (10 lettres soit 16% du total adressé et 23% des rapports d'activité établis par la profession).

• Estate agents (25 letters, i.e. 41% of the total sent and 35% of the activity reports produced by the profession),

• Portfolio management companies (10 letters, i.e. 16% of the total sent and 23% of the activity reports produced by the profession).

Les informations manquantes qui ont motivé l'envoi de ces lettres relèvent souvent de l'absence de jugement émis par le professionnel sur l'adéquation de son organisation administrative et celle des contrôles internes mis en oeuvre.

In many cases, these letters were sent because the professional had failed to make a judgment on the adequacy of their administrative organisation and the internal audits conducted.



1.3.2 Les rapports annuels d'évaluation

L'évolution des rapports annuels d'évaluation se traduit par une augmentation très marquée (+68%) qui a suivi une diminution très forte (- 29 %) entre 2018 et 2019. Le total des rapports d'évaluation atteint même son plus haut point avec près de 200 rapports reçus.

En préambule à l'analyse de ces données, il convient de rappeler que tous les établissements assujettis ne sont pas soumis à cette obligation, notamment si leur chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 400.000 euros et s'ils ont moins de 3 salariés*. Sont également dispensées de cette obligation les professions financières. Il est donc difficile de relier l'évolution des rapports d'analyse à celle des rapports d'activité, même si elles semblent parfaitement corrélées en 2020.

Cette évolution se détaille par profession comme suit sur les derniers exercices :

1.3.2 Annual assessment reports

There was a sharp rise (of 68%) in the number of annual assessment reports, which followed a clear fall (of 29%) between 2018 and 2019. The total number of assessment reports actually reached a new record high with almost 200 reports received.

As a preamble to the analysis of these data, it is worth keeping in mind that not all institutions subject to AML/CFT legislation are obligated to submit such reports, particularly if their annual revenue does not exceed 400,000 euros and if they have fewer than three employees. The financial professions are also exempt from this requirement. It is therefore difficult to draw any connection between the trend in the number of assessment reports and that of activity reports, although they appear to be perfectly correlated in 2020.

This trend breaks down by profession as follows, over recent years:

Rapports d'évaluation (art.59) de la loi n°1.362 / Assessment reports (Article 59 of Act no. 1,362)

Professions Financières <i>Financial Professions</i>	2017	2018	2019	2020
Banques et institutions financières <i>Banks and financial institutions</i>	n/a	n/a	n/a	n/a
Sociétés de gestion de portefeuilles <i>Portfolio management companies</i>	n/a	n/a	n/a	n/a
Courtiers en Assurance Vie <i>Life insurance brokers</i>	1	1	1	1
Changeurs Manuels <i>Bureaux de change</i>	2		2	
Concessionnaire de prêts sur gage <i>Pawnbrokers</i>	n/a	n/a		
Commissionnaires du concessionnaire de prêts sur gage <i>Pawnbrokers' agents</i>	-	1		2
Sous-total / Sub-total	3	2	3	3
Professions non financières <i>Non-financial professions</i>				
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	25	33	12	14
Agents Immobiliers <i>Estate agents</i>	42	43	29	46
Conseils Juridiques <i>Legal consultants</i>	9	9	10	12
Commerçants d'objets de grande valeur <i>Dealers in items of high value</i>	3	6	5	6
Antiquaires / Antiques dealers	4	8	5	5
Concessionnaires automobiles <i>Car dealers</i>	2	6	2	8
Maisons de ventes aux enchères <i>Auction houses</i>	3	3	4	5
Valeurs d'aéronefs <i>Aircraft dealers</i>	2	7	5	6
Yachting / Yacht dealers	18	19	22	39
Bijoutiers / Jewellers	21	21	15	22
Experts Comptables/CAC <i>Certified public accountants /statutory auditors</i>	-			
Trustees	-			
Marchands de biens <i>Property traders</i>	6	9	5	19
Agents sportifs <i>Sports agents</i>				7
Multi Family Office <i>Multi family offices</i>		1	1	6
Maisons de jeux <i>Gaming houses</i>				
Sous-total / Sub-total	135	165	115	195
Total / Total	138	167	118	198

* Cf. article 64 de l'O.S. n° 2.318, modifiée / Cf. article 64 de l'O.S. n° 2.318, modifiée

La majeure partie de l'évolution enregistrée en 2019 correspond essentiellement et pour près des trois quarts à 3 professions : les agents immobiliers (+17 soit +59%), les yachting (+17 soit +77%) et les marchands de biens (+16 soit +320%).

L'évolution des agents immobiliers découle d'un décalage, déjà évoqué dans le rapport d'activité de 2019 : ceux-ci ont adressé début 2020 un nombre important de rapports correspondant à l'exercice 2018 (12) qui auraient dû être reçus sur 2019.

S'agissant des marchands de biens et des sociétés de yachting, il s'agit surtout de nouveaux établissements qui ont adressé leur rapport d'évaluation pour la première fois en 2020.

2. Le contrôle sur place

2.1 Les contrôles effectués en 2020

Les contrôles réalisés par les agents du SICCFIN sur site viennent renforcer les contrôles sur pièces. Ils ont pour objectif de vérifier l'adéquation du dispositif LCB/FT-C avec les obligations légales et réglementaires auxquelles le professionnel est tenu. Ils permettent des investigations plus approfondies, les contrôleurs étant autorisés à se faire communiquer tous documents utiles à cet effet conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi n°1.362 modifiée, grâce à l'examen d'un échantillonnage de dossiers clients et d'opérations, en fonction de l'activité spécifique du professionnel concerné.

Ce contrôle de conformité porte sur l'analyse formelle des procédures internes LCB/FT-C rédigées par le professionnel, mais également et surtout sur l'effectivité de leur mise en oeuvre.

Afin de rationaliser le suivi des contrôles sur place et des suites qui leur sont données (avant-projets de rapports, entretiens, etc.), un Groupe de Travail « Supervision » (GTS) a été créé en septembre 2017. Ce Groupe de travail qui réunit l'ensemble des agents chargés de la supervision se réunit de manière régulière et permet d'échanger sur les contrôles, d'homogénéiser les approches et de mettre à jour la méthodologie de travail. En 2020, il s'est réuni 29 fois contre 18 fois en 2019. Cette inflation du nombre de réunion s'explique par le fait que le GTS s'est réuni en ligne de manière très régulière (en général une fois par semaine) pendant toute la période de confinement.

Three professions in particular account for almost three-quarters of the rise in the number of assessment reports submitted in 2019. These are estate agents (+17, a rise of 59%), yacht dealers (+17, a rise of 77%), and property traders (+16, a rise of 320%).

The higher figure for estate agents is, as previously mentioned in SICCFIN's 2019 activity report, due to the fact that these professionals submitted a large number of reports covering the year 2018 (12), which should in fact have been received in 2019.

The higher figure for property traders and yacht dealers is due to the fact that many of these are newly created establishments, which sent their first assessment report in 2020.

2. On-site inspections

2.1 Inspections conducted in 2020

SICCFIN officers carry out on-site monitoring inspections to support their desk audit work. The purpose of these inspections is to check that the professional's AML/CFT measures are in line with the legal and regulatory obligations by which it is bound. They pave the way for more in-depth investigations, with inspectors authorised to obtain any documents they might deem useful for this purpose, pursuant to the provisions of Article 54 of Act no. 1,362, amended, by examining a sample of customer files and transactions, depending on the specific activity of the professional concerned.

The inspection looks at the formal compliance of the internal procedures drafted by the professional and seeks to ensure that these procedures are implemented effectively.

In order to streamline monitoring of on-site inspections and the subsequent actions taken (preliminary draft reports, interviews, etc.), a "Supervisory" Working Group (SWG) was created in September 2017. This Working Group, which brings together all of the supervisory officers, meets regularly and allows its members to discuss inspections, coordinate their approaches and update working methods. It met 29 times in 2020, compared with 18 times in 2019. The higher number of meetings is explained by the fact that the SWG met online very regularly (usually once a week) throughout the lockdown period.



Ce Groupe permet également d'échanger et de réfléchir sur des questions de fond et d'animer l'interaction avec les autres pôles du Service, qu'elles soient générales (interprétation de la législation) ou ciblées sur des problématiques spécifiques à certaines professions.

Le déroulement d'une mission de contrôle est encadré par les dispositions des articles 37, 37-1, 37-2 et 38 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiée. Ces dispositions prévoient, notamment, que, à l'issue de la mission, un projet de rapport de mission est adressé au professionnel afin de répertorier les constats faits par les contrôleurs. Il peut faire l'objet d'observations et contestations de la part du professionnel.

Au cours de l'année 2020, le SICCFIN a effectué 22 missions de contrôle sur place, pour 43 missions en 2019, 26 missions en 2018 et 61 en 2017. Cette décade du nombre de missions sur place découle des perturbations du calendrier de contrôle sur place, notamment pendant la période mars-juin, puis la difficulté de reprise des missions, lesquelles ont été largement perturbées par des conditions matérielles délicates. Ainsi, plusieurs missions ont été interrompues du fait de cas de Covid ou de cas contacts dans les établissements contrôlés et au sein du personnel de contrôle, et de l'allongement de durée des missions en dépit de la mise en oeuvre de modalités de contrôle à distance. Il a également été retenu de privilégier autant que possible les missions de contrôle bancaires (qui durent en général 4 à 6 semaines) au détriment de missions auprès de professions non financières qui sont beaucoup plus courtes.

Ce chiffre de 22 missions comprend des visites sur place dans 6 banques, 2 sociétés de gestion de portefeuilles, 2 sociétés d'assurance, 1 concessionnaire de prêt sur gages, 5 CSP, 4 agents immobiliers, 1 multi-family office, 1 huissier et un notaire

This Group also provides a forum for discussing substantive issues and coordinating interactions with SICCFIN's other teams. These issues may be of a general nature (interpreting legislation) or specific to certain professions.

Inspections are carried out in accordance with the provisions of Articles 37, 37-1, 37-2 and 38 of Sovereign Ordinance no. 2,318 (as amended). Among other things, these state that the professional must receive a draft inspection report once the process has been completed, to see the observations made by the inspectors. The professional may make their own observations and challenge the findings.

In 2020, SICCFIN conducted a total of 22 on-site inspections, compared with 43 in 2019, 26 in 2018 and 61 in 2017. The lower number in 2020 was the result of disruption to the schedule of on-site inspections, particularly between March and June, and later problems with resuming inspections, which were heavily disrupted by the difficult material conditions. A number of inspections were interrupted owing to members of inspection teams or individuals at the organisations under inspection either testing positive for Covid, or having been in contact with an individual having tested positive. This resulted in inspections taking extended periods of time to complete, despite the use of remote inspection methods. A decision was also made to concentrate on banking inspections (which usually take between four and six weeks) where possible, rather than on inspections of non-financial professions which are much shorter in duration.

The figure of 22 inspections includes on-site visits to six banks, two portfolio management companies, two insurance companies, one pawnbroker, five CSPs, four estate agents, one multi family office, one process server, and one notary (for the purpose of providing assistance to the Public

(dans le cadre de l'assistance au Parquet Général qui a la charge de la supervision des activités visées à l'article 2 de la Loi n° 1.362, modifiée).

Prosecution Department, responsible for supervising the activities specified by Article 2 of Act no. 1,362, amended).

L'évolution des contrôles sur place sur les derniers exercices se traduit comme suit :

The numbers of on-site inspections conducted in recent years is as follows:

Professionnels concernés <i>Professionals concerned</i>	2018	2019	2020*
Professions Financières <i>Financial Professions</i>			
Banques et institutions financières <i>Banks and financial institutions</i>	4	8	6
Sociétés de gestion de portefeuilles <i>Portfolio management companies</i>	7	8	2
Courtiers en Assurance Vie <i>Life insurance brokers</i>	-	-	2
Bureaux de change <i>Bureaux de change</i>			
Concessionnaire de prêts sur gage <i>Pawnbrokers</i>	-	-	1
Sous-total / Sub-total	11	16	10
Professions non financières <i>Non-financial professions</i>			
C.S.P. (Sociétés de gestion de sociétés étrangères) <i>C.S.P.s (Company Service Providers)</i>	5	12	5
Conseils Juridiques <i>Legal consultants</i>			
Agents Immobiliers <i>Estate agents</i>	4	9	4
Trustees	-	-	
Experts Comptables <i>Certified public accountants</i>	1	2	
Maisons de Jeux <i>Gaming houses</i>			
Bijoutiers / Jewellers	3		
Yachting / Yacht dealers			
Commerçants d'objets de grande valeur <i>Dealers in items of high value</i>			
Antiquaires / Antiques dealers			
Transmetteurs de Fonds <i>Money remitters</i>	-	-	
Ventes aux enchères <i>Auction houses</i>	1	2	
Multi Family Office <i>Multi family offices</i>	1	1	1
Huissier / Process Server			1
Notaire / Notary			1
Avocat / Attorney-at-Law		1	
Sous-total / Sub-total	15	27	12
Total / Total	26	43	22

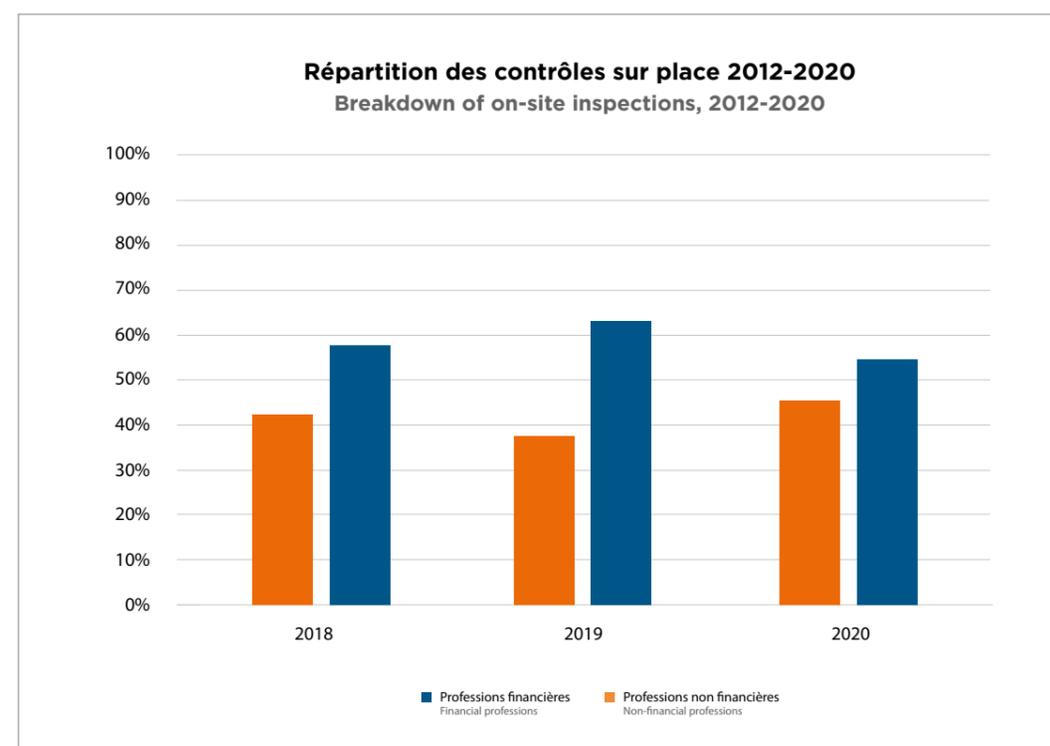
* Année COVID 19
COVID 19 year

Par ailleurs, le choix a été fait de cibler davantage, comme en 2018 et 2019, les professions financières afin de maintenir une répartition des missions de contrôle plus cohérente avec les niveaux de risques LCB/FT-C des différentes professions assujetties, tels qu'estimés lors de la première Évaluation Nationale des Risques (ENR).

Also, as in 2018 and 2019, a deliberate decision was taken to focus on financial professions, with the aim of distributing inspections in a manner more consistent with the AML/CFT risks of the various professions subject to the legislation, as estimated following the first National Risk Assessment (NRA).

On peut ainsi relever que la répartition entre missions relatives à des professions financières (qui sont structurellement plus longues et demandent plus de contrôleurs) et professions non financières s'est maintenue à un niveau de 45% - 55%.

The division between inspections of financial professionals (which are structurally longer and require more inspectors) and non-financial professions remained at around 45-55%.



L'objectif pour l'année 2021 vise à mieux maîtriser les conditions de contrôle à distance, d'améliorer si les conditions sanitaires le permettent le nombre de missions effectuées sur place, de poursuivre la coopération avec le Parquet Général et de mettre à jour les critères de choix des établissements à contrôler, sur la base des conclusions de la seconde ENR, achevée sur le 1^{er} semestre 2021.

The aim for 2021 is to improve the arrangements for conducting inspections remotely, increase the number of on-site inspections if health conditions permit, continue to cooperate with the Public Prosecution Department, and update the criteria for selecting establishments to be inspected, based on the findings of the second NRA, which was completed over the first half of 2021.

En termes de constats, les principaux sujets relevés sur 2020 ont été les suivants :

The main findings in 2020 were as follows:

- Les procédures internes adoptées par les assujettis sont le plus souvent de qualité, ne nécessi-

Internal procedures adopted by entities are often of high quality, requiring only minor adjustments. Nonetheless, there remains a tendency to draft

tant que des modifications mineures. Néanmoins, il existe une tendance à rédiger des procédures non opérationnelles, en décalage avec les activités de l'assujetti concerné ;

- La qualité de l'identification des clients est en hausse même si le respect de l'obligation de mise à jour des dossiers est plus fragile ;
- L'obligation d'évaluation des risques (au sens de l'article 3 de la Loi n° 1.362, modifié) est mise en oeuvre de manière très inégale par les assujettis ; il est à noter que cette obligation semble enregistrer des progrès par rapport à 2019 ;
- Les outils de surveillance des opérations utilisés par les assujettis sont souvent inadaptés à leur profil de risque ;
- Le recours à l'examen particulier d'une opération est sous exploité alors que cette pratique doit permettre de clarifier certaines opérations en faisant apparaître leur réalité économique.

non-operational procedures that are not entirely adapted to the activities of the entity concerned;

- *The quality of customer identification is rising, although compliance with the obligation to update files is somewhat weaker;*
- *There are significant disparities in compliance with the obligation to assess risks (as defined by Article 3 of Act no. 1,362, amended) by different professionals, although there appears to have been some improvement in this area since 2019;*
- *The transaction monitoring tools used by professionals are often unsuited to their risk profile;*
- *Specific examinations of individual transactions are not used often enough, despite this practice being intended to clarify certain transactions by identifying their economic reality.*

2.2 Post on-site inspection actions

In 2020, as in 2019, particular attention was paid to the continuous stream of documents issued, based on the on-site inspections carried out. Despite the lockdown, during which it was virtually impossible to send reports (which have to be sent by post), a total of 29 preliminary draft reports (the same number as in 2019), 31 draft reports (the same number as in 2019), 28 final reports (41 in 2019), and 26 follow-up letters (50 in 2019) were sent.

As regards the time frame for issuing reports, as of 31 December 2020, at least the preliminary draft report had been issued for 14 of the 22 inspections carried out that year. The eight inspections for which reports had not been issued were all carried out at the end of the year, and these documents were sent out during the first quarter of 2021.

The average time for sending preliminary draft reports after the inspection end date, which had been reduced to 58 days in 2019, rose to 73 days. This is mainly due to the Covid-19 lockdown (during which reports could be prepared, but not signed and sent).

2.2 Les suites des contrôles sur place*

En 2020, comme en 2019, une attention particulière a été portée à l'émission continue des documents issus des contrôles sur place effectués. Malgré la période de confinement, lors de laquelle il a été pratiquement impossible d'adresser des rapports, qui doivent être impérativement en mode postal, 29 avant-projets (autant qu'en 2019), 31 projets de rapports (autant qu'en 2019), 28 rapports définitifs (41 en 2019) ainsi que 26 lettres de suite (50 en 2019) ont été adressés.

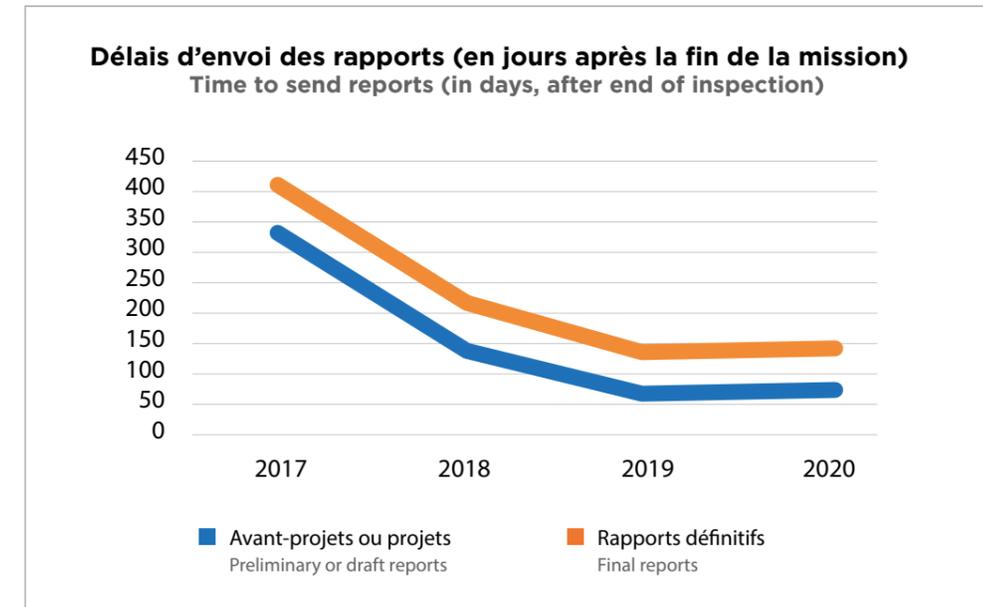
En ce qui concerne le délai d'émission des rapports, au 31 décembre 2020, pour 14 missions menées au cours de l'exercice (sur 22) au moins l'avant-projet avait été émis. Les 8 missions pour lesquelles les rapports n'avaient pas été adressés correspondaient aux missions menées sur la fin de l'année et ces documents ont été émis sur le premier trimestre 2021.

Le délai moyen d'émission des avant-projets, qui avait été réduit à 58 jours en 2019, entre la date de fin de mission et l'envoi est remonté à 73 jours. Cette évolution est largement imputable au confinement occasionné par la Covid 19 (pendant lequel il a été possible de préparer les rapports mais sans qu'ils puissent être signés et envoyés).

* Bien que ce rapport d'activité traite de l'année 2020, à l'heure de sa publication, un accord cadre a été conclu en présence du Conseiller du Gouvernement Jean Castellini, Michel Hunault, Directeur du SICCFIN, Étienne Franzi Président l'AMAF sur les modalités de contrôle par le SICCFIN. Although this activity report bills with the year 2020, at the time of its publication, a framework agreement was concluded, in the presence of the Government Advisor Jean Castellini, Michel Hunault Director of SICCFIN, Étienne Franzi President the AMAF, on the methods of control by SICCFIN.

L'objectif de maintenir la moyenne de ces envois aux alentours de 60 jours n'a pu être atteint, mais ce délai reste contenu par rapport à la période antérieure à 2019. L'évolution du délai d'envoi des avant-projets de rapport de mission a connu l'évolution suivante depuis 2017 :

The target of maintaining an average of 60 days for issuing reports was not met, but the average time remains in check, compared with the period before 2019. The time taken to send preliminary draft reports has evolved in the following way since 2017:



L'envoi du rapport définitif est, en cas de besoin, suivi d'un courrier enjoignant au professionnel de prendre les mesures appropriées pour pallier les éventuelles insuffisances relevées. Le cas échéant, un délai est déterminé. Concrètement, ce courrier reprend les principales recommandations émises en adéquation avec les constatations du rapport. Son envoi ne signifie pas que la procédure est éteinte et n'exclut pas, si des méconnaissances importantes ou des défaillances graves sont constatées, qu'une procédure de sanction administrative puisse être engagée sur le fondement de l'article 65-1 de la Loi n° 1.362, modifiée.

En 2020, 26 lettres de ce type ont été adressées aux assujettis contrôlés.

Les contrôleurs du SICCFIN peuvent également, sur le fondement de l'article 57 de ce dernier texte, assister le Procureur Général, à sa demande, dans le cadre des contrôles que ce dernier peut décider d'effectuer auprès des auxiliaires de justice.

Au cours de l'année 2020 le SICCFIN a ainsi effectué deux missions d'assistance émanant du Parquet Général pour le contrôle d'un huissier et d'un notaire. Ce type de mission est appelé à se répéter en 2021 et dans les années à venir.

Once the final report has been submitted, a follow-up letter may be sent if necessary, instructing the professional to take appropriate measures to rectify the shortcomings identified. If necessary, these must be completed within a prescribed time frame. In concrete terms, this letter reiterates the main recommendations issued in line with the report's observations. This letter does not mean the procedure is over, and does not preclude the possibility of administrative penalty proceedings being launched on the basis of Article 65-1 of Act no. 1,362 (as amended) in the event of a significant lack of awareness or serious failings.

In 2020, 26 of these letters were sent to entities inspected.

SICCFIN inspectors may also, on the basis of Article 57 of Act no. 1,362, assist the Public Prosecutor, on request, as part of inspections that the latter may decide to carry out in relation to judicial officers.

SICCFIN responded to two requests for assistance from the Public Prosecution Department in 2020, to conduct inspections of one process server and one notary. It expects to carry out more interventions of this kind in 2021 and subsequent years.

2.3 Les sanctions administratives

En 2009, puis en 2012, la Loi n° 1362 et son Ordonnance Souveraine d'application ont amélioré et précisé la procédure qui devait être suivie pour prononcer une sanction administrative à l'encontre d'un assujéti. Toutefois, le SICCFIN exerçait le contrôle des organismes et personnes assujétis, rédigeait les rapports de contrôle et décidait de saisir le Ministre d'État pour qu'il prononce une sanction administrative.

Cette procédure pouvait laisser présupposer une insécurité juridique voire le non-respect de certains droits, tel le droit à un procès équitable prévu par l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Des règles pratiques ont été mises en place afin de respecter le principe du contradictoire à tous les stades de la procédure.

En 2018, lors de la transposition de la 4^e Directive européenne anti blanchiment, il a toutefois été décidé de séparer la phase de contrôle assurée par le SICCFIN de la phase d'examen des rapports de contrôle, phase pouvant conduire au prononcé d'une sanction administrative et, à présent, dévolue à la C.E.R.C. (Commission d'Examen des Rapports de Contrôle).

Cette commission a été constituée et ses membres nommés en février 2019. Depuis cette date, le SICCFIN transmet au Ministre d'État l'intégralité des rapports définitifs pour éventuelle saisine de la C.E.R.C.

Sur la base de ces rapports, la C.E.R.C. s'est prononcée en 2019 sur 22 rapports et n'a proposé aucune sanction pour les établissements concernés.

En 2020, la C.E.R.C. a notifié des griefs à 31 établissements (14 agents immobiliers, 4 banques, 1 société de gestion, 1 antiquaire, 2 bijoutiers, 1 conseil juridique, 4 C.S.P., 3 experts comptables et 1 multi-family office).

2.3 Administrative penalties

In 2009, and then in 2012, Act no. 1,362 and its implementing Sovereign Ordinance improved and clarified the procedure to be followed when imposing administrative penalties on parties subject to AML-CFT legislation. However, SICCFIN carried out audits and inspections of entities and individuals subject to the legislation, drafted inspection reports and decided whether cases should be referred to the Minister of State to impose administrative penalties.

It was possible to infer that this procedure entailed a degree of legal uncertainty, or even that certain rights might be breached, such as the right to a fair trial enshrined in Article 6 of the European Convention on Human Rights (ECHR). Real Practical rules had been introduced to ensure that the principle that both sides should be heard is properly respected at all stages of the procedure.

In 2018, when the 4th EU Anti-Money Laundering Directive was transposed, a decision was made to separate the inspection process itself, carried out by SICCFIN, from the examination of inspection reports, this being the stage at which administrative penalties can be imposed and which is currently handled by the Inspection Reports Examination Committee (known by the French acronym C.E.R.C.).

This Committee was set up and its members appointed in February 2019. Since then, SICCFIN has been sending the Minister of State all of the final reports for possible referral to the C.E.R.C.

Based on these reports, the C.E.R.C. gave its formal opinion in 2019 on 22 reports, and proposed no penalties for the establishments concerned.

In 2020, the C.E.R.C. issued complaints to 31 establishments (14 estate agents, four banks, one management company, one antiques dealer, two jewellers, one legal counsel, four CSPs, three certified accountants, and one multi family office).





V. ACTIVITÉ DU PÔLE TRANSVERSAL SUR LES CRYPTO-ACTIFS

ACTIVITY OF THE INTERDEPARTMENTAL UNIT ON CRYPTO ASSETS

1. Des évolutions textuelles significatives

1.1 En droit interne

Si les activités liées aux actifs virtuels demeurent peu développées dans la Principauté de Monaco, l'année 2020 a été marquée par des évolutions textuelles notables.

Sous l'impulsion du Directeur, un « Pôle Crypto » a été créé.

La loi n° 1.491 du 23 juin 2020 encadre désormais les offres de jetons. A ce titre, elle dispose que « la réalisation d'une offre de jetons est subordonnée à l'obtention d'une autorisation administrative préalable revêtant la forme d'un label (article 2 L. n° 1.491) », que « seule une personne morale immatriculée à Monaco peut réaliser une offre de jeton (article 3 L. n° 1.491) » et que « lorsque les jetons présentent les caractéristiques des instruments financiers, l'offre ne peut être réalisée que par une société par actions (article 3 L. n° 1.491) ».

À cet égard, il est procédé à un contrôle a priori et un contrôle a posteriori de la régularité des offres de jetons.

Un contrôle a priori des offres de jetons est effectué dans le cadre de la procédure d'autorisation administrative préalable.

« **Article 2 L. n° 1.491** - La réalisation d'une offre de jetons est subordonnée à l'obtention d'une autorisation administrative préalable revêtant la forme d'un label, dans des conditions précisées par ordonnance souveraine.

L'autorisation est délivrée par le Ministre d'État après avis motivé d'une commission, chargée d'instruire la demande d'autorisation.

La commission, dont la composition et le mode de fonctionnement sont précisés par ordonnance souveraine, est présidée par le Conseiller de Gouvernement-Ministre des Finances et de l'Économie.

1. Significant legislation changes

1.1 In domestic law

While activities involving virtual assets have yet to develop significantly in the Principality of Monaco, 2020 nonetheless saw some important legislative changes in this area.

Under the leadership of the Director, a « Crypto Pole » was created.

Act no. 1.491 of 23 June 2020 now provides a legal framework for security token offerings. Under the Act, "a security token offering may only be conducted with prior authorisation from the administrative authorities in the form of a certification [label]" (Article 2 of Act no. 1.491), "only legal entities registered in Monaco may conduct security token offerings (Article 3 of Act no. 1.491)", and "where tokens present the characteristics of financial instruments, the offering may only be conducted by a company limited by shares (Article 3 of Act no. 1.491)".

Checks are carried out before and after security token offerings, to ensure they are compliant with regulations.

A preliminary check of security token offerings is carried out as part of the procedure for obtaining prior authorisation from the administrative authorities.

« **Article 2 of Act no. 1.491** - A security token offering may only be conducted with prior authorisation from the administrative authorities in the form of a certification [label], subject to conditions laid down by Sovereign Ordinance.

Authorisation is granted by the Minister of State, after a committee tasked with processing the application for authorisation has issued a reasoned opinion.

The committee, the composition and functioning of which is determined by Sovereign Ordinance, is chaired by the Minister of Finance and Economy.

Celle-ci se prononce après réception des pièces constitutives de la demande de label, parmi lesquelles figure un document destiné à l'information des souscripteurs, portant notamment sur la société émettrice, la présentation détaillée du projet, le détail de l'offre de jetons et les risques présentés par l'offre. Le contenu du document d'information doit être exact, clair et non trompeur.

Celui-ci ainsi que la liste des pièces à joindre à la demande d'autorisation sont précisés par ordonnance souveraine.

La commission peut entendre les représentants de la société pétitionnaire ainsi que toute personne dont elle estime l'audition utile ».

Un contrôle a posteriori de la régularité des offres de jetons

« **Article 11.** - Le contrôle du respect des conditions de l'autorisation délivrée en application du Chapitre I est exercé par les agents de la Direction de l'Expansion Économique, conformément aux articles 18 à de la loi n° 1.144 du 26 juillet 1991, modifiée.

Dans l'exercice de ces contrôles, les agents visés au précédent alinéa peuvent s'assurer le concours de tous experts, lesquels sont tenus au secret professionnel dans les conditions de l'article 308 du Code pénal.

Les experts ainsi désignés ne doivent pas se trouver en situation de conflit d'intérêts avec les personnes contrôlées ».

L'inclusion des prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV) dans la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée.

L'article 20 de la loi n° 1.491 du 23 juin 2020 a modifié l'article 1^{er} de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, en ajoutant à la liste des assujettis les prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV).

Ainsi la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, prévoit que les PSAV sont inclus dans le périmètre des assujettis soumis aux obligations légales. Ils figurent à l'article 1^{er} de la loi n° 1.362, modifiée, aux points 23⁾ à 25⁾ :

« 23⁾ les personnes morales titulaires de l'autorisation de procéder à une offre de jetons visée à l'article 2 de la loi n° 1.491 du 23 juin 2020 relative aux offres de jetons ;

24⁾ toute personne qui, à titre de profession habituelle, soit se porte elle-même contrepartie, soit agit en tant qu'intermédiaire, en vue de l'acquisition ou de la vente d'actifs financiers virtuels pouvant être conservés ou transférés dans le but d'acquiescer un bien ou un service, mais ne représentant pas de créance sur l'émetteur ;

The committee gives its opinion after receiving the documents forming the application for a certification ["label"], including a prospectus intended to inform subscribers containing, among other things, information about the issuing company, a detailed presentation of the project, details of the token offering, and the risks associated with the offering. The content of this prospectus must be accurate, clear, and non-misleading.

The prospectus, along with the list of documents to be enclosed with the application for authorisation, are specified by Sovereign Ordinance.

The committee may hear representatives from the applicant company, and any other person it deems useful ».

Ex post compliance check on security token offerings

« **Article 11.**- Officers from the Business Development Agency conduct checks on compliance with the conditions of the authorisation granted under Chapter I, pursuant to Articles 18 to - of Act no. 1.144 of 26 July 1991, amended.

In performing these checks, the officers referred to in the preceding paragraph may enlist the assistance of any experts, who are bound by professional secrecy as set forth in Article 308 of the Criminal Code.

The experts thus appointed must not have any conflict of interest with the persons subject to checks.

The inclusion of virtual asset service providers (VASPs) in Act no. 1,362 of 3 August 2009, amended.

Article 20 of Act no. 1,491 of 23 June 2020 amended Article 1 of Act no. 1,362 of 3 August 2009, amended, by adding virtual asset service providers (VASPs) to the list of entities subject to AML/CFT legislation.

- VASPs are named in points 23⁾ to 25⁾ of Article 1 of Act no. 1,362, amended:

23⁾ legal entities with authorisation to conduct a security token offering referred to in Article 2 of Act no. 1,491 of 23 June 2020 on security token offerings;

24⁾ any person who, on a habitual professional basis, acts either as counterparty or intermediary in the purchase or sale of virtual financial assets which may be held or transferred in order to acquire a good or service, but which do not represent a claim on the issuer;



25⁾ les prestataires de service de conservation pour le compte de tiers d'actifs numériques ou d'accès à des actifs numériques, le cas échéant sous la forme de clés cryptographiques privées, en vue de détenir, stocker et transférer des actifs numériques ».

25⁾ digital asset custody providers offering custody of or access to digital assets, where applicable in the form of private encryption keys, for the purpose of holding, storing, and transferring digital assets*».

1.2 At the international level

1.2 Au niveau international

En juin 2020, le GAFI a publié un document intitulé « 12-month Review Virtual Assets and VASPs [Examen sur 12 mois des actifs virtuels et des prestataires de services d'actifs virtuels] ».

In June 2020, the FATF published a document entitled "12-Month Review Virtual Assets and VASPs".

Having observed the steady growth of the virtual asset ecosystem, the FATF "acknowledged the need to further clarify how the FATF requirements apply in relation to virtual assets and VASPs".

Après avoir constaté le développement croissant de l'écosystème des actifs virtuels, le GAFI « a reconnu la nécessité de clarifier davantage l'application des Normes du GAFI aux actifs virtuels et à leurs prestataires de services ».

This document was the principal inspiration for another publication released by the FATF at the same time and intended for the G20, dealing with virtual assets known as "stablecoins".

Ce document a par ailleurs largement inspiré une autre publication concomitante du GAFI à destination du G20 et relative aux actifs virtuels dénommés « stablecoins ».

Le 14 septembre 2020, le GAFI a également publié un document intitulé « *Virtual Assets Red Flag Indicators of Money Laundering and Terrorist Financing* » qui met en évidence un certain nombre d'indicateurs à surveiller dans le cadre d'une relation d'affaires en lien avec des actifs virtuels.

Le SICCFIN suit de près ces évolutions afin de s'informer des meilleures pratiques qui régissent la régulation des actifs virtuels.

2. Une sensibilisation des équipes du SICCFIN à l'écosystème « Crypto »

Comme indiqué dans le précédent rapport d'activité, l'année 2020 a été marquée par une vaste campagne de formation à destination des personnels du SICCFIN sur le sujet des actifs virtuels.

Deux sessions de formation de huit personnes chacune ont ainsi eu lieu au SICCFIN durant l'année 2020 et une troisième devrait se tenir également courant 2021 afin que l'ensemble des agents des différents pôles soient formés.

Chacune des sessions de formation dispensées par l'UNODC (L'Office des Nations unies contre les drogues et le crime) a porté sur :

- les principaux concepts de l'écosystème des actifs virtuels ;
- le traçage des VA par le biais d'outils dédiés ;
- des exercices pratiques de traçage de flux ;
- les caractéristiques de la blockchain appliquée aux VA ;
- les limites au traçage ;
- les principes LCB/FT-C applicables aux VA ;
- les rôles des régulateurs (CRF/supervision/police/justice) ;
- des exercices sur la recherche de l'origine des fonds ;
- des outils offrant un score de risque / VASPs.

Constatant la nécessaire articulation des différents régulateurs et Services appelés à connaître du sujet dans leurs missions respectives, le SICCFIN

On 14 September 2020, the FATF also published a document entitled "Virtual Assets Red Flag Indicators of Money Laundering and Terrorist Financing", which highlighted a number of indicators to be monitored in business relationships involving virtual assets.

SICCFIN is following all of these developments closely, in order to stay informed of current practices in the regulation of virtual assets.

2. Measures to educate SICCFIN staff about the "Crypto" ecosystem

As mentioned in the previous activity report, 2020 was marked by a very extensive training campaign designed to raise awareness among SICCFIN staff about the issue of virtual assets.

Two training sessions were organised at SICCFIN in 2020, each for eight members of staff. A third is due to take place during the course of 2021, to ensure that all officers across the organisation's three teams receive appropriate training.

Each of the training sessions run by the UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime) dealt with a range of topics, including:

- *The main concepts of the virtual asset ecosystem;*
- *Using dedicated tools to trace VAs;*
- *Practical exercises in tracing asset movements;*
- *Features of blockchain applied to VAs;*
- *The limitations of tracing;*
- *How AML/CFT principles apply to VAs;*
- *The role of regulators (FIU/supervision/police/criminal justice);*
- *Exercises in identifying the source of funds;*
- *Tools that generate risk scores for VASPs.*

Recognising the need for the various regulators and departments concerned with the issue to work together, SICCFIN invited other State departments to attend these training sessions, including the Department of Budget and Treasury, the CCAF, and the Police Department.

s'est attaché à inviter à l'occasion de ces formations d'autres Services et notamment la Direction du Budget et du Trésor, la CCAF et de la Direction de la Sécurité Publique.

La prochaine session envisagée courant 2021 permettra de faire bénéficier d'autres Services et Institutions de la Place de ces formations assurées par l'UNODC.

Si le dialogue entre les partenaires publics concernés par les crypto-actifs paraît essentiel au SICCFIN qui, à cet effet, s'entretient régulièrement sur ces sujets avec les autorités compétentes locales et sur un plan technique avec des autorités étrangères qui disposent d'ores et déjà d'une expérience significative en la matière (ACPR, AMF), le dialogue avec les partenaires privés lui semble tout aussi fondamental.

Ainsi, le SICCFIN n'a pas manqué de se rapprocher d'une plateforme locale spécialisée dans la tokenisation d'actifs afin de se forger une culture sur ces nouvelles technologies.

The next session, planned for 2021, will provide an opportunity for more State departments and institutions from the financial centre to receive this training from the UNODC.

SICCFIN views dialogue between the public partners concerned by crypto assets as essential, and as such holds regular talks with the competent local authorities on these issues, while also discussing the technical aspects with foreign authorities who already have significant experience in the field (ACPR, AMF).

However, it also sees dialogue with private partners as equally vital. Reflecting this, SICCFIN has approached a local platform specialising in asset tokenisation, in an effort to develop its own knowledge of these new technologies.



VI. LES AFFAIRES JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES ET INTERNATIONALES

LEGAL, ADMINISTRATIVE AND INTERNATIONAL AFFAIRS

Ce pôle est composé d'une seule personne à la fin de l'année 2020. Néanmoins, des agents du Pôle Supervision et du Pôle Enquêtes participent aux activités internationales du SICCFIN et aux missions de délégations représentant la Principauté de Monaco auprès des mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe (GRECO, Comité MONEYVAL et Conférence des parties de la STCE n°198) et du Groupe EGMONT.

As of the end of 2020, this team was comprised of one person. However, officers from the Supervision Team and the Investigations Team take part in SICCFIN's international activities, and are also part of delegations representing the Principality of Monaco with the Council of Europe's various supervisory mechanisms (GRECO, MONEYVAL Committee, and the Conference of the Parties to CETS 198) and the EGMONT Group.

1. Les relations internationales

Le SICCFIN participe régulièrement aux travaux d'organismes internationaux qui poursuivent un objectif commun : harmoniser les normes adoptées par les pays pour lutter contre la criminalité financière.

Dans ce cadre, en 2020, le SICCFIN a traité plusieurs dizaines de questionnaires et demandes émanant du Groupe EGMONT, du GAFI et du Comité MONEYVAL.

Les organismes internationaux oeuvrant dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la corruption sont :

- Le GAFI ;
- Le Comité MONEYVAL ;
- Le GRECO ;
- Le Groupe EGMONT.

1. International relations

SICCFIN participates regularly in the work of international bodies that share a common goal, namely harmonising the standards countries adopt to combat financial crime.

In 2020, SICCFIN processed several dozen questionnaires and requests from the EGMONT Group, the FATF, and the MONEYVAL Committee.

The international bodies working to combat money laundering, terrorist financing and corruption are:

- *The FATF;*
- *The Moneyval Committee;*
- *GRECO;*
- *The EGMONT Group.*

L'adhésion de la Principauté de Monaco au sein du Conseil de l'Europe, se traduit par une évaluation régulière par le GRECO de son dispositif anti corruption et par le MONEYVAL de son dispositif LCB-FT. *The Principality of Monaco's membership of the Council of Europe results in a regular evaluation by GRECO of its anti-corruption system and by MONEYVAL of its AML/CFT system*

1.1 Le GAFI

Le Groupe d'Action Financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental indépendant créé en 1989 par les Ministres des États membres du G7. Son secrétariat est situé au siège de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Le GAFI a pour mission d'élaborer des normes et de promouvoir l'application efficace de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces liées pour l'intégrité du système financier international.

Le GAFI a élaboré 40 recommandations reconnues comme étant la norme internationale en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Publiées en 1990, les Recommandations du GAFI ont été révisées à plusieurs reprises (dernière révision en 2012) afin qu'elles restent pertinentes dans le contexte actuel. Ces recommandations ont vocation à être appliquées par tous les pays du monde.

Pour mettre en oeuvre ses recommandations dans les différentes régions du monde, le GAFI a établi un réseau de neuf organismes régionaux : les « organismes régionaux de type GAFI ». Ces organismes ont une approche régionale et s'attachent à vérifier si les États membres dont ils assurent le suivi, mettent en oeuvre ses recommandations de manière effective. L'organisme régional dont la Principauté est membre est le Comité MONEYVAL (organe de suivi permanent du Conseil de l'Europe).

Cela signifie que l'évaluation de la conformité du dispositif national monégasque de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est effectuée par une équipe d'évaluateurs désignés par le Comité MONEYVAL.

Par ailleurs, la législation monégasque intègre systématiquement la liste des juridictions à haut risque soumises à un appel à l'action qui est incluse dans les déclarations publiques du GAFI.

À la fin de l'année 2020, seuls deux pays étaient désignés par le GAFI comme présentant un risque très élevé et préoccupant du fait de défaillances stratégiques en matière de LCB/FT-C: la République islamique d'Iran (arrêté ministériel n° 2018-927 du 28 septembre 2018) et la République populaire démocratique de Corée (arrêté ministériel n° 2018-926 du 28 septembre 2018). Ces arrêtés imposent aux professionnels assujettis d'effectuer un examen particulier et une déclaration de soupçon systématiques pour tous les faits et opé-

1.1 The FATF

The Financial Action Task Force (FATF) is an independent intergovernmental organisation created in 1989 by the Ministers of its member jurisdictions. Its secretariat is based at the headquarters of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD). The objectives of the FATF are to set standards and promote effective implementation of legal, regulatory and operational measures for combating money laundering, terrorist financing and other related threats to the integrity of the international financial system.

The FATF has developed 40 recommendations that are recognised as the international standard for combating money laundering and the financing of terrorism and proliferation of weapons of mass destruction. First issued in 1990, the FATF Recommendations have been revised several times (most recently in 2012) to ensure that they remain up to date and relevant. They are intended to be applied by all countries around the globe.

To implement its recommendations in the various regions of the world, the FATF has established a network of nine regional bodies known as the "FATF-style Regional Bodies" or FSRBs. These bodies have a regional approach and work to ensure that the Member States under their supervision implement the recommendations effectively. The regional body of which the Principality of Monaco is a member is the MONEYVAL Committee (permanent monitoring body of the Council of Europe).

This means that the assessment of the country's national system to combat money laundering and terrorist financing is carried out by a team of assessors appointed by the MONEYVAL Committee.

Monegasque legislation systematically references the list of high-risk jurisdictions subject to a call for action, which is included in the FATF's public declarations.

At the end of 2020, only two countries were listed by the FATF as presenting a significant and worrying risk as a result of strategic failings in respect of AML/CFT: the Islamic Republic of Iran (Ministerial Order no. 2018-927 of 28 September 2018) and the Democratic People's Republic of Korea (Ministerial Order no. 2018-926 of 28 September 2018). These Orders require professionals who are subject to the legislation to conduct a specific examination and submit a suspicious transaction report for all transactions and actions concerning legal entities or individuals residing, registered or based in these countries.

rations qui concernent des personnes physiques ou morales domiciliées, enregistrées ou établies dans ces pays.

Par ailleurs, le GAFI publie une liste des pays engagés dans un plan d'action avec cette organisation pour combler les lacunes de leur dispositif LCB/FT-C, mais dont la conformité aux normes des standards internationaux mérite encore d'être améliorée dans le cadre de leur processus de suivi permanent. Fin décembre 2020, figuraient sur cette liste les 15 pays suivants : Albanie, Barbade, Botswana, Cambodge, Ghana, Jamaïque, Maurice, Myanmar, Nicaragua, Pakistan, Panama, Syrie, Ouganda, Yémen, Zimbabwe.

Par une mise à jour de la partie « actualités » de son site Internet, le SICCFIN communique et active le lien vers les publications du GAFI (déclaration publique et amélioration de la conformité aux normes de LCB/FT-C) dès leur parution, à l'issue de ses trois assemblées plénières annuelles qui se tiennent en février, juin et octobre.

Le Directeur du SICCFIN, Monsieur Michel HUNAUULT, a participé en qualité de membre de la délégation du Comité MONEYVAL à la Réunion plénière du mois de février qui s'est déroulée à Paris du 17 au 19 février 2020. Le SICCFIN a également suivi en visioconférence la réunion plénière qui s'est déroulée du 21 au 23 octobre 2020.

Outre la mise à jour du site internet du SICCFIN, ce Service attire régulièrement l'attention des professionnels mais également du secteur public sur les listes du GAFI lors des nombreuses réunions auxquelles ils participent conjointement : réunions AMAF/SICCFIN, Comités de liaison, Groupe de contact, etc.

The FATF also publishes a list of countries that have agreed to an FATF action plan to address shortcomings in their AML/CFT systems, but that still need to improve such systems as part of their ongoing monitoring work, to bring them into compliance with international standards. At the end of December 2020, this list included the following 15 countries: Albania, Barbados, Botswana, Cambodia, Ghana, Jamaica, Mauritius, Myanmar, Nicaragua, Pakistan, Panama, Syria, Uganda, Yemen, and Zimbabwe.

SICCFIN communicates by regularly updating the news sections of its website, and activates links to FATF publications (public statement and improving global AML/CFT compliance) as soon as they appear, following the organisation's three annual plenary meetings in February, June and October.

The Director of SICCFIN, Mr Michel HUNAUULT, was part of the MONEYVAL Committee delegation at February's plenary meeting held in Paris between 17 and 19 February 2020. SICCFIN also followed the plenary meeting that took place between 21 and 23 October 2020, by video-conference.

In addition to updating the SICCFIN website, this team also regularly draws the attention of professionals and the public sector to the FATF lists, at the numerous meetings they attend together: AMAF/SICCFIN meetings, liaison committees, contact group, etc.

1.2 Le Comité d'Experts MONEYVAL

Comme évoqué plus haut, le Comité MONEYVAL est chargé d'évaluer le respect des principales normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (dont le socle est principalement constitué par les 40 Recommandations du GAFI et les directives anti-blanchiment de l'Union Européenne) pour ses membres.

Il a également vocation à faire des recommandations aux autorités nationales sur les améliorations nécessaires de leurs systèmes. Il poursuit également l'objectif d'améliorer les capacités des autorités de chaque État dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme grâce à un processus d'évaluation mutuelle (examen par les pairs) et un suivi régulier de ses rapports.

La Principauté de Monaco est devenue membre du Comité MONEYVAL, concomitamment à son entrée, en octobre 2004, au Conseil de l'Europe, dont elle est le 46ème membre. Le rapport de 4^e cycle d'évaluation de Monaco a été adopté par l'assemblée plénière du Comité MONEYVAL en 2013 et s'est traduit par une appréciation globalement positive assortie d'un certain nombre de recommandations.

- Du 30 juin au 3 juillet 2020 s'est tenue une session de travail à distance à laquelle des représentants du SICCFIN ont participé.
- Du 14 au 18 septembre a eu lieu la 60^e réunion plénière qui, elle aussi, s'est déroulée en visioconférence. En raison de la pandémie de Covid-19, plusieurs réunions *ad hoc*, auxquelles le SICCFIN a participé, se sont tenues à distance au cours de l'année.
- Le comité MONEYVAL a signifié en 2019 à la Principauté un cycle d'évaluation de son dispositif LCB-FT. Ce processus d'évaluation a commencé par une formation à distance, par le secrétariat exécutif en décembre 2020.

Pendant deux jours ont eu lieu des échanges instructifs et fructueux, en présence de M. Jean CASTELLINI, Conseiller de Gouvernement-Ministre des Finances et de l'Economie, M. Robert GELLI, Secrétaire d'État à la Justice-Directeur des Services Judiciaires, M. Michel HUNAUT Directeur du SICCFIN et Chef de la délégation monégasque auprès du MONEYVAL ainsi que de nombreux directeurs et représentants de services gouvernementaux impliqués dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption.

1.2 The MONEYVAL Committee

As mentioned above, the MONEYVAL Committee assesses compliance with the main international standards on anti-money laundering and terrorist financing (essentially the 40 FATF Recommendations and the EU's Anti-Money Laundering Directive) for its members.

It also makes recommendations to national authorities regarding the improvements required to their AML/CFT systems. In addition, it works to improve the capacities of national authorities to fight money laundering and the financing of terrorism more effectively, through a process of mutual evaluations (peer review) and regular follow-up of its reports.

The Principality of Monaco joined the MONEYVAL Committee in October 2004 when it became the 46th member of the Council of Europe. The report of the 4th evaluation round on Monaco was adopted by the plenary meeting of the MONEYVAL Committee in 2013 and produced an overall satisfactory grading, combined with a number of recommendations.

- A working session was held remotely between 30 June and 3 July, and was attended by representatives from SICCFIN.
- The 60th plenary meeting was held from 14 to 18 September, also via video-conference. Owing to the Covid-19 pandemic, a number of ad hoc meetings were held online throughout the year, which SICCFIN attended.
- In 2019 the MONEYVAL committee notified the Principality of an evaluation cycle of its AML/CFT system. The evaluation process started with a distance trading by the executive secretariat in December 2020.

The two days of instructive and productive discussions were attended by Mr Jean CASTELLINI, Minister of Finance and Economy, Mr Robert GELLI, Secretary of Justice, Mr Michel HUNAUT Director of SICCFIN and Head of the Monegasque delegation to MONEYVAL, along with numerous heads and representatives of government departments concerned by the fight against money laundering, terrorist financing, and corruption.



1.3 Le Groupe d'États Contre la Corruption - GRECO

Créé en 1999, le Groupe d'États Contre la Corruption (GRECO) a pour vocation de veiller au respect des normes anti-corruption du Conseil de l'Europe par ses États membres et d'améliorer la capacité de ceux-ci à lutter contre la corruption en conformité avec les principes directeurs qu'il émet. Pour ce faire, le GRECO procède selon un processus dynamique d'évaluation mutuelle des États membres de l'organisation.

La signature et la ratification de la Convention pénale du Conseil de l'Europe contre la corruption (STE 173), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2007, ont entraîné l'adhésion de la Principauté au GRECO. Le SICCFIN est désigné aux termes de l'article 36 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiée comme « autorité spécialisée dans la lutte contre la corruption au sens de la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe du 27 janvier

1.3 The Group of States against Corruption - GRECO

The Group of States against Corruption (GRECO) was established in 1999 by the Council of Europe to monitor Members States' compliance with the organisation's anti-corruption standards, and improve their capacity to fight money laundering and the financing of terrorism based on its guiding principles. To this end, GRECO uses a dynamic, reciprocal evaluation process between the organisation's Member States.

The Council of Europe's Criminal Law Convention on Corruption (Treaty no. 173) entered into force on 1 July 2007. By signing and ratifying this treaty, the Principality of Monaco automatically became a member of GRECO. Under Article 36 of Sovereign Ordinance no. 2,318 (as amended), SICCFIN is designated a "specialised anti-corruption authority, within the meaning of the Criminal Law Convention on Corruption of the Council

1999 ». Aussi, un agent du SICCFIN est en charge du suivi de l'activité de ce Comité.

La Principauté est représentée auprès du GRECO par quatre agents de l'État issus de la Direction des Services Judiciaires (2), de la Direction des Affaires Juridiques (1) et du SICCFIN (1).

Un agent du SICCFIN membre de la délégation monégasque auprès du GRECO a participé en visioconférence, à la 85^e réunion plénière qui s'est déroulée du 21 au 25 septembre 2020. Cet agent a, lors de cette réunion, été rapporteur du projet de rapport de conformité de 4^e cycle d'Andorre.

Quatrième cycle d'évaluation de Monaco

Initié en 2016 pour la Principauté de Monaco, le 4^e cycle d'évaluation du GRECO est plus spécifiquement consacré à la prévention de la corruption dans les organisations parlementaires et judiciaires. Ce nouveau cycle a débuté par la rédaction d'un rapport d'évaluation qui a fait suite à la venue, à Monaco, d'une équipe d'évaluateurs au mois de novembre 2016. A cette occasion, ceux-ci avaient rencontré les différents acteurs concernés par ce cycle, parlementaires et magistrats.

of the Council of Europe of 27 January 1999". A SICCFIN officer is responsible for monitoring GRECO's work.

The Principality is represented at GRECO by four State officials: two from the Department of Justice, one from the Department of Legal Affairs, and one from SICCFIN.

An officer from SICCFIN and member of the Monegasque delegation to GRECO attended the 85th plenary meeting from 21 to 25 September 2020, by video-conference. During the meeting, the officer acted as rapporteur for the draft fourth evaluation round compliance report for Andorra.

Fourth evaluation round for Monaco

Begun in 2016 for the Principality of Monaco, GRECO's fourth evaluation round is specifically focused on the prevention of corruption among members of parliament and judges. This new round of evaluations began with the production of an assessment report, after a team of assessors visited Monaco in November 2016. The assessors met with the various parties concerned by this evaluation round, including parliamentarians and judges.

En juin 2017 s'est tenue à Strasbourg la 76^e Réunion plénière du GRECO au cours de laquelle a été adopté le rapport d'évaluation de Monaco relatif à ce cycle d'évaluation.

Pour l'adoption de ce rapport, une délégation monégasque s'est rendue à Strasbourg afin de pouvoir répondre aux questions des membres du GRECO, réunis en plénière, et apporter tous éléments d'information utiles.

Dans ses conclusions, le rapport souligne que la gestion des politiques anti-corruption « a continué d'évoluer dans le bon sens ces dernières années et les dispositifs en la matière sont progressivement renforcés ». Cependant, des progrès restent à faire. Le rapport fait ainsi état de 16 recommandations que l'Etat monégasque était invité à mettre en oeuvre avant le 30 juin 2019, ce qui reste dans la moyenne des recommandations faites aux États parties à la convention STE n°173.

Un rapport de conformité destiné à évaluer la manière dont la Principauté a pris en considération les recommandations qui lui ont été faites a été examiné et adopté lors de la 84^e Réunion plénière du GRECO le 6 décembre 2019.

À cette occasion, la Principauté était représentée par M. Robert GELI, Directeur des Services Judiciaires, M. Thomas BREZZO, Conseiller National, Président de la Commission de Législation, M. Rémi MORTIER, Représentant Permanent de la Principauté auprès du Conseil de l'Europe, M. Maxime MAILLET, Administrateur Principal à la Direction des Services Judiciaires et M. Jean-Marc GUALANDI, Conseiller Technique au SICCFIN.

Il résulte de ce rapport qui a été rendu public le 17 février 2020 que la mise en oeuvre des recommandations émises par le GRECO reste encore perfectible. Ainsi, la Principauté de Monaco fournira, avant le 31 mars 2021, un second rapport de conformité sur l'état d'avancement de la mise en place de ces recommandations.

La Principauté ayant autorisé leur publication, les différents rapports qui la concernent sont publics et accessibles sur le site internet du GRECO ainsi que sur celui du SICCFIN.

<https://www.coe.int/en/web/greco/evaluations/round-4>

https://www.siccfm.mc/Cooperation-Internationale/GRECO#eztoc667180_3_5

In June 2017, the 76th Plenary Meeting of GRECO was held in Strasbourg, where the assessment report on Monaco for this evaluation round was formally adopted.

For the report's adoption, a Monegasque delegation travelled to Strasbourg to answer questions from GRECO members, at a plenary session, and to provide relevant information.

In its summary conclusions, the report stressed that the "management of anti-corruption policies has continued to evolve in the right direction in recent years and the mechanisms in this area are gradually being strengthened". However, there is still progress to be made. The report listed 16 recommendations that the Monegasque State was invited to implement by 30 June 2019. This figure is within the average number of recommendations made to States party to treaty ETS 173.

A compliance report, to assess how the Principality has adopted the recommendations made, was examined and adopted at the 84th Plenary Meeting of GRECO on 6 December 2019.

The Principality was represented at the meeting by Mr Robert GELI, Secretary of Justice, Mr Thomas BREZZO, Member of the National Council and Chairman of the Legislation Committee, Mr Rémi MORTIER, the Principality's Permanent Representative to the Council of Europe, Mr Maxime MAILLET, Chief Administrator at the Department of Justice, and Mr Jean-Marc GUALANDI, Technical Inspector at SICCFIN.

The report, published on 17 February 2020, found that there was still room for improvement in the implementation of the recommendations made by GRECO. By 31 March 2021, the Principality of Monaco will therefore produce a second compliance report detailing its progress in implementing these recommendations.

The Principality has given permission for the reports concerning it to be made public. They can be downloaded from the GRECO website and also from SICCFIN's website.

<https://www.coe.int/en/web/greco/evaluations/round-4>

https://www.siccfm.mc/Cooperation-Internationale/GRECO#eztoc667180_3_5

1.4 La conférence des parties de la convention STCE n°198

La STCE n°198, dite Convention de Varsovie, est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2008. Elle est relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme.

Elle a été signée par la Principauté de Monaco le 1^{er} septembre 2017, ratifiée le 23 avril 2019 par Monsieur Rémi MORTIER, Ambassadeur de Monaco auprès du Conseil de l'Europe et entrée en vigueur le 1^{er} août 2019.

Les travaux de la Conférence des Parties sont suivis par les représentants de la Direction des Services Judiciaires et du SICCFIN. En 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, la réunion des 27 et 28 octobre s'est déroulée en visioconférence.

1.5 Le Groupe EGMONT

Créé en 1995 à l'initiative des CRF belge et américaine, le Groupe Egmont des cellules de renseignement financier (davantage connu sous le nom de Groupe Egmont) a pour vocation de regrouper des unités ou cellules de renseignement financier (CRF) de différents pays et juridictions afin de renforcer leur efficacité opérationnelle dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Pour cela, le Groupe Egmont privilégie la coopération internationale, en développant des techniques et des moyens d'action pertinents et plus généralement en cherchant à promouvoir les activités de ses membres par des échanges d'expertises, de connaissances, d'expériences et de formations. Le SICCFIN est membre du Groupe Egmont depuis 1995.

En 2020, le Groupe Egmont comprenait 165 CRF regroupées en sept grandes zones géographiques qui constituent un important réseau de coopération internationale et s'échangent quotidiennement des informations à travers un réseau Internet sécurisé, l'Egmont Secure Web (ESW).

1.5.1 Réunion intersession à l'île Maurice

Une délégation du SICCFIN menée par son Directeur, Monsieur Michel HUNAULT a participé, du 28 au 31 janvier 2020, à une réunion intersession du Groupe Egmont qui s'est déroulée à l'île Maurice.

1.4 Conference of the Parties to CETS 198

CETS 198, also known as the Warsaw Convention, came into force on 1 May 2008. It concerns money laundering, the search, seizure and confiscation of the proceeds from crime, and terrorist financing.

It was signed by the Principality of Monaco of 1 September 2017, ratified on 23 April 2019 by Mr Rémi MORTIER, Monaco's Ambassador to the Council of Europe, and came into force on 1 August 2019.

Representatives from both Monaco's Department of Justice and SICCFIN follow the work of the Conference of the Parties. In 2020, owing to the Covid-19 pandemic, the meeting held on 27 and 28 October took place by video-conference.

1.5 The EGMONT Group

Created in 1995 at the initiative of the Belgian and American FIUs, the Egmont Group of Financial Intelligence Units (known more simply as the Egmont Group) is a united body of FIUs from different countries and jurisdictions, which supports their efforts to tackle money laundering and terrorist financing more effectively.

To that end, the Egmont Group encourages international cooperation, by developing effective techniques and resources, and more generally looking to promote the activities of its members through exchanges of expertise, knowledge, experience and training. SICCFIN has been a member of the Egmont Group since 1995.

In 2020, the Egmont Group included 165 FIUs from around the world, grouped into seven broad geographical regions. Together they form an important international cooperation network and share information daily via a secure internet network, the Egmont Secure Web (ESW).

1.5.1 Working group meetings in Mauritius

A delegation from SICCFIN led by its Director, Mr Michel HUNAULT, attended the Egmont Working Groups and Committee Meetings held in Mauritius from 28 to 31 January 2020.

The members of the Monegasque delegation took part in the work done by the Information Exchange Working Group and the Technical Assistance and Training Working Group, which reviewed current projects addressing issues such



Groupe EGMONT île Maurice - M. Hunault et une délégation du SICCFIN.
Groupe Egmont Mauritius Island - M. Hunault and a SICCFIN's delegation.

Les membres de la délégation monégasque ont participé aux travaux des différents groupes de travail « *Information Exchange Working Group* » et « *Technical Assistance and Training Working Group* » qui ont fait le point sur les projets en cours qui concernaient des thématiques telles que « *Risques de cybercriminalité et FinTech* », « *La traite des êtres humains* », « *La coopération douanière* », le « *Best Egmont Case Award - BECA* », le « *Egmont biennial census 2019* », etc.

Des organismes tels qu'EUROPOL et l'ONUDC ont présenté leurs actions ainsi que leurs programmes de formations

1.5.2 Réunion des Cellules de Renseignement Financier (CRF) francophones

Lors de la réunion intersession du Groupe Egmont à l'île Maurice s'est également tenue une réunion du « *Cercle des CRF francophones* » du Groupe.

À cette occasion, plusieurs sujets d'intérêt ont été évoqués :

- La conduite de l'analyse nationale des risques ;
- La lutte contre le financement du terrorisme ;
- La sécurisation des systèmes d'information ;

as "Cyber crime and FinTech risks", "Human trafficking", "Customs cooperation", the "Best Egmont Case Award - BECA", the "Egmont biennial census 2019", etc.

Bodies includes EUROPOL and UNODC presented their own work and training programmes.

1.5.2 Meeting of Francophone Financial Intelligence Units (FIUs)

During the Egmont Group event in Mauritius, a meeting of the Group's "Circle of Francophone FIUs" also took place.

Several topics of interest were discussed at this meeting:

- The national risk assessment process;
- The fight against terrorist financing;
- IT systems security;
- Money laundering and terrorist financing risks posed by new technologies (virtual assets) and the associated investigation techniques.

• Les risques en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme posés par les nouvelles technologies (avoirs virtuels) et les techniques d'enquête associées.

Par ailleurs, lors de cette réunion, les participants ont désigné le Directeur du SICCFIN, Monsieur Michel HUNAUT, comme Coordinateur du Cercle des CRF francophone.

Cette réunion qui devait avoir lieu en Principauté de mai 2020 n'a pu avoir lieu en raison de la pandémie de Covid-19 et des mesures sanitaires mises en place. Cet événement a dû être déprogrammé et reporté à 2021.

1.5.3 27^e Assemblée Plénière du Groupe EGMONT)

Pour les mêmes raisons, l'assemblée plénière de l'organisation qui devait avoir lieu au Mexique en juillet 2020 a dû être annulée. Néanmoins, plusieurs réunions *ad hoc* se sont tenues à distance tout au long de l'année. Le SICCFIN y a été représenté.

1.5.4 Participation à des réunions de travail

Malgré la pandémie de Covid-19, en 2020, plusieurs réunions de travail ont été organisées afin d'intensifier la coopération entre les unités de renseignements et faire le point sur la progression de dossiers d'enquêtes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

2. Divers international

2.1 Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)

Fondée en 1997, l'ONUDC est un organe du Secrétariat des Nations unies qui a pour mission d'assister les États-Membres dans la réalisation de l'objectif de sécurité et de justice pour tous en rendant le monde plus sûr face à la criminalité, à la drogue et au terrorisme.

En décembre 2020, l'ONUDC a organisé, à distance, à la demande du Directeur du SICCFIN et du responsable du « Pôle cryptomonnaies », une formation à laquelle ont participé dix représentants du SICCFIN, de la Direction du Budget et du Trésor et de la Direction de la Sécurité Publique.

Also at this meeting, the participants appointed SICCFIN Director Mr Michel HUNAUT to act as Coordinator of the Circle.

That meeting was originally due to take place in the Principality in May 2020, but was postponed until 2021 owing to the Covid-19 pandemic and resulting health restrictions.

1.5.3 27th Plenary Meeting of the EGMONT Group

For the same reasons, the organisation's Plenary Meeting, which was to take place in Mexico in July 2020, was cancelled. However, a number of *ad hoc* meetings were held remotely throughout the year. SICCFIN was represented at these meetings.

1.5.4 Participation in working meetings

Despite the Covid-19 pandemic in 2020, a number of working meetings were held, in order to strengthen cooperation between FIUs and to review progress on money laundering investigations.

2. Other international affairs

2.1 United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)

Founded in 1997, UNODC is a United Nations Secretariat office which aims to assist Member States in their efforts to ensure security and justice for all, by making the world safer from drugs, organized crime, corruption and terrorism.

In December 2020, at the request of SICCFIN's Director and the head of the "Crypto Currency" team, UNODC organised a virtual training session for ten representatives from SICCFIN, the Department of Budget and Treasury, and the Police Department.

The purpose of the training was to provide participants with the theoretical knowledge needed and to strengthen their practical skills in addressing the risks posed by the use of crypto currencies to launder money and finance terrorism. The training also focused on the investigation methods used in this highly technical field, and on the resources and measures available for seizing and confiscating crypto currencies.



Le Directeur du SICCFIN Michel Hunault et la Directrice du TRACFIN, Maryvonne Le Brignon.
The Director of the SICCFIN Michel Hunault and the Director of the TRACFIN Maryvonne Le Brignon.

L'objectif de cette formation était de fournir aux participants les connaissances théoriques nécessaires et renforcer leurs compétences pratiques sur les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme à l'aide de cryptomonnaies. La formation s'est aussi concentrée sur les moyens d'enquêter dans ce domaine très technique ainsi que sur les moyens offerts pour saisir et confisquer des cryptomonnaies.

2.2 TRACFIN

Le 26 février a eu lieu, à Paris, le 30^e anniversaire de TRACFIN, la Cellule de Renseignement Financier (CRF) française. Cet événement auquel a participé M. Michel HUNAUT, Directeur du SICCFIN a été l'occasion de réunir de très nombreuses CRF, notamment européennes et de renforcer les contacts entre elles.

Au cours de cet événement, M. le Directeur du SICCFIN a pu s'entretenir avec la Directrice du TRACFIN, Madame Yvonne LE BRIGNONEN ainsi qu'avec de nombreux autres directeurs de CRF présents et évoquer, notamment, l'importance de la collaboration entre l'ensemble des services de renseignement et de la justice, au regard des nouvelles typologies de blanchiment du produit de la criminalité financière et du financement du terrorisme.

2.2 TRACFIN

On 26 February, a special meeting was held in Paris to mark the 30th anniversary of France's Financial Intelligence Unit, TRACFIN. Mr Michel HUNAUT, Director of SICCFIN, attended the event, which brought together representatives from a considerable number of FIUs, mainly European, and provided a valuable opportunity to strengthen the links between them.

During the event, the Director of SICCFIN held talks with the Director of TRACFIN, Ms Yvonne LE BRIGNONEN, and with a number of other FIU Directors present, discussing the importance of collaboration between all intelligence and criminal justice departments, faced with new types of money laundering, financial crime, and terrorist financing.

• As part of international cooperation efforts and the regular meetings between the French and Monegasque Financial Intelligence Units (FIUs), SICCFIN and TRACFIN, Mr Michel HUNAUT travelled to TRACFIN's headquarters in Paris for a working meeting on 30 November 2020, accompanied by the head of the Legal and International Affairs Team.



Visite d'une délégation de Monaco au Luxembourg, emmenée par Robert Gelli et Michel Hunault.
Visit of a delegation from Monaco to Luxembourg, led by Robert Gelli and Michel Hunault.

Par ailleurs, dans le cadre de la coopération internationale et des rencontres régulières entre les Cellules de Renseignement Financier (CRF) monégasque et française, le SICCFIN et le TRACFIN, le 30 novembre 2020, Monsieur Michel HUNAUT accompagné du responsable du pôle « Affaires juridiques et internationales » se sont déplacés à Paris, au siège du TRACFIN pour participer à une réunion de travail.

Ils y ont été accueillis par Madame Yvonne LE BRIGNONEN, Directeur du TRACFIN et plusieurs de ses collaborateurs.

Au cours de cette réunion les participants ont échangé sur les axes de coopération entre les deux cellules de renseignement et plus particulièrement sur les méthodes de travail et d'analyse des enquêteurs.

**2.3 Visites des homologues luxembourgeois :
 La Commission de Surveillance
 du Secteur Financier (CSSF) et la Cellule
 de Renseignement Financier (CRF)**

Conduite par M. Robert GELLI, Secrétaire d'État à la Justice – Directeur des Services Judiciaires et M. Michel HUNAUT Directeur du Service d'Information et de Contrôle des Circuits Financiers (SICCFIN), une délégation monégasque s'est déplacée le 16 décembre, dans le Grand-Duché de Luxembourg pour participer à des rencontres de travail avec leurs homologues du Ministère de la Justice, de la Cellule de Renseignement Financier (CRF) et de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), avec la participation de Son Excellence Mme Isabelle BERRO-AMADEÏ, Ambassadeur de la Principauté au Luxembourg.

They were welcomed by Ms Yvonne LE BRIGNONEN, Director of TRACFIN, and several of her staff.

During the meeting, the participants discussed avenues for cooperation between their two financial intelligence units, and in particular their investigators' methods of work and analysis.

**2.3 Visit to SICCFIN's counterparts in
 Luxembourg: the Commission de
 Surveillance du Secteur Financier (CSSF)
 and the Cellule de Renseignement
 Financier (CRF)**

On 16 December, a Monegasque delegation led by Mr Robert GELLI, Secretary of Justice, and Mr Michel HUNAUT, Director of SICCFIN, travelled to the Grand Duchy of Luxembourg for meetings with their counterparts from the Ministry of Justice, the Cellule de Renseignement Financier (CRF), and the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). They were joined by Her Excellency Ms Isabelle BERRO-AMADEÏ, the Principality's Ambassador to Luxembourg.

Discussions covered issues facing the financial markets in Luxembourg and Monaco, questions to do with supervision, investigations, and analysis of financial flows, and cooperation between the two countries in the light of the latest developments in international financial crime. There were also productive conversations on the supervision of crypto-currencies, blockchain, and trading platforms.

Les échanges ont porté sur les problématiques des Places financières luxembourgeoise et monégasque, les enjeux de la supervision, des enquêtes et analyses des flux financiers et de la coopération entre les deux pays à l'aune des évolutions de la criminalité financière internationale. Le suivi des cryptomonnaies, de la blockchain et des plateformes d'échanges ont également fait l'objet de discussions fructueuses.

Les membres des deux délégations ont aussi évoqué les évaluations des politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme de leur pays par le Groupe d'Action Financière et le comité MONEYVAL.

À la suite de cette visite, le SICCFIN et la CSSF ont rédigé un accord de coopération afin de renforcer leur action commune dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Cet accord a été signé le 23 juillet 2021 par M. Michel HUNAUT, Directeur du SICCFIN et M. Claude MARX, Directeur Général de la CSSF en présence de M. Robert GELLI, Secrétaire d'État à la Justice et Directeur des Services Judiciaires.

L'objectif de cet accord est de permettre et faciliter l'échange transfrontalier d'informations en matière de supervision bancaire entre la CSSF et le SICCFIN en ce qui concerne les différentes sociétés implantées au Luxembourg ou dans la Principauté, qui appartiennent à un même groupe.

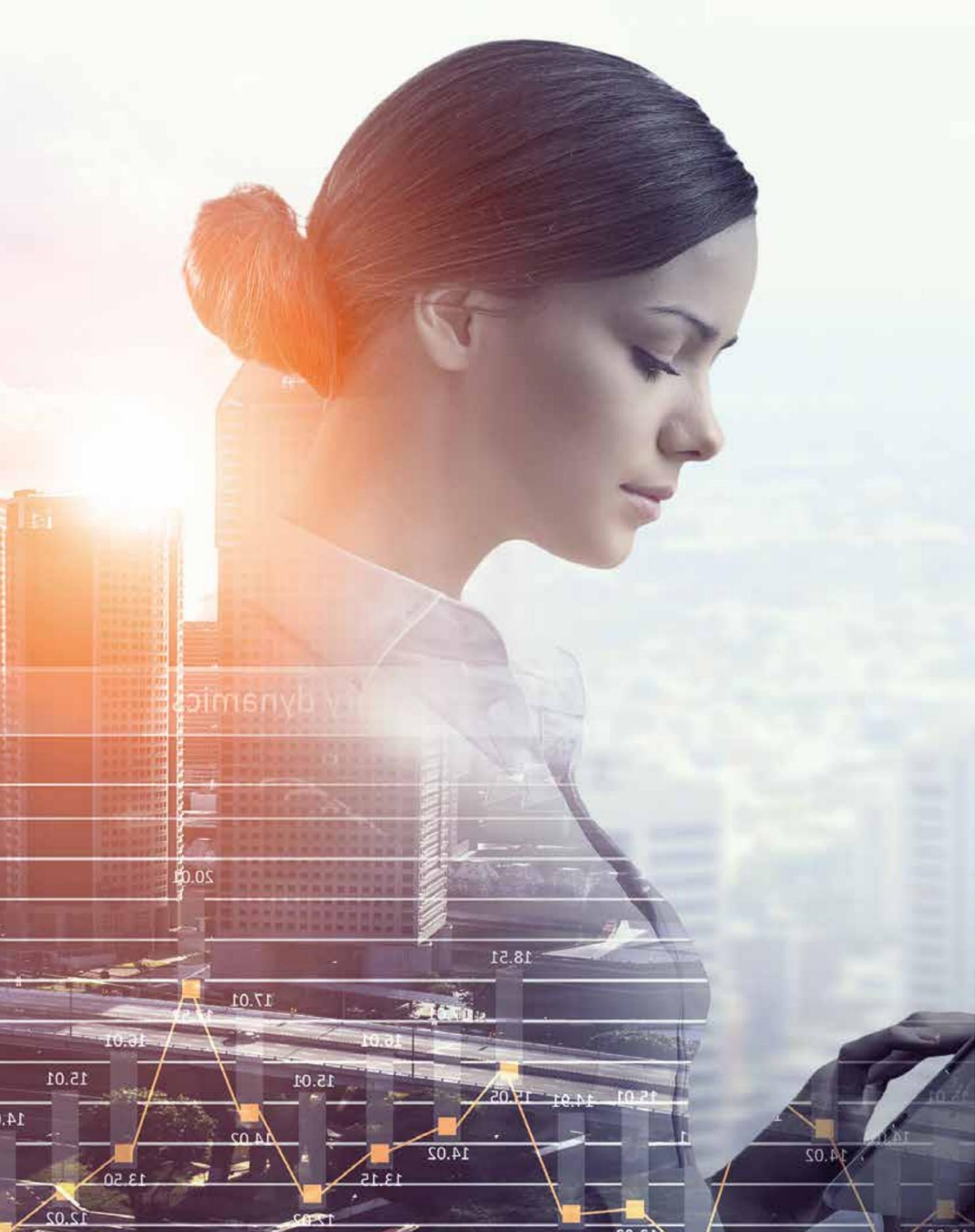
Ce protocole prévoit aussi la possibilité pour les agents de la CSSF et du SICCFIN, lorsqu'une société mère est établie au Luxembourg ou à Monaco, de réaliser des contrôles sur place de ses filiales ou succursales implantées dans l'autre pays.

The members of the two delegations also discussed the assessments of their respective countries' AML/CFT policies by the Financial Action Task Force.

Following the visit, SICCFIN and the CSSF drafted a cooperation agreement to strengthen their joint action in the fight against money laundering and terrorist financing. The agreement was signed on 23 July 2021 by Mr Michel HUNAUT, Director of SICCFIN, and Mr Claude MARX, Director-General of the CSSF, in the presence of Mr Robert GELLI, Secretary of Justice.

The agreement is intended to facilitate cross-border exchanges of information in the area of banking supervision between the CSSF and SICCFIN, concerning companies based in Luxembourg or the Principality and which are part of the same group.

Where a parent company is based in Luxembourg or Monaco, the agreement also gives the CSSF and SICCFIN officers the power to carry out on-site inspections of its subsidiaries or branches based in the other country.



VII. LES AUTRES MISSIONS DU SICCFIN

SICCFIN'S OTHER MISSIONS

Aux pôles d'activité précédemment cités, s'ajoutent d'autres missions, dont :

1. La sensibilisation des professionnels

Le SICCFIN assure l'accompagnement des professionnels soumis à la Loi n° 1.362 modifiée, en prêtant son concours à des actions de sensibilisation ou de formation. Les professionnels peuvent solliciter le SICCFIN lorsqu'ils rencontrent des difficultés d'interprétation de textes par exemple. Les problématiques évoquées peuvent conduire à la diffusion de notes ou circulaires explicatives.

Le Service rencontre régulièrement les représentants des différents acteurs de la LCB/FT-C en Principauté, tant dans le secteur public que privé. Ces rencontres dans le cadre de la coopération public/privé et public/public ont pour but de favoriser la circulation des informations et d'attirer l'attention de ces professionnels sur les typologies, risques et difficultés auxquels ils peuvent se trouver exposés en lien avec leurs obligations de vigilance.

Ces échanges sont organisés par le biais de réunions formelles régulières au sein de comités ou groupes de travail institutionnalisés, mais également de manière plus informelle, à travers des réunions plus spécifiques avec les organisations et associations professionnelles du secteur privé, lorsqu'elles en font la demande ou sur proposition du Service lui-même.

Ces réunions peuvent également être complétées ou renforcées d'actions plus larges de sensibilisation qui vont réunir l'ensemble des professionnels d'un même secteur d'activité sur les problématiques qui les préoccupent plus particulièrement dans la mise en œuvre pratique de leurs obligations de vigilance.

En 2020, dans la continuité de 2019, le SICCFIN a multiplié les rendez-vous, pris individuellement, avec les assujettis, en dépit des difficultés liées à la Covid 19. L'objectif de cette démarche est de sensibiliser chacun à ses obligations en matière

In addition to the missions described above, SICCFIN has a number of other roles, including:

1. Raising awareness among professionals

SICCFIN provides support for professionals who are subject to Act no. 1,362, by lending its assistance in awareness-raising and training activities. Professionals may consult SICCFIN in the event of problems with interpretation of the legislation, for example. The issues raised may lead to the dissemination of explanatory memoranda or circulars.

SICCFIN holds regular meetings with the representatives of the various organisations involved in AML/CFT issues in the Principality, from both the public and private sectors. As part of public/private and public/public cooperation efforts, these meetings are intended to facilitate the sharing of information and to draw the attention of these professionals to the risks and difficulties they may be exposed to in connection with their due diligence obligations.

These exchanges are organised through regular formal meetings within institutionalised committees or working groups, but also, more informally, through more specific meetings with professional bodies and associations from the private sector, where they make a request or where proposed by SICCFIN.

These meetings may also be supplemented or reinforced with broader awareness-raising activities, which bring together all professionals from a single business sector to look at the specific issues of particular concern to them in the practical implementation of their due diligence obligations.

Continuing the policy adopted in 2019, SICCFIN continued to hold one-to-one meetings with entities subject to AMF/CFT legislation in 2020, despite the difficulties caused by Covid-19. The aim of this approach is to not merely to ensure that they are fully aware of their AML/CFT obligations, but also to establish dialogue between SICCFIN and those concerned by these obligations.

de LCB/FT-C mais aussi d'établir un dialogue entre le Service et les assujettis.

Ainsi, 23 assujettis ont été rencontrés, dont 11 dans le cadre de discussions sur les avant-projets de contrôles, et 12 dans le cadre de discussions relatives à des questions techniques, ou de visites de courtoisie pour présenter de nouveaux dirigeants ou correspondants SICCFIN.

D'un point de vue sectoriel, il s'agit de 8 établissements bancaires, 7 Company Service Providers, 1 société de gestion de portefeuille, 2 experts comptables, 1 agent immobilier et 4 autres professionnels.

2. Les réunions avec les organisations professionnelles

Des rencontres sont régulièrement organisées avec les organisations et ordres professionnels qui représentent les personnes et organismes assujettis à la Loi n° 1.362 modifiée. L'objectif étant d'aborder des thématiques et questions concrètes, comme le déroulement des missions de supervision, la liste des documents pré-requis pour les missions de contrôle sur place du SICCFIN, les conditions de délégations d'identification à des gérants externes, les informations relatives aux origines du patrimoine des clients que les professionnels doivent collecter.

Dans ce cadre, le SICCFIN a rencontré, en 2020, l'Association Monégasque des Activités Financières (AMAF) à 5 reprises, l'Association Monégasque des Compliance Officers (AMCO), l'Ordre des Experts Comptables et l'Ordre des Avocats de Monaco à 2 reprises, la Chambre Immobilière Monégasque, les Chambres monégasques de l'Assurance et de l'Horlogerie/Bijouterie, la Chambre des Conseils Juridiques de Monaco, l'Association Monégasque des Marchands de Biens et l'Association Monégasque des Professionnels en Administration de Sociétés étrangères.

Au quotidien, le SICCFIN répond également aux demandes individuelles des professionnels qui souhaitent obtenir des éclaircissements sur l'interprétation des textes ou l'étendue de certaines de leurs obligations.

En outre, l'article 49 de la Loi n° 1.362, modifiée prévoit un retour d'information périodique sur les suites données aux déclarations de soupçon qui ont fait l'objet d'une transmission au Procureur Général par le SICCFIN. Ces retours d'informations, traités individuellement, visent à informer les professionnels des décisions des autorités judiciaires. Ils sont également l'occasion d'abor-

Meetings were held with 23 entities, 11 of them as part of discussions on preliminary inspection reports, and 12 for discussions on technical issues, or courtesy visits to introduce new SICCFIN correspondents or managers.

From a sectorial perspective, these entities includes eight banking institutions, seven Company Service Providers, one portfolio management company, two certified public accountants, one estate agent, and four other professionals.

2. Meetings with professional organisations

Meetings are held regularly with professional federations and organisations representing individuals and entities subject to Act no. 1.362 (as amended). These meetings are intended to address practical subjects and questions, such as audit procedures, the list of required documents for SICCFIN's on-site inspections, the conditions governing the delegation of identification to external managers, information about the origins of customers' assets that professionals are required to collect, etc.

In 2020, SICCFIN met five times with the Association Monégasque des Activités Financières (AMAF, Monaco Association for Financial Activities), and twice with the Association Monégasque des Compliance Officers (AMCO) and the Ordre des Experts Comptables (Monaco Order of Certified Public Accountants). It also held meetings with the Chambre Immobilière Monégasque (Monaco Chamber of Real Estate), the Chambres monégasques de l'Assurance et de l'Horlogerie/Bijouterie (Monaco Chambers of Insurance and Watchmaking/Jewellery), the Chambre des Conseils Juridiques de Monaco (Monaco Chamber of Legal Counsels), the Association Monégasque des Marchands de Biens (Monégasque Association of Property Traders), and the Association Monégasque des Professionnels en Administration de Sociétés étrangères (Monégasque Association of Offshore Company Administration Professionals).

On a daily basis, SICCFIN also responds to regular individual requests from professionals seeking clarification on the interpretation of the law or the exact nature of their obligations.

In addition, Article 49 of Act no. 1.362 (amended) requires regular feedback on the actions taken in response to suspicious transaction reports submitted by SICCFIN to the Public Prosecutor. This feedback, specific to each establishment, is provided to inform professionals about decisions by

der, de manière plus approfondie, certains points particuliers liés aux signalements faits, notamment concernant le recueil de justificatifs probants ou les éléments déterminant les soupçons.

Les missions de contrôle périodiques effectuées par les agents du SICCFIN auprès des assujettis sont également d'importants vecteurs de sensibilisation. En effet, les entretiens organisés au cours de ces missions, ou même postérieurement, dans le cadre de l'élaboration du rapport de contrôle de la mission, avec les personnes en charge de la conformité, mais également avec les responsables et dirigeants des établissements, permettent de cibler plus précisément les obligations en lien avec l'activité spécifique de chaque professionnel.

Peuvent également être abordées, à cette occasion, des typologies particulières de blanchiment auxquelles le professionnel a pu, notamment, être confronté.

3. Le Comité de liaison

Le Comité de liaison de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, présidé par M. Jean Castellini, a été institué à l'article 47 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 avant sa modification.

Depuis août 2018 sa composition et les modalités de son fonctionnement sont régies par les articles 49 et 50 de ladite Ordonnance Souveraine modifiée.

Il a pour objet d'assurer un échange réciproque d'informations entre les services de l'Administration monégasque concernés par la LCB/FT-C et les professionnels soumis à la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 modifiée. Les réunions du Comité permettent d'évoquer les questions d'intérêt commun dans le souci d'améliorer l'efficacité des dispositifs anti-blanchiment mis en place par les professionnels assujettis. En 2020, en raison des conditions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, le Comité de liaison n'a pu se réunir qu'une seule fois, le 11 décembre.

► À l'occasion de cette réunion, le SICCFIN a fait le point sur les missions de contrôle sur place en 2019 et 2020. En 2019 une augmentation du nombre de contrôles avait pu être réalisée en raison du recrutement de trois nouveaux agents à la fin du premier semestre. En raison de la pandémie de Covid-19 et des différents confinements, en 2020, le nombre de missions a dû être revu à la baisse.

the judicial authorities. It also provides an opportunity to go into greater detail on certain specific points to do with the reports submitted, such as gathering conclusive evidence and the elements that aroused suspicion.

Periodic inspections by SICCFIN officers also provide an important opportunity to raise awareness among professionals. Interviews are held during the inspection process, and sometimes afterwards as part of the final report-writing phase, with compliance officers as well as the managers and directors of entities. These interviews provide an opportunity to discuss the professional's obligations in a more targeted manner, based on the specific nature of their activity.

During these meetings, SICCFIN officers may also discuss the particular types of money laundering that the professional has had to deal with.

3. The Liaison Committee

The Liaison Committee to combat money laundering and terrorist financing, chaired Mr Jean Castellini was created by Article 47 of Sovereign Ordinance no. 2.318 prior to its amendment.

Since August 2018, the Committee's make-up and functioning have been governed by Articles 49 and 50 of the amended Sovereign Ordinance.

Its purpose is to ensure that information is shared mutually between the Monegasque government departments concerned by AML/CFT-C and professionals subject to Act no. 1.362 of 3 August 2009 (as amended). Meetings of the Committee provide an opportunity to air points of common interest, with a view to improving the effectiveness of anti-money laundering procedures implemented by professionals who are subject to the legislation. In 2020, owing to the health restrictions introduced in response to the Covid-19 pandemic, the Liaison Committee was only able to meet once, on 11 December.

► At this meeting, SICCFIN gave an update on the on-site inspections conducted in 2019 and 2020. In 2019, SICCFIN had been able to carry out an increased number of inspections, having recruited three new officers at the end of the first semester. Due to the Covid-19 pandemic and the resulting lockdowns, the number of inspections conducted was lower in 2020.



Lancement de l'ENR2 en novembre 2019. Jean Castellini, Patrice Cellario, Michel Hunault, Robert Gelli et Sébastien Prat.
Launch of the NRA2 in november 2019. Jean Castellini, Patrice Cellario, Michel Hunault, Robert Gelli et Sébastien Prat.

► Le point sur l'actualité des activités du pôle enquêtes a également été fait par son responsable. Il a notamment été relevé qu'au cours de la période allant de mars à juin 2020 (premier confinement), une dizaine de signalements ont été adressés en lien avec la pandémie. Ces déclarations provenaient essentiellement d'établissements financiers (banques).

► **État d'avancement de l'Évaluation Nationale des Risques** : il a été rappelé que cette seconde ENR a démarré au début de l'été et a donné lieu à un grand nombre de réunions avec les représentants des professions concernées. La méthodologie utilisée reste celle de la Banque Mondiale, comme pour la première ENR, mais avec un effort particulier porté sur la traçabilité des informations recueillies et sur la réalisation de questionnaires exploitables, adaptés aux différentes professions, et qui ont vocation à servir pour les prochaines itérations de l'exercice.

► **Évaluation de la Principauté par le Comité MONEYVAL** : il a été indiqué que les 9 et 10 décembre 2020, des agents de nombreux services gouvernementaux concernés par cette procédure ont suivi une formation à distance faite par le Secrétaire Exécutif du comité MONEYVAL et ses collaboratrices, destinée à les préparer au mieux à faire face au défi que constitue une évaluation MONEYVAL par les pairs.

Une troisième journée de formation, en présentiel à Monaco, prévue pour le début de février 2021, a été reportée au mois de juin 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

► *The head of the investigations team also gave an update on its activities. He notably observed that over the period from March to June 2020 (the first lockdown), around a dozen reports were submitted in connection with the pandemic. These reports came mainly from financial institutions (banks).*

► **Progress report on the National Risk Assessment**: it was pointed out that this second NRA began at the start of the summer, and resulted in numerous meetings with representatives of the professions concerned. Like the first, this second National Risk Assessment is using the World Bank's method, but with a particular focus on the traceability of information collected and the production of usable questionnaires tailored to the various professions concerned, designed to be used for subsequent NRAs.

► **MONEYVAL Committee assessment of the Principality**: it was indicated that on 9 and 10 December 2020, officers from a number of the government departments concerned by this procedure attended a virtual training session led by the Executive Secretary of the MONEYVAL Committee and his staff, designed to ensure they are better prepared to deal with a peer-led MONEYVAL assessment.

A third day of training, this time held physically in Monaco and planned for the beginning of February 2021, was postponed until June 2021 owing to the Covid-19 pandemic.

La visite sur place des évaluateurs aura lieu du 21 février au 4 mars 2022.

► La transposition de la 5^e Directive (UE) anti-blanchiment : un rappel a été fait sur le processus de transposition en droit monégasque de la 5^e Directive européenne. Il a été rappelé que dans le cadre de la coopération public-privé, le projet de loi qui a été voté le 23 décembre 2020 a fait l'objet d'une large consultation avec les professionnels.

4. Le Groupe de contact

Le Groupe de contact de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été institué par l'Ordonnance Souveraine n° 4.104 du 26 décembre 2012. Il est visé par l'article 51 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.138 du 3 août 2009, modifiée.

Placé sous l'autorité du Secrétaire d'État à la Justice - Directeur des Services Judiciaires, M. Robert Gelli, ce Groupe a pour objet d'assurer une information réciproque entre les autorités judiciaires, les autorités de police, notamment les responsables de la Section des Enquêtes Financières (SEF), et le SICCFIN. Il permet d'aborder toute question d'intérêt commun afin d'améliorer l'efficacité des mécanismes de coopération et de coordination mis en place au niveau opérationnel.

En 2020, le Groupe de contact s'est réuni à deux reprises, le 29 juin et le 18 décembre. Au cours de ces réunions ont, notamment, été évoqués les points suivants, relatifs à la coopération et aux échanges entre les Services de renseignement et de poursuite :

- L'actualité législative et réglementaire en matière de LCB/FT, notamment le vote du projet de loi n° 1.008 renforçant le dispositif LCB/FT de la Principauté et transposant la 5^e Directive (UE) anti-blanchiment.
- La qualité des échanges entre le SICCFIN et le Parquet Général avec notamment la communication d'informations lorsqu'une « enquête miroir » est ouverte à Monaco consécutivement à la réception d'une demande d'entraide pénale internationale (DEPI).
- La coopération judiciaire internationale.
- Le déplacement d'une délégation monégasque au Luxembourg.

The on-site visit by the assessors will take place between 21 February and 4 March 2022.

► *Transposition of the 5th EU Anti-Money Laundering Directive: a reminder was given of the process of transposing the 5th EU Directive into Monegasque law. The Liaison Committee reminded those present that, as part of public-private cooperation efforts, professionals were consulted widely on the draft bill passed on 23 December 2020.*

4. The Contact Group

The Contact Group to combat money laundering and terrorist financing was set up by Sovereign Ordinance no. 4.104 of 26 December 2012. It is referenced by Article 51 of Sovereign Ordinance no. 2.138 of 3 August 2009, amended.

Under the authority of the Secretary of Justice, Mr Robert Gelli, this Group aims to ensure that information is shared between court authorities, police authorities (especially senior officers of the financial crime section) and SICCFIN. It allows any points of common interest to be examined, to improve the efficiency of cooperation and coordination mechanisms put in place at operational level.

In 2020, the Contact Group met twice, on 29 June and 18 December. These meetings discussed issues relating to cooperation and exchanges between intelligence and enforcement agencies:

- *Legislative and regulatory developments in the field of AML/CFT, in particular the passing of draft bill no. 1.008 strengthening the Principality's AML/CFT system and transposing the EU's 5th Anti-Money Laundering Directive.*
- *The quality of exchanges between SICCFIN and the Public Prosecution Department, including the disclosure of information when a "mirror investigation" is carried out in Monaco after a request for mutual legal assistance (MLA) is received.*
- *International judicial cooperation.*
- *The trip by a Monegasque delegation to Luxembourg.*



VIII. LES PRINCIPAUX TEXTES DE LOI LCB/FT-C

PRINCIPAL STATUTORY INSTRUMENTS OF AML/CFT LAW

1. Création, organisation et pouvoirs du SICCFIN :

- Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée par :
 - Loi n° 1.439 du 2 décembre 2016 ;
 - Loi n° 1.462 du 28 juin 2018 ;
 - Loi n° 1.503 du 23 décembre 2020.

- Ordonnance Souveraine n° 2.318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée notamment par :
 - l'Ordonnance n° 3.450 du 15 septembre 2011 ;
 - l'Ordonnance n° 4.104 du 26 décembre 2012 ;
 - l'Ordonnance n° 6.029 du 9 septembre 2016 ;
 - l'Ordonnance n° 6.279 du 28 février 2017 ;
 - l'Ordonnance n° 7.065 du 26 juillet 2018 ;
 - l'Ordonnance n° 7.285 du 10 janvier 2019 ;
 - l'Ordonnance n° 7.559 du 28 juin 2019 ;
 - l'Ordonnance n° 8.634 du 29 avril 2021.
- Ordonnance Souveraine n° 8.044 du 8 avril 2020 complétant la Loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ;

- Arrêté Ministériel n°2018-930 du 28 septembre 2018 étendant l'obligation d'examen particulier visée par la Loi n°1.362 du 3 août 2009, modifiée, aux opérations impliquant une contrepartie ayant des liens avec un État ou territoire, dont la législation est reconnue insuffisante ou dont les pratiques sont considérées comme faisant obstacle à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou la corruption, modifié par :
 - l'arrêté ministériel n° 2018-1109 du 27 novembre 2018 ;
 - l'arrêté ministériel n° 2020-558 du 3 septembre 2020 ;
 - l'arrêté ministériel n° 2020-663 du 5 octobre 2020.

1. Création, organisation et pouvoirs du SICCFIN :

- *Creation, organisation and powers of SICCFIN: Act no. 1,362 of 3 August 2009 on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption, amended by:*
 - *Act no. 1,439 of 2 December 2016;*
 - *Act no. 1,462 of 28 June 2018;*
 - *Act no. 1,503 of 23 December 2020.*

- *Sovereign Ordinance no. 2,318 of 3 August 2009 setting the conditions for application of Act no. 1,362 of 3 August 2009 on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption, notably amended by:*
 - *Ordinance no. 3,450 of 15 September 2011;*
 - *Ordinance no. 4,104 of 26 December 2012;*
 - *Ordinance no. 6,029 of 09 September 2016;*
 - *Ordinance no. 6,279 of 28 February 2017;*
 - *Ordinance no. 7,065 of 26 July 2018;*
 - *Ordinance no. 7,285 of 10 January 2019;*
 - *Ordinance no. 7,559 of 28 June 2019;*
 - *Ordinance no. 8,634 of 29 April 2021.*
- *Sovereign Ordinance no. 8,044 of 8 April 2020 supplementing Act no. 1,362 of 3 August 2009 (amended) on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption;*

- *Ministerial Order no. 2018-930 of 28 September 2018 extending the obligation for special examination laid down in Act no. 1,362 of 3 August 2009 (as amended), to transactions involving a counterparty that has links with a State or territory whose legislation is recognised as insufficient or whose practices are considered as an obstacle to the fight against money laundering, terrorist financing or corruption, amended by:*
 - *Ministerial Order no. 2018-1109 of 27 November 2018;*
 - *Ministerial Order no. 2020-558 of 03 September 2020;*
 - *Ministerial Order no. 2020-663 of 05 October 2020.*

2. Gels de fonds :

■ Ordonnance Souveraine n° 8.664 du 26 mai 2021 relative aux procédures de gel des fonds et des ressources économiques en application de sanctions économiques internationales.

Conformément aux dispositions de cette Ordonnance Souveraine, les mesures de gel des fonds sont adoptées, en Principauté, par décisions ministérielles et sont applicables dès leur publication sur le site internet du Gouvernement Princier.

L'ensemble de ces décisions ministérielles est consultable sur le site :

<https://service-public-entreprises.gouv.mc/En-cours-d-activite/Obligations-legales-et-comptables/Mesures-de-gel-de-fonds/Decisions-Ministerielles>

Cette Ordonnance Souveraine instaure également la création d'une liste nationale, regroupant l'ensemble des personnes physiques et morales, entités et organismes devant faire l'objet d'une mesure de gel des fonds et des ressources économiques en Principauté. Cette liste est consultable sur le site :

<https://service-public-entreprises.gouv.mc/En-cours-d-activite/Obligations-legales-et-comptables/Mesures-de-gel-de-fonds/Liste-nationale-de-gel-des-fonds-et-des-ressources-economiques>

3. Lutte contre le financement du terrorisme et le prolifération d'armes de destruction massive :

■ Arrêté Ministériel n°2018-926 du 28 septembre 2018 portant abrogation de l'Arrêté Ministériel n°2011-237 du 15 avril 2011 et portant application des articles 14 et 41 de la Loi n°1.362 du 3 août 2009, modifiée, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée, visant la République populaire démocratique de Corée.

■ Arrêté Ministériel n°2018-927 du 28 septembre 2018 portant abrogation de l'Arrêté Ministériel n°2009-432 du 14 août 2009 et portant application des articles 14 et 41 de la Loi n°1.362 du 3 août 2009, modifiée, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, modifiée, visant la République Islamique d'Iran.

2. Freezing of funds:

■ *Sovereign Ordinance n° 8,664 of 26 May 2021 on procedures for freezing funds and economic resources implementing international economic sanctions.*

Pursuant to the provisions of this Sovereign Ordinance, funds freezing measures are adopted, in the Principality, by ministerial decisions and are applicable as soon as they are published on the website of the Prince's Government.

All of these ministerial decisions can be consulted on the website:

<https://service-public-entreprises.gouv.mc/En-cours-d-activite/Obligations-legales-et-comptables/Mesures-de-gel-de-fonds/Decisions-Ministerielles>

This Sovereign Ordinance also created a national list of all individuals, legal entities, and organisations subject to the freezing of funds and economic resources in the Principality. This list can be consulted on the website:

<https://service-public-entreprises.gouv.mc/En-cours-d-activite/Obligations-legales-et-comptables/Mesures-de-gel-de-fonds/Liste-nationale-de-gel-des-fonds-et-des-ressources-economiques>

3. Fight against terrorist financing and the proliferation of weapons of mass destruction:

■ *Ministerial Order no. 2018-926 of 28 September 2018 repealing Ministerial Order no. 2011-237 of 15 April 2011 and implementing Articles 14 and 41 of Act no. 1,362 of 3 August 2009 (as amended) on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption, amended, in the Democratic People's Republic of Korea.*

■ *Ministerial Order no. 2018-927 of 28 September 2018 repealing Ministerial Order no. 2009-432 of 14 August 2009 and implementing Articles 14 and 41 of Act no. 1,362 of 3 August 2009 (as amended) on the fight against money laundering, terrorist financing and corruption, in the Islamic Republic of Iran;*

4. Coopération internationale

■ Ordonnance Souveraine n°7.062 du 26 juillet 2018 rendant exécutoire l'échange de lettres modifiant l'Annexe I de l'Accord sur la coopération opérationnelle et stratégique entre le Gouvernement de S.A.S le Prince Souverain et l'Office européen de Police (EUROPOL) ;

L'intégralité des textes applicables et notamment les arrêtés ministériels pris sur le fondement de ces principaux textes est consultable sur le site du SICCFIN www.siccfm.gouv.mc.

4. International cooperation

■ *Sovereign Ordinance no. 7,062 of 26 July 2018 giving effect to the exchange of letters amending Annex I of the Agreement on Operational and Strategic Cooperation between the Government of H.S.H. the Sovereign Prince and the European Police Office (EUROPOL);*

All applicable laws, and in particular the Ministerial Orders made on the basis of the primary legislation, can be viewed on the SICCFIN website at www.siccfm.gouv.mc.

**Service d'Information
et de Contrôle sur les Circuits Financiers**

13 rue Émile de Loth
98000 MONACO
Téléphone : (+377) 98 98 42 22
Fax : (+377) 98 98 42 24

siccfm@gouv.mc
mhunault@gouv.mc

www.siccfm.mc

